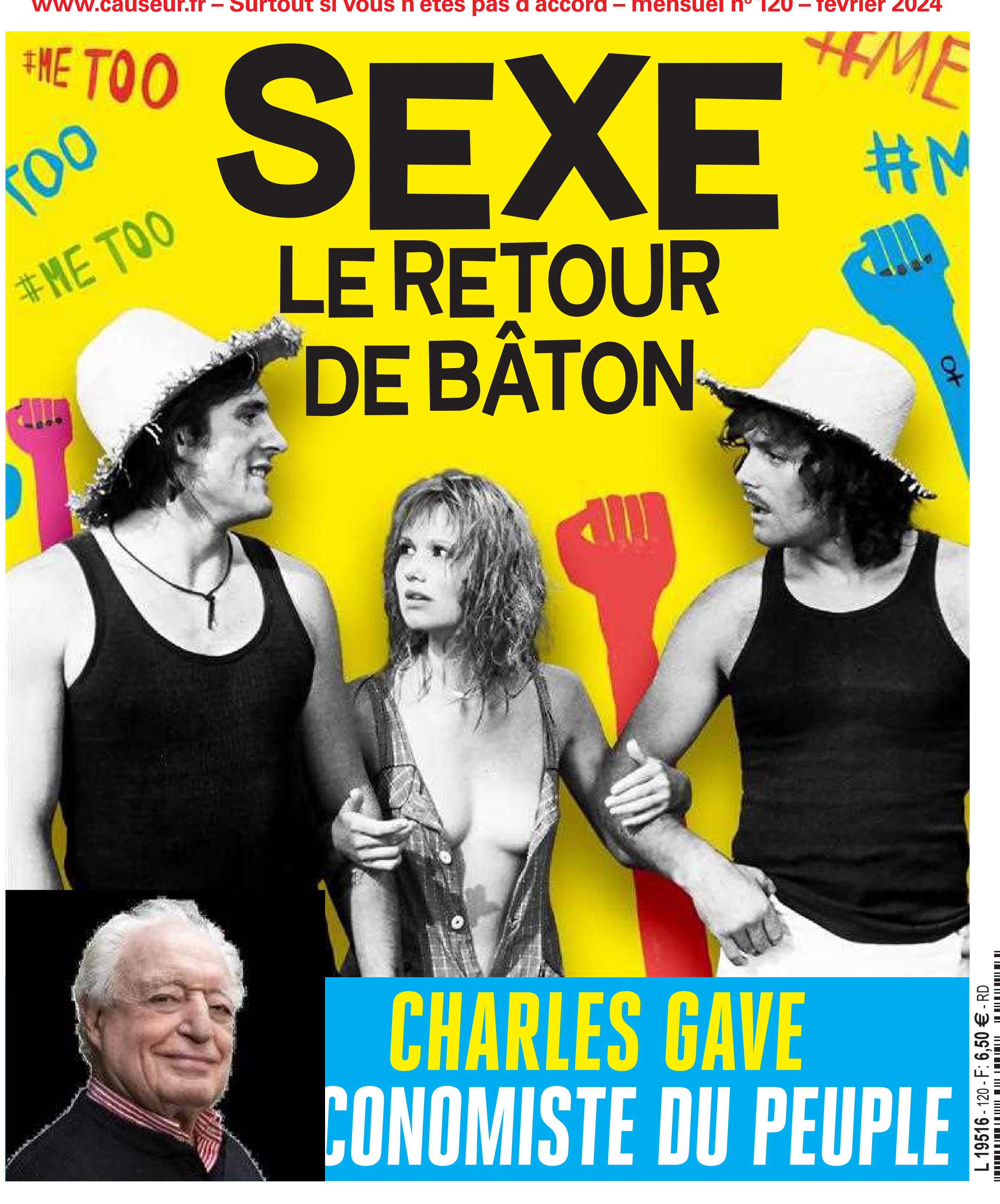
CONSEIL CONSTITUTIONNEL L'ÉTAT DE DROIT DANS LE MUR

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel nº 120 – février 2024

SEXE
LE RETOUR DE BÂTON



CHARLES GAVE
CONOMISTE DU PEUPLE

ISSN 1966-6055 © Crédit
BELUX 7,20 € - CH 11 CHF - DOM 7,20 € - CAN 13,50 $ CAD

L 19516 - 120 - F: 6,50 € - RD

PAR ICI LA SORTIE… DE L'HISTOIRE

On dirait des villageois qui dansent en rond pour faire venir la pluie (ce qui soit dit en passant s'est réellement produit dans un village français il y a quelques mois). Depuis plusieurs décennies, les adorateurs de la « construction européenne » implorent les dieux de faire advenir ce fantasmatique peuple européen qui nous délivrera enfin de nos coupables lubies – également appelées égoïsmes nationaux. Ils devraient en causer à la Chine et à l'Amérique, de l'égoïsme national. On voit mal comment une nation existerait sans une population convaincue qu'il faut la préférer et la défendre. L'Europe, justement, se fait une fierté de ne pas être égoïste et d'affronter le reste du monde à coups de *valeurs*. Le résultat, c'est que son influence n'est pas indexée sur ces évanescentes valeurs, mais sur sa capacité de consommation. Quand d'autres aspirent à être le laboratoire ou l'atelier du monde, l'Europe est un « grand marché ». Ou, comme l'observait un brin désabusé le philosophe Peter Sloterdijk, une vaste salle de gym, dont les charmes, espère-t-on à Bruxelles, finiront par avoir raison des rouspétances des Hongrois, Polonais et autres Tchèques.

Qu'on me pardonne cette allusion personnelle, il se trouve que j'écris ce texte dans l'avion qui me ramène de Tel-Aviv[1]. Entre la fatigue européenne d'être soi et la volonté israélienne de persister dans son être, le contraste est cruel. Quand chaque mère, en Israël, accepte le déchirement de sacrifier ses enfants à l'avenir du pays, les Européens, transformés en individus-rois, n'ont de cesse de demander ce que leur pays peut faire pour eux et de brailler parce que ce n'est jamais assez. Autrement dit, le grand rêve européen n'est pas de se réconcilier avec son passé, mais d'en finir avec lui. Sortons enfin de l'Histoire et de ses tourments.

Pour construire l'Europe, il est donc urgent de déconstruire les nations qui la composent. Européistes et eurocrates n'ont pas ménagé leurs efforts pour ouvrir nos âmes endurcies, alternant chantage moral – l'Europe ou le fascisme – et promesse – d'un avenir radieux.

La résolution visant à promouvoir une « *conscience historique européenne* » votée le 17 janvier par le Parlement de Strasbourg entend soumettre l'étude du passé du Vieux Continent à l'intérêt supérieur de l'Union, en favorisant un enseignement rompant avec « *les stéréotypes et les vaches sacrées des histoires nationales* ». Remarquez, Niyazi Kizilyürek, le député chypriote d'extrême gauche qui a pondu ce texte est un sacré farceur. Tout en affirmant « *l'histoire ne doit jamais être relativisée, déformée ou falsifiée à des fins politiques* », sa résolution affirme que « *le chauvinisme, les stéréotypes sexistes, les asymétries de pouvoir et les inégalités structurelles sont profondément ancrés dans l'histoire européenne* ». Face à ce passé de crime et d'obscurité, l'enseignement doit rendre justice aux « invisibilisés » et en finir avec « *la marginalisation des femmes et autres groupes sous-représentés* ». Ce salmigondis woke se conjugue, sans surprise, à l'inévitable jargon pédagogiste précisant que l'enseignement doit être « *interdisciplinaire et intersectionnel* » (faudra m'expliquer), appliquer « *une pédagogie innovante et centrée sur l'apprenant* », et utiliser toutes sortes de sources, y compris les récits oraux – espérons que des conteurs africains viendront prêter main-forte à nos professeurs. En attendant, les gouvernements devraient plutôt se soucier de l'abyssale ignorance des élèves. Quand 46 % des jeunes Français sont incapables de situer dans le temps le début de la Révolution[2], leur demander de connaître Olympe de Gouges est un brin présomptueux.

Le plus rigolo c'est que cette brillante initiative a abouti à la déconfiture de son auteur. Dans sa version initiale, la résolution mentionnait « *les crimes commis par les régimes totalitaires nazis, fascistes et à l'époque du colonialisme* » – on notera la subtile assimilation a posteriori du colonialisme à l'hitlérisme. Or, à la suite de diverses manœuvres excellemment relatées par Charlotte d'Ornellas[3], un amendement proposé par François-Xavier Bellamy et voté par les élus de l'ancien bloc soviétique a ajouté à la liste « les crimes du communisme ». À gauche, on ne voit pas de quoi il est question, sans doute une invention des forces réactionnaires. Résultat, Niyazi Kizilyürek et avec lui toute la gauche europarlementaire renient leur enfant au mépris de tous les usages, ce qui contraint (pour des raisons procédurales) une élue de la droite européenne à le reprendre sous son aile. Le texte est adopté contre ses initiateurs[4]. Et toc !

Reste qu'heureusement, ce texte n'aura pas la moindre conséquence concrète. L'épisode est néanmoins révélateur, non seulement du wokisme furibond qui gangrène les gauches européennes, mais aussi de l'hémiplégie persistante de leur mémoire. L'Europe doit regarder son passé en face, mais à condition de n'ouvrir qu'un œil.

1. Je participais à un voyage de solidarité organisé par le KKL.
2. Étude OpinionWay pour *La Tribune*, 7 janvier 2024.
3. Charlotte d'Ornellas, « Derrière la culpabilisation de l'histoire européenne, le débat sur le communisme », *Le Journal du dimanche*, 26 janv. 2024.
4. François-Xavier Bellamy explique au *JDD* que, s'il ne pouvait pas voter un tel texte, il ne voulait pas non plus joindre sa voix à celles d'une gauche qui refuse d'inscrire le communisme parmi les fléaux du siècle dernier. Il s'est donc abstenu.

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeurs adjoints de la rédaction
Jean-Baptiste Roques, Jeremy Stubbs

Rédaction en chef
Martin Pimentel (causeur.fr)
Jonathan Siksou (culture)

Rédaction
Cyril Bennasar, Sami Biasoni, Jean Chauvet, Yannis Ezziadi, Alain Finkielkraut, Stéphane Germain, Jean-Luc Gréau, Pierre Lamalattie, Bérénice Levet, Patrick Mandon, Céline Pina.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
Jean-Marie Besset, Olivier Dartigolles, Jean-Michel Delacomptée, Didier Desrimais, Gilles-William Goldnadel, Harold Hyman, Dominique Labarrière, Frédéric Magellan, Emmanuelle Ménard, Frédéric de Natal, Alain Paucard, Vincent Piednoir, Sabine Prokhoris, Lucien Rabouille, Humbert Rambaud, Georgia Ray, Ivan Rioufol, Eddy Royer, Julien San Frax, Jean-Éric Schoettl, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Laurent Carré

Iconographie
Alexandre Denef

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
01 84 79 01 35

Distribution
MLP

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
https://boutique.causeur.fr/
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levrault Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
Sipa (montage photo)

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0325 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N°120 – FÉVRIER 2024

Hannah Assouline

Prochaine parution : le 6 mars 2024

Hannah Assouline

Patriotisme d'importation

Par Jean-Baptiste Roques



Si l'Union européenne se surpasse dans un domaine, c'est dans l'art de refiler les patates chaudes. Après avoir délégué une partie de sa production manufacturière aux Chinois, une partie de sa politique énergétique aux Russes et une partie de son « réarmement démographique » aux Africains, le Vieux Continent pourrait bien sous-traiter une partie de son civisme à… une citoyenne américaine. Le 10 janvier, un vice-président de la Commission, le Grec Margarítis Schinás, a très officiellement émis le souhait que Taylor Swift, talentueuse chanteuse d'outre-Atlantique, se mette au service de l'institution bruxelloise pour encourager les jeunes à voter lors des prochaines élections européennes le 9 juin. « *J'espère que quelqu'un de son équipe médiatique suivra cette conférence de presse et lui transmettra ma demande* », a lancé béatement le technocrate. Défense de rire ! Comment une idée aussi consternante a-t-elle pu germer ? Secrète passion pour la musique country ? Burn-out lié à un cruel sentiment d'inutilité ? Banal complexe provincial vis-à-vis des États-Unis ?
La troisième solution est la bonne. En septembre dernier, la star aux 170 millions de disques vendus, connue pour son patriotisme, a appelé sur les réseaux sociaux ses jeunes concitoyens à voter aux prochaines présidentielles. Résultat, 35 000 d'entre eux se sont inscrits sur les listes électorales dès le lendemain. Un record. En attendant de connaître la réponse que Mlle Swift donnera à M. Schinás, remarquons que celui-ci n'est pas parvenu à identifier la moindre vedette européenne à même de satisfaire son désir mimétique. Preuve, s'il en était besoin, de l'inexistence d'une culture populaire commune sur notre continent. Quant à la mobilisation de la jeunesse lors des scrutins européens, elle est à peine plus consistante. La dernière fois, en 2019, la participation au vote des moins de 25 ans a atteint 42 %, contre 50 % pour l'ensemble de la population. •

Mâles à matous

Par Didier Desrimais



« *Avant de me coucher, il m'arrive de regarder des vidéos de chats sur Instagram, avec mon chat* », a confié récemment un homme célibataire à Marjorie Philibert, une journaliste du *Monde* bien décidée à comprendre ce nouveau phénomène : les hommes à chat. Pour surnager « *au milieu d'un océan d'interrogations* » et appréhender sérieusement ce sujet essentiel, cette journaliste a recueilli de nombreux avis. Ainsi, un sociologue perçoit dans l'homme à chat « *une dimension politique clairement de gauche, dans la continuité de Mai 68* », un rejet des « *formes anciennes de l'autorité* » et une nouvelle identité masculine « *construite autour de l'attention et du soin* ».
De son côté, la vigilante journaliste Nadia Daam redoute visiblement une ruse du mâle retors qui sommeille en tout homme : « *Sur Tinder, beaucoup d'hommes posent avec leur chat, comme pour montrer qu'ils ne sont pas des prédateurs et qu'ils rejettent les codes de la masculinité toxique* .» Par ailleurs, affirme Mme Daam qui a décidément l'œil à tout, l'image « *attendrissante et sexy* » de l'homme à chat est bien plus valorisée socialement que celle de la femme à chat, « *perçue comme seule et déprimée* ». Lorsqu'il vit en couple, disserte à son tour la journaliste du *Monde*, l'homme à chat – qui reste un homme avant tout – renoue souvent avec une détestable « *répartition inégale de la charge mentale des tâches domestiques* » qui voit sa compagne s'occuper seule des soins apportés au minet.
Arnaud fait figure d'exception : dans un « *souci de partage de la charge mentale du chat* », il n'a eu de cesse, assure-t-il, de tout partager avec sa compagne, y compris les soins et les dépenses, inhérents à la présence de Croziflette, son « *adorable petite chatte* ». Mais la vie est parfois cruelle : sa compagne l'a quitté et a embarqué avec elle Croziflette. Arnaud et d'autres hommes à chat ayant vécu la même mésaventure se battent pour obtenir la garde de leurs matous. Certains engagent des poursuites judiciaires. Ce qui ne ravit que moyennement des juges et des greffiers qui disent avoir, en ce moment, d'autres chats à fouetter. •

D.R.

Coût pour coût

Par Eddy Royer

425 milliards d'euros. C'est ce qu'aurait coûté l'immigration aux Pays-Bas de 1995 à 2019. En effet, d'après l'étude « État providence sans frontières[1] », réalisée par plusieurs chercheurs et publiée par l'université d'Amsterdam, l'immigration non occidentale a coûté, annuellement, 17 milliards d'euros au gouvernement néerlandais en redistributions de toutes sortes. Et ce, pendant vingt-cinq ans. À l'inverse, pour ce qui est des bénéfices, l'immigration occidentale ne rapporterait qu'un milliard d'euros par an. L'un des auteurs de cette étude, le mathématicien Jan van de Beek, pointe du doigt l'État providence du pays, qui, par sa générosité, n'incite pas les nouveaux arrivants à trouver du travail. De plus, le grand nombre d'immigrants et les aides sociales qu'ils perçoivent fragilisent le système de protection sociale. Alors que les dépenses publiques en leur faveur sont supérieures à la moyenne pour l'éducation ou la Sécurité sociale, les immigrés paient moins d'impôts et de cotisations. L'immigration aura-t-elle la peau de l'État providence néerlandais ? L'étude conclut en effet qu'entre immigration de masse et État providence, il faut choisir. Par ailleurs, ces chercheurs précisent que leurs conclusions « *pourraient inspirer les chercheurs et les décideurs politiques dans d'autres pays, en particulier en Europe, ayant un État providence comparable* ».
Comme la France par exemple, mais il semble que nous n'en prenons pas le chemin et il ne faut pas compter sur le monde économique. Sur Radio Classique, le 19 décembre, Patrick Martin, président du Medef, affirmait que « *d'ici 2050, nous aurons besoin, sauf à réinventer notre modèle social et économique, de 3,9 millions de salariés étrangers* ». Même son de cloche au niveau européen, il n'y a qu'à écouter Ylva Johansson, la commissaire européenne aux Affaires intérieures, pour s'en convaincre. En Grèce le 8 janvier, elle déclarait que l'UE avait besoin de 4,5 millions d'immigrés par an. Les contribuables n'ont pas fini de casquer. •

1 « Borderless Welfare State. The Consequences of Immigration for Public Finances », University of Amsterdam School of Economics, 2023.



D.R.

Zénitude muséale

Par Dominique Labarrière



Ces temps-ci, aller au musée est en passe de devenir un casse-tête. On n'a en effet que l'embarras du choix. Non pas quant à l'artiste à côtoyer ou aux œuvres à admirer, mais en raison des activités périphériques désormais proposées. L'art ne se suffisant sans doute plus à lui-même, la mode de l'agrémenter de pratiques annexes se répand à grande vitesse. Ainsi, au musée Fabre de Montpellier, des séances de yoga se tiennent devant les œuvres abstraites du plasticien Christian Jacquard. Même supplément orientalisant au menu d'autres lieux dont la liste s'allonge de jour en jour. Au musée d'Art moderne de Paris, ce yoga s'enrichit du qualificatif de « *profond* », alors qu'à la Cité de l'architecture et du patrimoine, ainsi qu'aux musées Delacroix et Henner, il se métamorphose en « *yoga vinyasa* ». On s'en réjouit. Au Louvre, qui donne lui aussi dans ces innovations, la Joconde n'en a probablement pas fini avec son petit sourire en coin.
Au train où vont les choses, l'apparition d'ateliers french-cancan au musée Toulouse-Lautrec ne saurait être exclue. On peut se moquer de cette vogue, certes, mais au-delà de ces initiatives de bonne intention se profile le travers majeur des temps modernes : l'obsession de soi, un égocentrisme quasi névrotique. Le musée, la contemplation de l'œuvre d'art ne sont plus le lieu et le moment où l'on s'oublie soi-même pour s'immerger dans plus grand que soi, où l'on s'invite à espérer transcender sa condition d'humain bien ordinaire, mais le sanctuaire où l'on doit pouvoir persister dans l'illusion d'être le seul et unique héros de sa vie. Dès lors, fréquenter ces œuvres en sacrifiant à l'humilité heureuse d'admirer serait une perte de temps, de même que serait à proscrire toute activité n'étant pas consacrée *in fine* à cajoler l'ego. Alors oui, décidément, le moi est bel et bien haïssable. Surtout le moi en sueur… •

Les selfies de Modi

Par Frederic de Natal

Encore plus que les Occidentaux ou même les Chinois, les Indiens sont obsédés par les selfies, une tendance que le gouvernement actuel exploite à des fins politiques. Si Indian Railways, la société de transport ferroviaire nationale, n'est pas réputée pour sa ponctualité, les usagers en attente peuvent désormais se distraire dans des cabines à selfie que les autorités ont installées dans les gares pour permettre aux voyageurs de se photographier avec une image grandeur nature du Premier ministre Narendra Modi. Ces bornes à selfie sont équipées de découpes en carton de taille réelle du leader nationaliste, voire de modèles en 3D.

Derrière cette idée en apparence ludique se cache à peine une véritable campagne politique astucieusement orchestrée à quelques mois des prochaines élections législatives. Élevé presque au rang de divinité par son parti le BJP, qui le qualifie de « *messie des pauvres* », Modi ne ménage aucun effort afin de garantir sa réélection pour un troisième mandat de cinq ans. Son gouvernement a même mobilisé les ministères de la Défense et de l'Éducation pour installer des bornes à selfie près des monuments aux morts et dans les musées, les aéroports, les écoles et les collèges. Ces bornes célèbrent en textes et images les réalisations des autorités en place et proposent souvent une image de Modi.

Ce culte de la personnalité a suscité la désapprobation de l'opposition qui a dénoncé un gaspillage effronté de l'argent des contribuables. Une borne temporaire coûte 1 400 euros et une permanente 7 000. Il est vrai que les députés de l'opposition peinent à s'imposer dans un espace public entièrement dominé par Modi et ses partisans. Face aux critiques acerbes provoquées par les bornes, le BJP a cyniquement rappelé à ses opposants que l'Inde était une démocratie et que les Indiens étaient libres de prendre des selfies ou non selon leur bon plaisir… Ou celui de l'homme qu'on appelle le « *gourou national* » ? •



Pour une guerre décarbonée

Par Jeremy Stubbs



Depuis le début de sa campagne militaire pour neutraliser le Hamas dans la bande de Gaza, Israël est accusé de tous les maux, de la violation des droits humains au génocide. Maintenant, ses critiques ont trouvé un nouvel angle d'attaque : son action serait en train d'exacerber la catastrophe climatique qui menace la planète. C'est la thèse d'une étude publiée en janvier par des chercheurs britanniques et américains[1]. Ces derniers affirment que les émissions de gaz à effet de serre générées au cours des deux premiers mois de la guerre seraient plus grandes que l'empreinte carbone annuelle de plus de 20 autres pays et territoires (sans spécifier lesquels). Selon leurs calculs, au moins 281 000 tonnes métriques de CO_2 auraient été émises par les avions, chars, missiles et bombes, ainsi que les usines qui les fabriquent. Presque la moitié de ces émissions serait attribuable à des avions de transport américains qui ont livré des fournitures militaires aux Israéliens.

L'étude, prépubliée en ligne, a été favorablement accueillie par le journal anglais de gauche *The Guardian*, puis largement reprise par les médias progressistes[2]. Elle a été saluée par un rapporteur spécial des Nations unies. Les faibles moyens militaires du Hamas sont présentés presque de manière vertueuse par *The Guardian*, puisque ses tirs de roquettes n'ont généré que 713 tonnes de CO_2. Mais le 1,7 million de tonnes israéliennes (mesuré sur un an) représente peu à côté d'autres chiffres. En 2022, les forces armées américaines ont émis 48 millions pour seulement une partie de leurs activités. Selon l'Agence européenne de la sécurité aérienne, les avions partant d'aéroports européens en ont émis 147 millions en 2019. Et qui s'aventurerait à évaluer le bilan carbone de la guerre en Ukraine ? Certes, la planète se réchauffe, mais les critiques d'Israël sont surchauffés. •

1 « A Multitemporal Snapshot of Greenhouse Gas Emissions from the Israel-Gaza Conflict », Social Science Research Network, 9 janvier 2024.

2 Nina Lakhani, « Emissions from Israel's War in Gaza have "immense" effect on climate catastrophe », 9 janvier 2024.

D.R.

Pas besoin de preuves

Par Lucien Rabouille

Une trentaine d'églises incendiées, une soixantaine d'autres vandalisées ou cambriolées : voilà le bilan d'une campagne de destruction qui a sévi au Canada depuis 2021. Certains des édifices dégradés ont été tagués avec des injonctions telles que : « Déterrez-les », « Ramenez-les chez eux » ou la question « Où sont les enfants ? » De quels enfants s'agit-il ? Tout commence en mai et juin 2021, quand un groupe autochtone en Colombie-Britannique prétend avoir découvert 215 cadavres d'enfants sous une école catholique, tandis qu'un autre groupe, de la province du Saskatchewan, annonce avoir trouvé 751 tombes anonymes dans un cimetière sous l'ancien pensionnat de Marieval. Il s'agirait de corps d'enfants morts à la suite de violences subies dans ces écoles ainsi que dans d'autres partout au Canada.
Ce qui est certain, c'est que ces établissements ont participé à une vaste politique d'assimilation des populations autochtones conduite par le gouvernement canadien du XIXe aux années 1970. Des enfants ont été arrachés à leur famille pour être élevés à la canadienne dans des internats chrétiens, principalement catholiques. La découverte de ces charniers a donné lieu à un déchaînement de passions sur les réseaux sociaux, accompagné d'accusations de crimes contre l'humanité et même de génocide, d'où la prolifération d'actes de vengeance antichrétienne. Sauf que des fouilles conduites depuis par des équipes d'experts sur plusieurs sites, dont celui de Marieval, n'ont pas trouvé de traces de cadavres. D'ailleurs, la seule présence de restes humains ne justifierait pas le récit macabre de violences suivies d'enterrements de masse. S'il est généralement reconnu aujourd'hui que beaucoup des enfants en question ont été mal traités, la vague d'actes criminels contre les églises a été déclenchée par une hystérie collective numérique. Comme l'a dit Jacques Rouillard, professeur émérite à l'université de Montréal, interrogé par le *New York Post* : « *Trop a été dit et fait avant que des preuves ne soient fournies.* » •



Sécession migratoire

Par Harold Hyman



Aux États-Unis, le spectre de la guerre de Sécession hante les esprits. Un mouvement antifédéral commence à prendre de l'ampleur, particulièrement au Texas où Greg Abbott, le gouverneur républicain depuis 2015, a engagé un bras de fer avec Washington. Le cœur du problème est l'immigration clandestine, en progression constante au Texas, avec parfois 10 000 d'entrées illégales par jour. Abbott, qui accuse le pouvoir fédéral de ne pas protéger les citoyens américains contre les « *ennemis extérieurs* » que sont les migrants, parle de « *défendre la souveraineté du Texas* » et prétend que la Constitution lui permet de repousser une invasion. Il a déjà fait de la présence de clandestins sur le sol texan un délit, alors qu'une telle décision relève exclusivement de l'autorité fédérale. Le long du Rio Grande, le fleuve qui marque la frontière entre les États-Unis et le Mexique, il installe des barbelés et des barrages de bouées pour empêcher les passages de migrants, au nez et à la barbe des autorités fédérales. Enfin, il affrète des autobus, et à l'occasion un avion, pour acheminer des clandestins à Chicago, Pittsburgh, New York, et sur la très chic île atlantique de Martha's Vineyard.
Ainsi il provoque les États libéraux qui légifèrent à leur tour contre les compagnies de transport de clandestins. En revanche, l'Arizona et la Floride commencent à imiter Abbott. La vieille fracture géographique se redessine entre Nord et Sud. Saisie d'urgence, la Cour suprême fédérale a statué le 22 janvier que les agents fédéraux avaient le droit de démanteler barbelés et bouées. Il s'agit d'éviter le pire : un conflit entre les forces fédérales (Border Patrol et Immigration and Customs Enforcement) d'un côté, et les forces texanes locales (Texas National Guard et les Texas Rangers) de l'autre. Au Texas, où le mouvement indépendantiste est très fort, des appels à sécession se multiplient, même chez les élus. Le retour de la Confédération sudiste est-il imminent ? •

Shutterstock/Sipa – D.R.



Par Olivier Dartigolles

Habitué aux joutes médiatiques, hier comme dirigeant communiste, aujourd'hui comme chroniqueur politique, Olivier a des tripes et du cœur quand il s'agit de défendre ses idées. *« J'aime qu'on me contredise ! »* pourrait être sa devise.

Rien n'y fait. Quand ça ne veut pas… Malgré des efforts soutenus pour atteindre l'excellence, comme on dirait à « Stan », en dépit de solutions égrainées avec l'entrain d'un serveur téléphonique : « Pour avoir des gestionnaires, tapez 1 ; pour des révolutionnaires, tapez 2 », nonobstant la promesse de « *réarmement* » et de « *régénération* » – que ce mot est laid ! – et d'un ballot de paille en guise de pupitre, l'imaginaire politique d'Emmanuel Macron reste en cale sèche. Le libraire de mon quartier a très certainement perçu ma quête d'épopée quand il m'a conseillé de me plonger dans *Les Naufragés du Wager*, de David Grann (Le Sous-Sol). Je n'aime rien autant que ces œuvres où le talent de l'écrivain vient harponner le réel. Le va-et-vient entre ce récit et la récente actualité politique fut tout simplement délicieux.

Imaginez, le vaisseau de ligne de Sa Majesté envoyé au sein d'une escouade sous le commandement du jeune officier Attal, avec un cap clair et un esprit conquérant. J'ai vécu pendant quelques jours l'emballement médiatique autour de la nomination du « *plus jeune Premier ministre* » comme celle du commodore Anson sur son navire. Comme frappées par une fièvre soudaine, les rédactions ont été victimes d'un délire attalamaniaque qui, finalement, n'a pas duré une semaine.

L'expédition, avant de passer le cap Horn des élections européennes, a connu sa première grosse vague avec Amélie Oudéa-Castéra. Je l'apprécie pour sa capacité à dire très clairement l'entre-soi bourgeois, le séparatisme des très hauts revenus. Mais déjà apparaissent à l'horizon les quarantièmes rugissants avec la colère des agriculteurs ; travailleurs de la terre et de la misère. Elle dit beaucoup de l'époque. Quand le travail ne paie pas. Quand le grand désordre libéral, illustré par les traités iniques de libre-échange, va jusqu'à atteindre votre propre dignité, le sens de votre vie.

Pour éviter les cinquantièmes hurlants et les soixantièmes déferlants, Sa Majesté et le jeune commodore Attal regardent la carte de la région. Île de la Désolation. Port de la Famine. Golfe des Peines. Rochers de la Tromperie. Baie de la Séparation des amis. Restent pour eux quelques raisons de ne pas totalement désespérer de la situation. L'équipage du Wager, avant de faire naufrage, a été fortement diminué par le scorbut. Notre système de santé connaît quelques difficultés, mais il devrait pouvoir y faire face. Après avoir échoué sur une île vierge au large de la Patagonie, les survivants s'organisent mais des mutineries éclatent. Je n'évoquerai pas ici les scènes de cannibalisme car, vraiment, nous y échapperons à coup sûr.

David Grann est un maître du récit. Plus encore, il interroge superbement sur le sens des récits. Face aux crises françaises, nombreuses et complexes, les alternatives et les possibles sont immenses à condition de les rendre désirables. Quand la politique n'est plus une espérance exagérée, elle se réduit à un tableur Excel déshumanisé.

Je vais maintenant lire le dernier Tesson. Ma sensibilité politique n'a jamais cadenassé mes goûts littéraires. Je préfère la compagnie d'un très bon livre d'un auteur de l'autre rive à une soirée avec des poètes « progressistes » qui sont déjà cuits avant même d'être maudits. Quand Ferré chantait « *Thank You Satan* », cela avait une autre gueule. « *Pour le péché que tu fais naître / Au sein des plus raides vertus.* » •



BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous et recevez une revue en cadeau

FORMULE INTÉGRALE
papier + web + tablette + mobile

11 numéros à 65€
+
Une Revue au choix







+


1. CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Je désire m'abonner à partir du ... mois en cours ☐
prochain numéro ☐

OFFRE SPÉCIALE

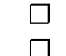
11 magazines papier livrés chez vous + Formule Numérique + une Revue offerte

Formule Intégrale
☐ **1 an à 65€**
+
Un cadeau au choix*
☐ Conflits N49 « Israël »
☐ Conflits N48 « Espagne »
☐ Transitions & Énergies N19 « Carbone »

* Dans la limite des stocks disponibles
Prix de vente public : Conflits N49 « Israël »- 9.90€ TTC / Conflits N48 « Espagne »- 9.90€ TTC / Transitions & Énergies N19 « L'indispensable capture du carbone »- 9.90€ TTC

FORMULE INTÉGRALE

11 magazines papier livrés chez vous + Formule Numérique


+

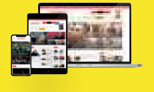
	Standard	Soutien
1 an	☐ 65 €	☐ 120 €
2 ans	☐ 118 €	☐ 240 €

Durée libre (prélèvement mensuel) ☐ 5,50 € / mois sans engagement

Frais de port de l'offre spéciale et de la formule intégrale :
- Frais de port inclus en France métropolitaine et DOM
- Europe, reste du monde et TOM : 1 an : +18€ / 2 ans : +36€ / durée libre : +2€

FORMULE NUMÉRIQUE

11 magazines disponibles sur le kiosque numérique + les archives + tous les articles sur causeur.fr



	Standard	Soutien
1 an	☐ 42 €	☐ 75 €
2 ans	☐ 76 €	☐ 150 €

Durée libre (prélèvement mensuel) ☐ 3,80 € / mois sans engagement

3 POSSIBILITÉS POUR VOUS ABONNER

SUR INTERNET
www.causeur.fr/boutique

PAR COURRIER
En nous envoyant ce formulaire avec votre règlement
(chèque ou prélèvement SEPA)

PAR TÉLÉPHONE
01 84 79 01 35
(DU LUNDI AU VENDREDI 9H30 - 17H)

2. RENSEIGNEZ VOS COORDONNÉES

Nom ____________ Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ____________ Ville ____________

Pays ____________ Téléphone | | | | | | | | | | |

Courriel ____________

3. ENVOYEZ LE BULLETIN

Sous enveloppe timbrée à :
Causeur Abonnements
32 rue du Faubourg Poissonnière
75010 Paris

Accompagné de votre règlement :

☐ **Par chèque à l'ordre de Causeur.fr**
Je paye en une seule fois mon abonnement.

☐ **Par prélèvement automatique (SEPA)**
Je serai prélevé mensuellement sur mon compte bancaire (résiliable à tout moment).

IBAN : Numéro international du compte bancaire

BIC

Titulaire du compte à débiter :
Nom : .... Prénom : ....

Merci de joindre impérativement un RIB.

Signature obligatoire pour autorisation de prélèvement

Fait à : .... Le : ....

En application de la loi Informatique et libertés, les coordonnées demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Celles-ci peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant à Causeur.fr, 32 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris



MA VIE À L'ASSEMBLÉE

Par Emmanuelle Ménard

Après la trêve des confiseurs, l'Assemblée reprend ses travaux, sur fond de remaniement et de révolte agricole… Ambiance.


Les futurs uniformes à Béziers.

« Sauter au plafond »

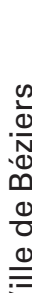
Tout ça pour ça… Le Conseil constitutionnel vient de censurer plus d'un tiers des articles de la loi sur l'immigration votée par le Parlement avant Noël. Celle-là même que les Français avaient pourtant plébiscitée à 70 %… Cette décision me laisse un goût amer dans la bouche. Une véritable claque pour les représentants des Français au Parlement ! La prochaine fois, le chef de l'État devrait être encore plus direct. Plutôt que de demander au Conseil constitutionnel de censurer les mesures qui ne le font pas « *sauter au plafond* », il pourrait lui proposer de rédiger lui-même la loi. On gagnerait du temps.

Collabo !

On est toujours le collabo de quelqu'un… Fabien Roussel l'a appris à ses dépens, qui a dû être extrait d'une des manifs organisées contre la loi pour l'immigration à Paris le 21 janvier. Aux cris de « *Roussel collabo !* », « *Roussel n'est pas un bon camarade* » ou encore « *Roussel casse-toi !* », le député et secrétaire national du Parti communiste français s'est fait insulter, bousculer et finalement exfiltrer lors d'une manifestation… du syndicat CGT. Avant de trouver refuge à l'Assemblée nationale. Avec des amis comme ça…

Uniforme à l'école

Une des premières mesures annoncées par le ministre de l'Éducation nationale d'alors, Gabriel Attal, était l'expérimentation de l'uniforme à l'école. Le maire de Béziers a immédiatement candidaté, lui qui avait déjà tenté semblable mesure en 2014, juste après son élec-



tion. Et les premiers uniformes – et non pas « *tenues uniques* » comme les appelle Emmanuel Macron – sont arrivés pour essayage : exit le « jean/tee-shirt » préconisé par certains. Chez nous, à Béziers, les élèves et leurs parents ont choisi le pantalon pour les garçons, la jupe plissée pour les filles et, pour tous… le blazer très « british » avec blason aux couleurs de la ville et de l'école, s'il vous plaît ! L'effet magique d'Harry Potter.

Sobriquet

Depuis son élection au perchoir, la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet a administré un nombre record de sanctions disciplinaires à des députés. Ce qui lui a immédiatement valu un petit surnom par le député écologiste Benjamin Lucas. Allez, un indice, il est vice-président du groupe d'amitié France-Corée du Nord (eh non, ce n'est pas une blague !). Vous avez deviné ? La « Kim Jong-un du perchoir ». Tout en nuances…

Double langage

C'est un sujet de discussion récurrent à l'Assemblée nationale. Pour qui faire une minute de silence ? On se souvient que le jeune Nahel – « *ce petit ange parti trop tôt* », dixit Kylian Mbappé – y avait eu droit immédiatement. Thomas, lui, a dû attendre plusieurs jours avant qu'elle ne lui soit « accordée ». En ce jour de manifestation agricole, le groupe communiste a réclamé une minute de silence au Palais-Bourbon – refusée « faute de consensus » – en hommage à Alexandra, cette jeune agricultrice morte sur un barrage routier dans l'Ariège… Il paraît que c'est le groupe Renaissance qui n'en a pas voulu. Insupportable de les entendre ensuite évoquer le « *sentiment de relégation, de mépris et de déclassement* » qui touche les agriculteurs…

IVG dans la Constitution

Huit heures de débats pour savoir s'il est opportun ou non d'inscrire « *la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse* » dans la Constitution. Des débats juridiques, souvent techniques. Et de temps en temps aussi, caricaturaux. Mathilde Panot propose de remplacer le mot « femme » par « toute personne en situation de grossesse ». Histoire de ne pas braquer les transsexuels… Évidemment, on n'échappe pas non plus à la séquence « Radio ma vie », avec les témoignages personnels comme « *je pense à Élisabeth, ma tante* » ou autres « *j'ai avorté et je l'ai très bien vécu* »… Le sommet est atteint hors de l'Hémicycle lorsque Sophie Marceau attaque Gérard Larcher – il a eu l'outrecuidance d'estimer que l'IVG n'était pas menacée en France : « *Vous représentez le patriarcat dans toute sa splendeur : suffisant, rétrograde et hypocrite. Vous faites honte à notre société française.* » À vous faire craindre le matriarcat.

Indécence

L'Assemblée l'a acté : elle augmente de 5,4 % les frais de mandat des élus de la chambre basse « *pour faire face à l'inflation* ». Votée par tous les groupes politiques, à l'exception des Insoumis et des socialistes qui se sont abstenus. La présidente de l'Assemblée a cru bon se défendre en rappelant que « *les dépenses liées à l'AFM* [allocation des frais de mandat] *font l'objet d'un contrôle de la part du déontologue* […] *et les montants non utilisés sont reversés par les députés à l'Assemblée, à l'issue du mandat* ». Au moment où les agriculteurs manifestent pour gagner leur vie décemment, ça manque un peu de… décence.

Case départ

Mais où est passée Élisabeth Borne ? Après deux semaines de vacances, la voilà de retour à l'Assemblée. Pas pour de grands échanges d'idées politiques, mais pour de vulgaires questions logistiques. L'ex-Première ministre devrait en effet se voir attribuer l'un des bureaux du Palais-Bourbon réservés aux « *anciens ayant occupé des fonctions prestigieuses* ». Se pose également la question – essentielle pour les Français – de sa place dans l'hémicycle. Et ce n'est pas terminé ! À l'heure où j'écris ces lignes, 18 membres de l'ancien gouvernement – Olivier Véran, Olivier Dussopt, Clément Beaune entre autres – sont encore dans l'expectative et pourraient devoir revenir au Palais-Bourbon lorsque le remaniement sera terminé. Mais où donc les loger ? Des querelles d'ego en perspective…

Viticulteurs

Six heures du matin. Au péage de Béziers Ouest. Ils sont là, avec leurs tracteurs. Parfois en famille. Nos vignerons n'en peuvent plus. Ils vivent mal. Les jeunes n'ont plus envie de reprendre les exploitations de leurs parents. Le vin s'accumule dans les chais. Ils sont en colère. Je suis là pour leur dire mon soutien mais aussi, surtout, mon amitié, mon affection. Nous nous voyons tout au long de l'année. Et pas que pour parler de vigne. Ils sont la chair de notre Sud, de ce qui est devenu mon Sud. Un député, ça sert aussi à ça. Être aux côtés de ses amis. Sans calcul. Juste là. •

LOI IMMIGRATION : DÉSAVEU D'ÉCHEC

Par Jean-Éric Schoettl*



Manifestation contre la loi « immigration », Paris, 14 janvier 2024.

Philemon Henry/Sipa

Le Conseil constitutionnel a censuré près de la moitié de la loi « immigration » votée par les députés. Selon l'ancien secrétaire général de la haute juridiction, les arguments formels, voire formalistes, avancés par les Sages pour annihiler le volet le plus ferme du texte, cachent mal un parti pris politique.

Jusqu'à la décision du 25 janvier du Conseil constitutionnel, trois points d'interrogation pesaient sur la loi « *pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration* » définitivement adoptée par le Parlement le 19 décembre 2023.

Le premier était politique. Du point de vue de l'exécutif, la décision lève l'hypothèque politique qui grevait un texte accouché dans la douleur.

Les dispositions issues d'amendements sénatoriaux (essentiellement en cause) scellaient un accord qui avait sauvé la loi du naufrage, malgré le vote, au Palais-Bourbon, d'une motion de rejet préalable. Mais l'hémisphère gauche du camp présidentiel et le chef de l'État luimême comptaient sur le Conseil constitutionnel pour se libérer de cet engagement et calmer leurs états d'âme. Avec 35 articles annulés (presque tous provenant du Sénat) sur un total de 86, leur pari est gagné.

La décision du Conseil constitutionnel est-elle la preuve que, comme le déclarait Laurent Fabius le 8 janvier dans son discours de vœux au président de la République, le Conseil constitutionnel « *n'est ni une chambre d'écho des tendances de l'opinion, ni une chambre d'appel des choix du Parlement* » ? Chacun en jugera. Mais comment ne pas constater qu'un juge qui se prononce « au nom du peuple français » n'a guère ménagé une loi correspondant aux sentiments des trois quarts de nos compatriotes et votée par une confortable majorité des élus de la nation (y compris une nette majorité de députés de la majorité présidentielle) ? Et comment ne pas voir que la copie du législateur, telle que l'a corrigée ici le Conseil, exauce les souhaits – et valide les calculs – de l'exécutif ?

Le texte résultant de la censure apparaît en effet comme celui du gouvernement, épuré des amendements de la droite. Le ministre de l'Intérieur en prend acte avec une satisfaction à peine dissimulée (« *Le Conseil a validé le texte du gouvernement* »). Satisfaction bien immédiate, car le dossier, loin d'être refermé par le Conseil constitutionnel (comme pour la loi sur les retraites), est rouvert par lui de façon fracassante.

La décision met également fin, au moins en partie, à un *suspense* juridique.

Lors de ses vœux du 8 janvier, Laurent Fabius avait déclaré qu'« *on peut toujours modifier l'état du droit mais, pour ce faire, il faut toujours veiller à respecter l'État de droit* ». Cependant, la notion d'« État de droit » présente une certaine plasticité. Dans l'interprétation de la Constitution, dans l'application des principes constitutionnels, dans la mise en œuvre du contrôle de constitutionnalité (proportionnalité, plein exercice par le législateur de sa compétence, réserves d'interprétation…) résident des zones inexplorées, du flou, des angles morts : autant de « marges de manœuvre » par lesquelles il est loisible au juge de faire prévaloir ses propres choix d'opportunité. Comment le Conseil a-t-il utilisé ici cette marge de manœuvre ?

Le sort des articles d'origine sénatoriale était essentiellement lié à une question de forme : les « cavaliers législatifs », autrement dit les dispositions introduites par amendement, mais dépourvues de lien, même indirect, avec le texte en discussion. Cet obstacle une fois franchi, se serait posée une question de fond : celle de l'encadrement de ces dispositions au regard du principe d'égalité et des droits fondamentaux des étrangers. Mais la solution retenue par le Conseil – une large censure pour des motifs procéduraux – lui a évité de se prononcer sur le fond.

Les dispositions issues d'amendements du Sénat pouvaient être censurées dans une vision draconienne de ce qu'est un « cavalier législatif ». Toutes échappaient en revanche à la qualification de « cavalier » en adoptant une vision plus réaliste, moins vétilleuse – et surtout plus respectueuse de l'initiative parlementaire – du lien d'un amendement avec le périmètre du texte en discussion. Des sujets comme le regroupement familial, la condition de durée de séjour régulier pour obtenir une prestation sociale ou comme les règles d'acquisition ou de déchéance de la nationalité ne sont quand même pas « dépourvus de tout lien » avec la thématique de l'immigration !

Le Conseil a opté pour une absolue rigueur en censurant une trentaine de cavaliers. Cette censure est technique, mais elle est inévitablement perçue comme partisane. Les motifs de la décision ont beau être de forme, ses effets sont très politiques, ne serait-ce que par l'étendue quantitative des dégâts (40 % du texte censuré) et par la nature des dispositions passant à la trappe (les apports de la droite). La décision du 25 janvier fait naître des malentendus – et nourrit des soupçons de collusion – que, pour la plupart, les membres du →

Conseil n'ont probablement pas anticipés. Bel exemple de la façon dont se creuse le fossé entre élites et gens ordinaires. Et dont une institution que l'on voudrait pacificatrice de nos controverses nationales peut au contraire les exacerber en restant captive de raisonnements abstraits et prisonnière de sa tour de verre.

L'une des censures, incroyablement sévère pour le législateur, parce que incroyablement protectrice pour les étrangers en situation irrégulière, compromet le contrôle de la régularité de l'entrée et du séjour

Vu de l'extérieur, le Conseil a pratiqué un massacre à la tronçonneuse. Nos compatriotes auront du mal à trouver ce massacre véniel parce qu'exécuté pour un motif de procédure. De telles subtilités sont inaudibles aux profanes. Quant à leur expliquer qu'une « *jurisprudence constante* » guidait la main de l'exécuteur, ils pourraient répliquer que, si sa jurisprudence le conduit à de tels excès, le juge doit changer de jurisprudence…

Au demeurant, la jurisprudence sur les cavaliers est si peu constante que deux articles (16 et 17) de la loi du 10 septembre 2018 (« loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie »), issus d'amendements parlementaires, n'ont pas été censurés par le Conseil lorsqu'il a examiné ce texte, alors qu'ils portaient sur l'adaptation du droit du sol à Mayotte et que le projet de loi initial ne contenait pas de disposition relative à l'acquisition de la nationalité.

La position ici arrêtée par le Conseil en matière de cavaliers législatifs est bien peu propice au pouvoir d'initiative parlementaire. Il est vrai que désarçonner un cavalier est plus commode – et moins compromettant – que se prononcer sur le fond.

Sur le fond, justement, le Conseil a peu censuré. Mais l'une de ces censures, incroyablement sévère pour le législateur, parce qu'incroyablement protectrice pour les étrangers en situation irrégulière, compromet le contrôle de la régularité de l'entrée et du séjour. Elle frappe l'article 38, d'origine gouvernementale, auquel tenait le ministre de l'Intérieur. Cet article permettait à un officier de police judiciaire de procéder de force à la prise d'empreintes d'un étranger majeur, en cas de refus caractérisé de ce dernier de se soumettre à cette opération lors d'un contrôle aux frontières extérieures ou d'un placement en rétention. Le recours à la contrainte n'est pas condamné dans son principe mais, comme souvent en matière régalienne, en raison d'un encadrement insuffisant. L'article prévoyait l'information préalable du procureur de la République. Le Conseil le trouve pourtant lacunaire, car n'ayant subordonné le relevé forcé d'empreintes ni à l'autorisation d'un magistrat, ni à la démonstration que l'opération est l'unique moyen d'identifier la personne récalcitrante, ni à la présence d'un avocat. À croire que le relevé forcé d'empreintes digitales est un traitement inhumain et dégradant…

Le troisième point d'interrogation touchait à l'impact de la loi sur la maîtrise des réalités migratoires.

Cet impact sera faible et l'aurait été même si les amendements sénatoriaux avaient passé le cap du contrôle de constitutionnalité. La loi ne comportait en effet aucune mesure permettant la réduction significative des flux d'entrée. Il faudrait pour cela une révision constitutionnelle écartant toute une série d'obstacles de droit constitutionnel et de droit européen.

Cependant, à l'intérieur de l'espace des mesures semblant « constitutionnellement et conventionnellement possibles », la loi, telle qu'elle se présentait au Conseil, déplaçait plusieurs curseurs dans le sens de la fermeté.

De fait, le texte initial du gouvernement a été sensiblement « durci » par le Sénat dont les nombreux apports ont été conservés par la commission mixte paritaire, puis adoptés par les assemblées en dernière lecture. Le mot « durci » appelle toutefois un sérieux bémol : même si le Conseil constitutionnel n'avait censuré aucun des articles contestés, la France serait restée l'un des pays européens les plus ouverts à l'asile, au regroupement familial, à l'accueil des mineurs isolés, au séjour d'étudiants extra-européens, à l'hébergement des « sans-papiers » et à la naturalisation. Il serait resté le pays européen le plus avantageux aux étrangers du point de vue de la protection sociale et médicale. De plus, du fait de l'accord franco-algérien de 1968, cette trentième loi sur l'immigration n'affectait pas la liberté de circulation des ressortissants du pays d'origine le plus fréquent des immigrés.

L'opinion bien-pensante n'en a pas moins été prise de haut-le-cœur. Les débats français autour de la question de l'immigration sont en effet piégés. L'impératif compassionnel inhibe le souci du long terme et des équilibres civilisationnels. L'immigration est, par excellence, un domaine où l'éthique de la conviction écrase l'éthique de la responsabilité. Peut-on encore légiférer en matière d'immigration ? En relançant cette interrogation, avec ses implications constitutionnelles, la sévérité de la décision du Conseil constitutionnel du 25 janvier ne contribuera pas à apaiser les passions. •

*Ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel.

CES PAYSANS QU'ON ABAT

Par Humbert Rambaud et Vincent Piednoir*

Ce n'est pas une révolution, mais c'est plus qu'une révolte. La colère de nos agriculteurs sous-payés, croulant sous les normes et fliqués comme personne, témoigne d'un bouleversement civilisationnel, voire anthropologique. Dans la France de Bruxelles, les travailleurs de la terre n'ont plus leur place.

« En France, on a le droit d'être en colère, *mais faut demander gentiment !* » Dépassée, la fameuse saillie de Coluche… Témoin, la récente évolution de ce que d'aucuns nomment – avec une pudeur qu'on ne leur connaissait pas – la « *grogne des agriculteurs* » : la mise sens dessus dessous, initiée dans le Tarn dès novembre dernier, de centaines de panneaux d'entrée de villages et de petites agglomérations à travers cette France « *qui fume des clopes et roule au diesel* ». À première vue, un judicieux mode d'action : d'abord, par la puissance du symbole, destiné à matérialiser l'idée selon laquelle « *nous marchons sur la tête* » ; ensuite, par sa dimension pacifique. Judicieux, donc ; mais inefficace. Sourde, silencieuse, la sphère politico-médiatique avait alors, en effet, bien d'autres chats à fouetter – un remaniement ministériel, la nomination du plus jeune Premier ministre de l'histoire de la Ve République… Ah, cette France « d'en bas », celle des « culs-terreux », c'est loin, si loin de Paris… Lassitude ? Exaspération ? Nos agriculteurs sont, depuis, passés à la vitesse supérieure. Barrages, blocages d'autoroutes, déversements de lisier et autres tas de fumier sur les grilles des préfectures… À l'expression civilisée du mécontentement s'est substitué le rapport de force brut. « *Demander gentiment* » n'a décidément plus la cote.

À quelques mois des élections européennes, l'affaire risque de laisser des traces. La Macronie espère secrètement qu'il ne s'agit là que d'une énième jacquerie comme la France en connut tant, telle celle de 1358 dans le Beauvaisis, où des paysans semèrent la terreur, ou celle de juillet 1953, appelée la « journée des barricades », au cours de laquelle de jeunes agriculteurs dressèrent jusqu'à 400 barrages… En ce mois de janvier 2024, est-ce plus grave ? Peut-être.

Les revendications de ces séditieux retourneurs de signalétique sont connues : d'une part, pouvoir tous vivre dignement du fruit de leur travail (un agriculteur sur cinq se situe sous le seuil de pauvreté) ; d'autre part, continuer à bénéficier du remboursement partiel de la TICPE pour l'achat de GNR (gazole non routier), tandis que Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et de la Souveraineté industrielle, plaide à l'inverse pour le passage d'une « *fiscalité brune* » à « *une fiscalité qui valorise les investissements verts* » ; enfin, ne plus avoir à subir la multiplication exponentielle de normes et règlements tous plus ubuesques les uns que les autres et liés, pour la plupart, aux impératifs – le mot est faible ! – de la transition écologique, soit l'alpha et l'oméga de toute politique publique qu'ont fièrement en partage l'Union européenne et le gouvernement français. Un gouvernement, du reste, plus désireux de faire étalage de vertu que preuve de réalisme – selon Légifrance, le volume des données du Code de l'environnement a bondi de… 946 % entre 2002 et 2023 ! – et qui semblait jusqu'à présent ne pas percevoir le désespoir pourtant criant du cœur des campagnes. Désespoir ? Oui, et l'affaire vient de loin.

La transformation du paysan en *exploitant agricole*, dès les années 1960, avec la mise en place de la PAC, entraîna sa disparition – c'est un fait. Ce qu'il représentait depuis plus d'un millénaire fut sacrifié sur l'autel du rendement. Il fallait nourrir les masses. Fait historique colossal : l'agriculture française cessa d'être totalement française. L'attachement charnel que l'agriculteur éprouvait pour sa terre s'évapora. Son seul horizon, le village où chacun se mettait – comme on dit – « *au même pot et au même feu* » s'évanouit. « *Produire, produire… À quel*



Le Premier ministre Gabriel Attal échange avec des agriculteurs mécontents lors de sa visite dans une exploitation agricole à Montastruc-de-Salies, en Haute-Garonne, 26 janvier 2024.

Morgan Fache/SIPA


Des centaines d'agriculteurs défilent avec leurs tracteurs dans les rues de Nantes pour exprimer leur mécontentement et réclamer une aide gouvernementale immédiate, 25 janvier 2024.

SALOM-GOMIS/SIPA

prix, au prix de l'homme ? » s'interroge Arthur Conte dans son remarquable ouvrage *Les Paysans de France* (Plon, 2000). Et de poursuivre : *« Au fond d'elle-même, déjà, la classe paysanne se sent mise en cause en tant que telle, parfois sous sa propre responsabilité. Elle a comme le sentiment diffus qu'elle pourrait être menacée jusque dans son existence globale.* »

Au fil des décennies, le songe européen est beaucoup moins étincelant. L'espoir se mue en inquiétude. À Paris, on regrette que la Commission ait cru devoir s'installer à Bruxelles, *« où elle se donne rapidement des airs de Régente* », *dixit* Arthur Conte. L'agriculteur devient autre, remplit d'autres fonctions, secondé par de tout autres moyens ; prisonnier consentant des subventions qui avaient conditionné son émergence, il se découvre bientôt pieds et poings liés, contraint de s'endetter et d'adapter sa production aux injonctions de la très verticale technocratie européenne. Loin de nous l'idée de pleurer la mort du paysan ou d'éprouver à son endroit une nostalgie déplacée : derrière l'image bucolique de l'homme des champs libre et heureux, celle d'une humanité assujettie aux caprices de la nature et à la dureté du labeur demeure. Il s'agit cependant d'entendre qu'une nouvelle métamorphose est aujourd'hui en marche, sans nul doute plus profonde.

Ceux qui, à l'image de Marie Toussaint, tête de liste EELV pour les européennes, se contentent, l'air docte, de voir dans l'actuel mouvement de protestation « *un problème social, pas environnemental* » ; ceux qui, en outre, se figurent que nous sommes confrontés là à une simple question économique et qu'il suffira, comme le laissent penser à la fois Gabriel Attal, Premier ministre, et Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, de trouver des « *solutions* » par le biais d'un « *dialogue apaisé* », etc., etc., se trompent lourdement ou, pire, cherchent à tromper l'opinion.

Disons-le tout net : ces centaines de tracteurs mobilisés sur les grands axes routiers sont le symptôme de bouleversements civilisationnels, voire anthropologiques inédits. L'agriculteur n'est plus en odeur de sainteté ; *has been*, ne comptant plus que pour 1,5 % de la population active, et donc pour bien peu électoralement, il sent que le traitement que lui réservent les tenants de la « *start-up nation* » relève de la mise à mort symbolique. Pour nos gouvernants et « sachants », les agriculteurs sont d'un monde lointain, sinon folklorique, auquel il suffit bien de consacrer deux semaines par an lors d'un salon, porte de Versailles. Ce qui a lieu est le reflet d'une France qui se désubstantialise. *« Il y a une désertification aggravée des campagnes, destruction de la vie rurale, hypertrophie renforcée des villes. À se demander pourtant si tel n'est pas le but recherché : porter un coup mortel à la paysannerie, une classe devenue trop antiéconomique et encombrante* », constatait encore, voilà plus de vingt ans, le même Arthur Conte. Que dirait-il aujourd'hui ?

Au vrai, nous avons là une criante illustration de ce que Jérôme Fourquet décrit, dans sa *France d'après*, comme un « *vrai clivage de classes* » entre la France

« *triple A* » et la France de l'ombre – « *celle qui ne fait pas rêver* ». Pire, bois mort de l'humanité, l'agriculteur n'a plus sa place dans les campagnes. Il est une gêne visuelle, olfactive, sonore ; on aurait quelque agrément à le voir conjugué définitivement au passé. Que nous importe qu'il ait bâti, repeuplé, enrichi le pays ? Incarnation d'une survivance sociologique archaïque, et composante de la France périphérique qu'abhorre le progressisme, il y a beau temps qu'à l'instar d'autres administrés, la plus épidermique défiance à l'égard des dirigeants politiques a remplacé, en lui, le strict minimum vital de confiance.

Comment en serait-il autrement lorsqu'il constate, par exemple, l'enthousiasme d'un Bruno Le Maire au sortir de l'inauguration d'une toute nouvelle usine de viande végétale située dans le Loiret, en mai 2022 ; lorsqu'il apprend, à la même date, que la Cour des comptes recommande « *une réduction importante du cheptel* » bovin français en raison du « *bilan climatique défavorable* » de ce mode d'élevage ; qu'à moyen terme le gouvernement français l'obligera, appliquant en cela des décisions européennes, à mettre en jachère au bas mot 4 % de ses surfaces originellement dédiées à l'exploitation ; que Pascal Canfin, député européen Renaissance (anciennement EELV), président de la commission environnementale du Parlement européen et artisan de l'« European Green Deal », affirme sans sourciller que l'on pourra à l'avenir « *se passer totalement de vaches* » grâce à des « *technologies capables de fabriquer du lait en laboratoire* », s'empressant, par ailleurs, de dénoncer une « *instrumentalisation* » politique du RN tandis que la contestation des agriculteurs se répand en Europe et menace d'être rejointe par d'autres professions ; lorsqu'il entend, depuis des années, certaines associations animalistes expliquer qu'il n'est pas autre chose qu'un tortionnaire avec ses bêtes, un gaspilleur d'eau et un pollueur de premier plan ; que demain l'humanité ingurgitera viande synthétique (comme l'a montré Gilles Luneau dans *Steak barbare*), insectes, fruits et légumes créés hors-sol, et que l'on doit donc dès à présent congédier toute nourriture ancrée dans un terroir au profit de nutriments bons pour la planète, décarbonés, déracinés, « *mondialisables* » ? Dans son roman d'anticipation *Ravage* (paru en 1943 !), René Barjavel avait décrit le vieux continent européen réduit à quelques mégalopoles gigantesques, entrecoupées d'espaces vides. Nous y sommes presque…

Une poignée d'exemples entre mille, et qui tous conduisent à ces conclusions : l'écologie punitive est désormais la pierre angulaire de toute politique, européenne comme nationale ; peu importe ce qu'il adviendra de l'agriculteur attaché à travailler *sa* terre, car seule *la* Terre compte ; peu importe que, parmi les représentants de cette profession, on dénombre deux suicides par jour ; peu importe que l'environnement lui-même pâtisse à brève échéance de leur éviction programmée, les espaces naturels devant être selon certains idéologues – et c'est particulièrement dangereux – désanthropisés d'urgence… Nos gouvernants ont-ils oublié la loi d'airain selon laquelle on mesure la qualité et l'entretien d'un paysage à l'aune de la présence ou de l'absence de l'agriculture ? En France, il y a autant de paysages que de régions. Des régions que le géographe Jean-Robert Pitte estime à… 600, éblouissante fresque où se mêlent « *le clair et l'obscur, l'ordre et l'anarchie, l'intime et l'écrasant* ». Non pas un « concept », mais une réalité physique, culturelle, éprouvée au gré de 200 générations « *qui ont façonné le visage de la France depuis le Néolithique* ». Le support de vies sur le point d'être altérées, raturées, niées – voyez la prolifération des éoliennes : « *Nous subissons chaque jour l'insulte de la laideur* », s'insurgeait, il y a peu, l'académicien Jean-Marie Rouart. Le gouvernement français et la Commission européenne ont-ils pour intention de faire fi de cette histoire, de notre histoire ? Ce même gouvernement osera-t-il *in fine* s'affranchir des diktats européens ? Que lui en coûterait-il ? Un peu de courage ?

Répétons-le : ce à quoi nous assistons n'est pas une crise, un remous passager, mais les prémices d'une métamorphose anthropologique fondée sur une utopie qui a pénétré les plus hautes instances décisionnaires. *Les dieux ont soif.* Ce qui est tragique ? C'est que « *tout était écrit* », ainsi que l'ont récemment déclaré François-Xavier Bellamy, tête de liste LR pour l'élection européenne 2024, et Anne Sander, députée LR au Parlement européen et négociatrice de la PAC pour le groupe PPE. « *Lorsque la Commission européenne a publié en mai 2020 sa stratégie dite* "Farm to Fork" *("de la ferme à la fourchette"), le principe était clair : la transition verte de l'agriculture européenne imposait sa décroissance.* »

L'UE, cette construction transcendante, se heurte sous nos yeux à tous ceux qui, à l'intérieur des nations, sont porteurs de cultures héritées, inscrites dans la continuité historique, qui seule confère aux hommes les soubassements de leur identité. Son adhésion assumée à l'idéologie mortifère de la décroissance a pour unique fonction de faire table rase, en l'asphyxiant, de cet ancien monde auquel appartenaient hier encore nos paysans, afin de demeurer dans le sens de l'histoire et d'en écrire une nouvelle page : voici venu le temps du grand palimpseste. Alors que 89 % des Français affirment soutenir les agriculteurs, comment nos dirigeants politiques pourraient-ils répondre aux angoisses proprement existentielles de ces derniers sans se désavouer de bout en bout et sans, pour autant, ignorer cette adhésion populaire massive ? Là est assurément l'enjeu crucial. •

* Rédacteur en chef et rédacteur en chef adjoint de *Jours de Chasse*.



À lire
Vincent Piednoir, Humbert Rambaud, *L'Ouverture de la chasse. Une philosophie, une culture*, Presses de la Cité, 2023.

« LA CRISE RURALE EST LIÉE À UNE IDÉOLOGIE DE LA DÉCROISSANCE »

Entretien avec François-Xavier Bellamy
Propos recueillis par Céline Pina



Tête de liste LR aux prochaines élections européennes, François-Xavier Bellamy accuse la majorité macroniste de tenir un double langage sur l'agriculture, en soutenant à Bruxelles une réglementation qui étouffe les paysans, tout en prônant à Paris une simplification censée les soulager.

François-Xavier Bellamy.

Causeur. La politique absurde de Bruxelles, qui impose aux agriculteurs européens un empilement de normes dont les importateurs étrangers sont exemptés, est au cœur de la révolte paysanne de cet hiver. Comment expliquer de telles aberrations ?

François-Xavier Bellamy. Elles s'expliquent par une idéologie de centre gauche, dont le macronisme est l'un des supplétifs, et qui vise à la décroissance européenne – avec pour effet de fragiliser tous ceux qui produisent en France – tout en ouvrant « en même temps » le continent à tous les vents de la mondialisation. D'où ces normes, aussi nombreuses qu'anarchiques, voire contradictoires, sans cohérence entre elles, qui finissent par engendrer de l'insécurité et de l'instabilité. Tandis que l'ouverture des marchés, elle, crée des inégalités en termes d'exigence entre producteurs et importateurs, et fausse la concurrence. J'ai un exemple très concret en tête. En novembre dernier, le groupe macroniste au Parlement européen, par la voix de Pascal Canfin, a défendu la loi sur la « restauration de la nature », qui implique la diminution des surfaces agricoles et accentue encore la perte d'autonomie alimentaire.

Quelle est la position de votre groupe sur cette loi ?

Nous ferraillons contre elle, et sommes accusés pour cela d'être des « trumpistes européens ». Pascal Canfin n'a d'ailleurs pas eu de mots assez durs à notre encontre. On ne peut qu'admirer la facilité et la plasticité avec laquelle la Macronie a retourné, depuis, ses éléments de langage… Reste le moment de vérité. L'accord trouvé sur cette loi doit être voté dans quelques semaines à Strasbourg. Nous continuerons de nous y opposer. Quid de Renaissance ?

Les agriculteurs évoquent aussi souvent la question de la « surtransposition des normes » (qui consiste à transcrire un texte européen dans le droit national en y ajoutant des contraintes supplémentaires), sorte de malheurs de la vertu appliqués au monde agricole…

Cette surenchère de pureté, visant à s'afficher comme le meilleur élève de la classe Europe, a des conséquences délétères pour les producteurs puisque cela augmente les coûts et les prix tout en faussant la concurrence. Par exemple, on autorise en Belgique certains produits phytosanitaires, tels que les néonicotinoïdes pour la betterave sucrière, mais on les interdit en France. Alors que ces deux pays sont sur un même marché, qui n'a pas de frontières, pas de barrières, pas de droits de douane. Par ces décisions absurdes, nous détruisons notre économie. Le pire est que, depuis 2019, nous avons la preuve qu'une telle politique nous mène à l'impasse.

Comment cela ?

C'est à partir de cette année-là que la balance commerciale de la France est devenue déficitaire sur les produits alimentaires. On est sauvé par le vin et les spiritueux qui permettent encore de maintenir la balance agricole globale, mais aujourd'hui nous sommes devenus dépendants en ce qui concerne notre alimentation. C'est un signal d'alarme terrible.

Alors que faire ?

Commencer par des choses simples. D'abord, ne jamais importer en Europe ce qui est interdit d'y produire, ou ce qui ne respecte pas les normes imposées aux producteurs européens. Ensuite, ne jamais imposer à Paris une règle plus exigeante que celle qui est imposée par Bruxelles. Enfin exiger un moratoire réglementaire sur les normes environnementales, afin de faire l'inventaire, puis de supprimer quelques couches du mille-feuille.

Ne faut-il pas reconnaître que le gouvernement a quand même entendu les agriculteurs ?

Ceux-ci ont commencé à essayer de se faire entendre avec un mouvement non dénué d'humour consistant à retourner les panneaux d'entrée des villes pour symboliser le fait que l'on marchait sur la tête. Qui a repris leurs revendications ? Qui a entendu leur désespoir ? S'ils ont réussi à se faire entendre, c'est parce qu'ils ont fini par quitter leurs exploitations pour mettre vraiment la pression sur le gouvernement. C'est la peur qui fait réagir ce pouvoir et le rend un peu plus à l'écoute. Mais pour combien de temps ? Le problème, c'est que répondre aux demandes des agriculteurs demande de la constance, de la clarté et la capacité à inscrire une action dans la durée. Or la Macronie se caractérise par une grande fluidité. Est-ce que le gouvernement est prêt, à Paris comme à Bruxelles, à changer de cap, à abandonner une logique de suspicion et de contrôles tatillons pour redonner de la confiance aux agriculteurs ? S'il ne le fait pas rapidement, nous courrons le risque d'asphyxier notre agriculture, comme nous avons déjà asphyxié notre industrie.

Vous paraissez douter de la bonne volonté du gouvernement…

La crise que nous connaissons est liée à une idéologie de la décroissance, qu'explique très bien la stratégie « *Farm to Fork* » (« de la ferme à la fourchette ») de la Commission européenne. Selon des études américaines, néerlandaises et même européennes, cette stratégie aura pour conséquence de geler 10 % de la surface agricole utile, de faire baisser fortement la production agricole de 15 % environ, et d'augmenter les prix tout en faisant baisser les revenus des agriculteurs. Or les élus Renaissance ont complètement adhéré à cette démarche, qu'ils ont promue et soutenue, tandis qu'Anne Sander, ma collègue LR membre de la commission de l'agriculture au Parlement européen et moi-même combattions cette stratégie et ses conséquences, telles que la loi « Restauration de la nature ». Le gouvernement Macron va-t-il cesser d'avoir un double langage, de désavouer en France ce qu'il soutient à Strasbourg et à Bruxelles ? Rien n'est moins sûr. •

Jacques Witt/SIPA

LE VOLTAIRE ALGÉRIEN

Entretien avec Boualem Sansal
Propos recueillis par Élisabeth Lévy, Gil Mihaely et Jean-Baptiste Roques

Pour avoir dénoncé dans son pays l'entente tacite entre les militaires et les islamistes, Boualem Sansal est devenu la cible d'un parti dévot et la bête noire du pouvoir. Le romancier, qui estime que l'islam a tué la culture, tire pour nous la sonnette d'alarme : la France est en pleine régression, et a atteint un point de bascule.

***Causeur.* Dans votre roman *Vivre*, un petit groupe d'*« appelés »* apprend que la Terre va bientôt disparaître. Ils ont la possibilité de sauver une partie de l'humanité, qu'ils appellent les *« élus »*. Que nous raconte ce terrible impératif de sélection ?**
Boualem Sansal. Le dilemme fait partie de la condition humaine ! Ce qui est nouveau et terrifiant ici, c'est l'immensité de l'opération et le délai imparti, sept cent quatre-vingts petits jours pour choisir, parmi les 8 milliards d'habitants de la Terre, les 3 à 4 milliards qui seront sauvés. C'est mission impossible à tous points de vue, organisationnel, matériel, moral, politique, religieux. Les appelés refusent cette responsabilité, puis s'y résignent. Ne pas le faire, c'est voir l'humanité disparaître, accepter, c'est en sauver une partie qui pourrait sur une autre planète s'inventer une nouvelle vie, fonder une nouvelle humanité. Le rêve.

À la différence des grands monothéismes, la religion de l'écologie annonce que personne ne sera sauvé. Puisque nous sommes tous coupables…
Le problème avec les prophètes, religieux ou civils, c'est qu'ils parlent avec des majuscules : la Vérité, le Destin déjà tracé, la Culpabilité, le Châtiment. Comment discuter avec eux quand on est un homme minuscule et malveillant a priori ? La véritable religion de l'homme, c'est le réel, c'est là qu'il habite, et c'est avec lui qu'il doit s'arranger.

Vous n'avez pas juste un problème avec Dieu, mais avec l'autorité en général. *« Les humains,* écrivez-vous, *n'ont pas d'autres ennemis sur Terre que leur gouvernement, d'où l'intérêt vital qu'ils se gouvernent eux-mêmes. »*
Je le pense. Le gouvernement tient son pouvoir du peuple, mais une fois aux commandes, il se croit son propre créateur, par génération spontanée, se bombarde *Deus ex-machina* et fait ce qu'il veut de nos vies et de nos biens.

Ce qu'il veut, c'est mal imité compte tenu de son impuissance réelle. A-t-il existé dans l'histoire des systèmes qui ont marché différemment ?
Athènes dans l'Antiquité, la Suisse aujourd'hui où on vote tous les matins ; c'est possible parce que c'est un petit pays sérieux. Dans les grands pays, le référendum est un moyen pour le peuple souverain de reprendre la main et de recadrer le gouvernement. Mais le peuple est mort, vivent les consommateurs !

Vous dressez un portrait cocasse de la France wokisée. Avec l'épisode hilarant d'une réforme fantôme qui déclenche polémiques et batailles politiques.
Les intellectuels français d'avant-garde n'ont pas attendu le wokisme américain pour inventer le leur, un truc péremptoire et sournois, franchement minable. Monter en chaire et déclamer du vide par hologramme, ça ils aiment. Ils sont le crépuscule de cette merveilleuse société savante qui a fait les Lumières et la grandeur de la France.

Il est beaucoup question de religion dans votre livre. Avez-vous été croyant dans votre vie ?
Je suis un athée de naissance, irréductible mais pas fanatique. Pour moi, l'athéisme est la seule foi raisonnable dans ce monde de fous, on a déjà du mal à s'entendre sur des choses simples, si on ajoute les dieux et la religion, on va s'entretuer comme on le fait depuis des siècles. Restons entre humains.


Boualem Sansal.

Hannah Assouline

Dans votre livre, toutes les religions en prennent pour leur grade.
L'islamique surtout, la petite dernière, elle est née armée de tant de prétentions et de brutalités qu'on ne sait quoi lui opposer. Elle nous refuse et nous dénie notre dignité humaine. Elle est pourtant née du judaïsme qui a fait de l'étude et du débat sans intention prosélyte un outil de connaissance privilégié. C'est une religion parfaite de ce point de vue-là. Elle devrait l'imiter, ce n'est pas honteux d'imiter ses parents. Enfin bon, elle a ses halachiques comme chacun et ils ne sont pas commodes. Il faudrait tous les piquer au sérum de laïcité et les renvoyer à leurs yeshivot, médersas et autres ashrams lointains. →

Vous avez eu cette formule : *« Un islamiste est un musulman impatient. »* N'existe-t-il pas un islam avec lequel on pourrait vivre tranquillement ?

Allah le veut : « *l'islam doit régner sur terre* », point. Le reste doit disparaître. Depuis sa naissance, il est en marche, concentré sur l'objectif. Bilan à ce jour : il règne sur 49 pays et progresse hardiment dans 30 autres, dont la France, compte 2 milliards de fidèles, soit 25 % de la population mondiale, et ne manque pas de bénévoles idiots. Il n'y a plus d'endroit au monde où on vit tranquillement avec l'islam, quelles que soient sa foi et les concessions qu'on lui fait pour l'amadouer.

L'Algérie a emprunté aux meilleures dictatures du monde. Son clavier a sept touches : Terreur, Bureaucratie, Propagande, Corruption, Mensonge, Nationalisme, Religion.

Cet islamisme, qui fournit, en même temps que des règles, une identité et une communauté de référence, séduit une grande partie de la jeunesse musulmane en Europe. Comment combattre cette emprise ? À l'évidence, pas par la science et la raison…

Comment lutter contre une croyance sans croyance ? C'est une bonne question. Je n'ai pas la réponse. Je suis frappé par le fait que l'islam qui se déploie en France depuis un siècle n'a en rien été ébranlé, influencé, par la société française, ses valeurs, son anthropologie. J'ai visité la France et je l'ai vu de mes yeux : une régression colossale est en marche dans ses territoires et dans l'âme de ses enfants. C'était donc vrai, l'inversion des pôles a atteint le point de bascule.

Il y a quelques jours, le président algérien a lancé un message à ses compatriotes émigrés : *« Si vous êtes malheureux, revenez, on a besoin de vous. »* Compte tenu de l'échec patent de l'intégration d'une partie des descendants d'immigrés, ne pourraient-ils pas trouver une meilleure vie dans le pays de leurs parents ?

Les programmes d'aide au retour n'ont jamais manqué. Sur les trente dernières années, on a rapatrié quoi, 2 000 à 3 000 personnes, dont une partie est repartie aussitôt. Il n'y a pas assez d'emplois en Algérie ni de moyens pour faire plus. Et puis le pays est une dictature, rappelez-vous, et des plus ennuyeuses, les Franco-Algériens ne sont pas fous pour venir s'enterrer dans un bled que ses habitants fuient à la nage. Tebboune pourrait commencer par retenir les siens et délivrer des laissez-passer pour récupérer ses OQTF.

Pouvez-vous expliquer le fonctionnement de cette dictature ?

Elle a emprunté aux meilleures dictatures du monde, anciennes et actuelles. Son clavier a sept touches : Terreur, Bureaucratie, Propagande, Corruption, Mensonge, Nationalisme, Religion. Chaque touche a elle-même ses petits réglages. Ainsi, la Terreur peut être massive, sourde, psychologique, morale, aléatoire, continue, et se combiner avec Bureaucratie, Propagande, etc.

Mais vous pouvez critiquer le régime et vous ne vous en privez pas…

J'étais enseignant et haut fonctionnaire, tranquille dans mon coin. Un jour de 2003, dans une interview en France, j'ai osé dire que sous son air de parfait démocrate, Bouteflika était un islamiste que la junte militaire avait embauché pour dealer avec les islamistes, embobiner les Occidentaux avec son bagout éclectique et la sauver elle-même de la justice internationale qui instruisait contre elle sur des allégations de crimes contre l'humanité. Ma vie s'est brusquement détériorée. Je passe sur les détails, ils ennuieraient vos lecteurs, mais plusieurs touches du clavier ont été actionnées par une main invisible experte.

Votre femme n'est pas voilée ?

Toutes les femmes ne sont pas voilées en Algérie, certaines résistent encore et la mienne plus que d'autres, car elle a le malheur de m'avoir pour mari et que par là elle est plus visée que d'autres.

La plupart des dictatures ont un visage. À qui profite le système algérien ?

L'hydre algérienne a mille têtes, les généraux, les oligarques, les religieux et le président qui fait l'équilibre. Tout leur appartient.

Comment expliquez-vous que le régime soit si hostile à la France ?

Le régime n'existe que par la France. À l'indépendance, les militaires sont descendus des maquis avec un narratif attrape-nigaud qui a merveilleusement fonctionné : « *Nous avons sacrifié nos vies pour libérer le pays du colonialisme français barbare et lui ouvrir un avenir radieux, le devoir nous dicte de poursuivre le combat, la France criminelle est notre ennemi éternel.* » Ils se sont ainsi offert une légitimité à vie, piégeant et le peuple, transformé en armée de réserve, et la France, qui s'est engluée entre défensive et repentance.

Est-ce le recul de la culture qui a permis à l'islam de s'imposer ?

C'est l'inverse, la religion a tué la culture. On a mis du temps pour comprendre que notre désastre culturel venait du poison inoculé au pays par les imams importés du Proche-Orient et les prêches des chaînes satellitaires islamiques. Dans ma petite ville, à 50 kilomètres d'Alger, formée autour d'un campus universitaire moderne cosmopolite avec une vraie culture, bourré de docteurs, de PHD, de chercheurs, d'étudiants, il y avait une petite mosquée oubliée, comme abandonnée. Aujourd'hui, la ville compte dix grandes mosquées toujours bondées de foules vibrantes, et ressemble au Kaboul des talibans. Le couple islam-islamisme a vaincu la science et la culture.

Pourtant, les Algériens semblent avoir unanimement condamné le terrorisme islamiste.

Ils ont condamné le terrorisme, sans l'imputer forcément aux islamistes. Beaucoup pensent que des massacres ont été commis par des agents du contre-terrorisme.

Et c'est faux ?

Non, mais la loi sur la Réconciliation interdit d'en connaître sous peine de prison. Elle a effacé cette histoire et l'a remplacée par une vague bluette appelée « la tragédie nationale ». La religion et l'armée sont blanchies, elles n'apparaissent plus comme le problème, mais comme sa solution. Le retour à la paix, c'est lui, l'islam de paix et de tolérance, c'est elle, la glorieuse armée nationale. L'amnistie générale et la culture de l'oubli ont fait le reste : la fameuse régression.

On a aussi vu s'amplifier la haine contre les juifs…

On a d'abord la haine d'Israël et du sionisme, mais c'est théorique, ça fait partie du discours d'ambiance débité journellement par la radio. On est dans Orwell, cinq minutes de haine par jour. Les juifs, c'est autre chose, là on est dans le religieux, dans l'histoire longue, la vraie magie, les vieilles terreurs et la violence incroyable du Coran contre eux, jamais expliquée. L'ordre est qu'il faut les haïr et les maudire du mieux qu'on peut, ça plaît à Allah. Les malades adorent.

Comment expliquez-vous qu'au Maroc, il reste des juifs alors qu'en Algérie il n'y en a plus du tout ?

C'est aussi vrai des chrétiens, il n'en reste plus. Comme toute dictature, le pouvoir voulait son peuple, formaté pour l'obéissance, musulman nationaliste stricto sensu, pas de curieux, pas d'espions, pas de rapporteurs, pas de contaminants. Le Maroc, c'est autre chose, on réfléchit un peu dans ce vieux pays, on a de la mémoire, la courte et la longue.

L'Algérie n'a évidemment pas signé les accords d'Abraham. Néanmoins, sont-ils un motif d'espoir pour vous ?

L'Algérie ne les signera jamais, mais moi j'y crois et j'applaudis les pays signataires. Il s'est trouvé là des hommes d'État qui ont eu ce courage, comme Sadate à l'époque, de braver l'impensable. Qu'en pensent les peuples ? Sont-ils d'accord ? J'ai des doutes. Il faut convaincre les pays du Proche-Orient, le danger est là.

Si on résume : en Algérie, il n'y a aucun espoir. Et en France, il y a des Algériens qui mettent le bazar.

C'est bien la situation. Beaucoup l'aiment comme ça, d'autres ne la voient pas ou ne veulent pas savoir. Que faire ? Continuer à alerter, à expliquer aux gens de quelle terrible façon ils vont bientôt mourir.

Y a-t-il une réconciliation possible entre la France et l'Algérie, entre les Algériens et les Français ?

Macron y croit et fait tout pour y parvenir. Son forcing sur Tebboune a abouti à ce que la commission mixte, créée en août 2022, se réunisse enfin en novembre 2023. Alleluia ! On attend la suite, mais sans rêver s'il vous plaît.

Ici, on a plutôt tendance à lui reprocher de céder tout le temps aux Algériens, de faire profil bas face à leurs accusations délirantes…

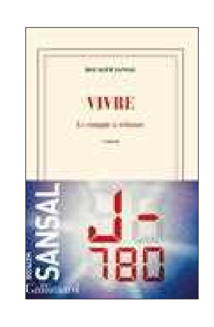
Macron pensait qu'il réussirait cette réconciliation qu'aucun président avant lui n'a pu faire. Le challenge s'est avéré un engrenage malin, il s'est trouvé obligé de multiplier les gestes pendant que Tebboune fermait une à une les portes de la réconciliation, la dernière, l'irréparable, étant le grand remplacement du français par l'anglais, et l'arabe *of course*.

N'obtiendrait-on pas plus de résultats en tapant du poing sur la table ?

« *Le pouvoir algérien ne croit qu'au rapport de forces* », expliquait Xavier Driencourt, dans son très remarqué opus *L'Énigme algérienne*. La question est alors celle-ci : la France veut-elle, sait-elle, peut-elle relever la tête et taper du poing ? Si oui, il propose de dénoncer unilatéralement l'accord de 1968 qui favorise la circulation et le séjour des Algériens en France. L'Assemblée a dit niet.

Pourquoi n'utilisez-vous pas cet accord pour quitter ce pays devenu si invivable ?

J'y pense chaque jour. Invivable est un mot faible, il faut ajouter : dangereux, absurde, parano, schizo, ridicule, désespérant, sourd, aveugle… bref, cauchemardesque. Il serait si beau, si accueillant avec un gouvernement humain, démocrate, laïque, audacieux, copain comme cochon avec une France glorieuse comme elle a toujours aimé être. •



Boualel Sansal, *Vivre*, Gallimard, 2024.

SOLUTION À DEUX ÉTATS : UNE VIEILLE NOUVEAUTÉ

Par Gil Mihaely

Des Palestiniens et des Israéliens de gauche, unis lors d'une manifestation contre le mur de séparation érigé par Israël deux ans plus tôt, Jérusalem-Est, 7 février 2004.

La guerre entre le Hamas et Israël a ravivé l'idée de la « solution à deux Etats » pour résoudre le conflit israélo-palestinien. C'est oublier qu'elle est sur la table depuis 1947 et que ses premiers opposants étaient les Arabes de Palestine. D'autres issues politiques sont sûrement possibles, mais dans une région débarrassée de ses islamistes.

Depuis le 7 octobre, la « solution à deux États » est de nouveau à la mode. Toute personne qui veut se montrer concernée et informée sur le sujet se doit de la brandir avec le sentiment d'avoir inventé la lune. Mais ses innombrables promoteurs préfèrent oublier qu'elle a d'abord été refusée par les Arabes en 1947.

L'idée est proposée dès 1937 par une commission chargée par la puissance mandataire britannique de trouver une solution politique au conflit entre Juifs et Arabes

de Palestine. Les deux communautés refusent. Les futurs Palestiniens ouvertement et catégoriquement, les Juifs en se montrant intéressés et sans fermer la porte au principe du partage du territoire. Sans solution politique pour le « jour d'après », les Britanniques choisissent alors l'option militaire, et en moins de deux ans, écrasent le soulèvement arabe. Cette répression est l'une des principales raisons de la défaite des Palestiniens dans la guerre civile qui les oppose aux Juifs entre décembre 1947 et avril 1948.

Toutefois, avant cette guerre civile, la question du partage de la terre est à nouveau mise sur la table, cette fois par la nouvelle ONU. Les Juifs acceptent sans équivoque. Les futurs Palestiniens disent toujours non. Puis, la guerre change la donne. Israël s'installe dans des frontières un peu plus confortables que celles proposées en 1947, mais la majorité des territoires destinés à l'État-nation arabe de Palestine est occupée par l'Égypte (Gaza) et la Transjordanie (Cisjordanie et Jérusalem). En effet, la stratégie des Hachémites pendant la guerre de 1948-1949 est de contrôler ces territoires plutôt que de détruire le nouvel État juif. Et ni l'un ni l'autre n'ont profité de la situation pour créer un État palestinien. Les Hachémites restent guidés par des calculs dynastiques qui remontent aux accords entre Lawrence d'Arabie et Hussein. Trahis par leurs alliés français et britanniques, Hussein et sa maison (les Hachémites) perdent leur statut en Arabie au profit de leurs adversaires de la maison de Saoud. Les Hachémites sont dédommagés par la création de deux royaumes : la Transjordanie et l'Irak.

En 1948, le roi jordanien Abdallah I[er] voit l'occasion d'agrandir son royaume, mais surtout de mettre la main sur Jérusalem, troisième ville sainte de l'islam, pour compenser la perte du chérifat de La Mecque. Pour lui, il n'est pas question d'un État palestinien ni même d'un peuple palestinien. Pour l'Égypte, surtout après la révolution (1952) et l'arrivée au pouvoir de Nasser (1954), la question palestinienne n'est qu'un outil dans son grand jeu panarabe, anti-israélien et anticolonial. Les deux territoires sont séparés et, à partir de 1959, le seul projet politique est la lutte armée contre Israël menée par le Fatah de Yasser Arafat et l'OLP contrôlée par l'Égypte.

En 1967, tout change. Le 5 juin, vers midi, le roi Hussein décide de rejoindre Nasser dans la guerre contre Israël et perd la Cisjordanie et Jérusalem tandis que, sur le front égyptien, l'armée israélienne a repris la bande de Gaza.

L'échec de Nasser contribue à l'émancipation du mouvement national palestinien sous la direction d'Arafat, mais le pouvoir hégémonique à Jérusalem-Est et en Cisjordanie reste entre les mains du roi hachémite. Or, au plus fort de la guerre froide, la stratégie occidentale pour contrecarrer l'influence de l'URSS dans le monde arabe est de donner à la Jordanie un rôle clé au sein du dispositif occidental dans la région. Il fallait donc empêcher que le royaume hachémite soit transformé lui-même en république palestinienne inféodée à Moscou. Ce rôle spécial, nommé après 1967 l'« option jordanienne », refait surface en 1987 avec l'accord de Londres, négocié entre Shimon Peres et le roi Hussein, mais il est rejeté par le gouvernement israélien et enterré par le déclenchement de la première Intifada. Six ans plus tard, les accords d'Oslo sont négociés et signés entre Israéliens et Palestiniens sur la base d'une solution à deux États.

Cependant, à la fin des années 1980, alors que l'OLP est sur le point d'abandonner la lutte armée, un concurrent sérieux apparaît : le Hamas. Ce dernier reprend la bannière de la lutte armée sans compromis, tout en exploitant le ressentiment croissant des Palestiniens de l'intérieur (ceux qui sont restés en Cisjordanie et à Gaza) à l'égard des fonctionnaires de l'extérieur (cadres de l'OLP) qui sont revenus après Oslo. La corruption, d'une part, et la pression violente du Hamas, d'autre part, conduisent à l'échec d'Oslo et au déclenchement de la seconde intifada. Pour autant, l'idée des deux États n'est pas morte. Afin de surmonter la crise de l'intifada 2001-2004, Israël propose de faire de Gaza un projet pilote pour relancer une dynamique politique dont l'objectif ultime est une solution à deux États. L'Autorité palestinienne (AP) ne voulait pas que son accord officiel sanctionne un projet dont elle redoute qu'il soit un piège,mais à la suite du retrait israélien de Gaza et au démantèlement de trois colonies dans le nord de la Cisjordanie (destiné à signifier que les deux territoires sont liés), elle prend effectivement le contrôle des zones évacuées par Israël en 2005.

L'électorat israélien est largement favorable à cette initiative, soutenue par les États-Unis et l'Europe. Mais l'AP perd le contrôle de la zone et deux ans plus tard, après un putsch sanglant, Gaza devient un territoire hostile sous contrôle du Hamas. Le gouvernement israélien tente néanmoins de maintenir l'option des deux États sur la table. En septembre 2008, Ehud Olmert, le Premier ministre israélien, propose un projet d'accord que Mahmoud Abbas, le président palestinien, qualifie de très prometteur, mais auquel il ne donne pas suite. Certes, Olmert est sur le point de perdre le pouvoir, mais un tel accord aurait pu changer la donne. En 2009, la victoire de Nétanyahou est intimement liée à l'échec de la solution à deux États. Il reste au pouvoir depuis parce que pour la majorité des Israéliens l'AP, minoritaire et corrompue, n'est pas crédible. Quant au Hamas, il n'a jamais caché son objectif : un État palestinien à la place d'Israël et non pas à ses côtés.

Avec un tel bilan, il est quelque peu naïf de parler aujourd'hui d'une solution à deux États comme étant la seule issue politique à la guerre de Gaza. En revanche, comme en 2005, Gaza, qu'Israël ne veut pas occuper et encore moins annexer, reste un terrain propice pour un projet pilote politique palestinien. •

LE 7 OCTOBRE ET APRÈS

Par Jean-Baptiste Roques

Meurtri au plus profond de lui-même par la barbarie du Hamas, Gilles-William Goldnadel s'est enrôlé dans la défense médiatique quotidienne d'Israël. Son nouveau livre dévoile les coulisses de ce combat acharné.

Dans la matinée du 7 octobre, Gilles-William Goldnadel est réveillé par la sonnerie de son téléphone portable. C'est un SMS de son fils. « *Nous sommes en guerre* », lui écrit-il de Tel-Aviv. Au fil des heures, l'avocat franco-israélien comprend que l'impossible est arrivé. Et que le « nous » recouvre une communauté humaine bien plus vaste que la seule population de l'État hébreu, touchée de plein fouet par le terrorisme islamiste.

Non pas qu'il ait attendu cet indicible massacre pour se sentir passionnément sioniste. Seulement le juriste madré, l'essayiste cultivé (fin connaisseur notamment des théories de Gustave Le Bon et de Sigmund Freud sur la psychologie des foules), le bretteur télévisuel aux effets de manche si caustiques ne se reconnaît plus lui-même. Désormais l'horreur du Hamas le hante jour et nuit. « *Je n'imaginais pas ça*, confie-t-il à son journal. *Mes enfants sont partis en Israël pour ne pas connaître ça. L'humiliation d'être redevenu un juif craintif. Et la peur pour mes enfants. Et la crainte indicible de leur survivre.* »

On devine la vocation première de ce texte : redonner du courage à ceux qui, juifs ou non, sont abattus, désespérés par le pogrom survenu il y a quatre mois. L'auteur ne cache rien, lui-même, de ses propres passages à vide, de ces journées durant lesquelles seules une salade de roquette au parmesan ou une discussion professionnelle au sujet d'un banal client convaincu d'escroquerie le distraient quelques instants, avant que l'effroi et la colère ne reprennent place dans son esprit.

Ce livre est en somme le témoignage d'un corps dans la tourmente, avec son chagrin, sa douleur, ses insomnies. Ses envies de vengeance aussi. « *Je me serais volontiers vengé des nazis*, justifie-t-il. *Les services israéliens ont éliminé un à un les responsables de l'attentat contre leurs athlètes. Cette vengeance de Munich me paraît très juste et très humaine.* » On aura compris que notre chroniqueur ne s'accordera pas de répit aussi longtemps que ceux qui, là-bas, se battent en treillis sur le terrain ne pourront se reposer. Son portrait, en couverture du livre, exprime parfaitement cette détermination. Le visage est marqué par l'angoisse et la fatigue, le regard est d'une tristesse profonde.

Au fil des pages du journal, chaque jour connaît sa peine. Chaque jour sauf un : « *rien* », écrit Goldnadel le 7 octobre. Mais pas le « rien » consigné par Louis XVI au soir du 14 juillet 1789. Pas un « rien à signaler », mais un rien de sidération, d'un choc terrible qui empêche d'écrire, qui ne permet que d'expédier le plus urgent. Puis, à partir du lendemain, 8 octobre, Goldnadel entre dans la tranchée des juifs. Car il sait que, de l'autre côté de la Méditerranée, les Israéliens sont ensemble et doivent faire face aux urgences et aux drames.

Que faire ? Y aller, en Israël, pour être avec les autres, partager la nouvelle adversité ? Non, plutôt rester en France et faire la guerre ici, dans les médias avec sa voix et sa plume. Une automobilisation autant physique qu'intellectuelle, et qui fait penser – on trouvera peut-être la comparaison audacieuse – à Maurice Barrès décidant, en 1914, alors âgé de 52 ans et donc trop âgé pour le port de l'uniforme, de s'astreindre à donner un texte par jour à *L'Écho de Paris* pendant toute la durée du conflit, comme pour participer à l'effort de ceux qui sont sur le champ de bataille.

Certes, ce n'est pas la première fois. Depuis plus de quarante ans, chaque crise violente entre Israël et ses ennemis – intifada, Liban, Gaza – provoque dans le reste du monde une vague étouffante d'antisémitisme. Les juifs de la diaspora se retrouvent écrasés entre deux fronts. À la violence là-bas s'ajoute un sentiment de rejet et d'incompréhension ici.

Il y a bien longtemps du reste que Goldnadel alerte ses coreligionnaires sur le péril mortel du djihadisme, à ses yeux infiniment plus dangereux en Occident qu'un hypothétique réveil de la bête immonde fasciste. « *Je me fous de Jean-Marie Le Pen*, assume-t-il. *Le souvenir*

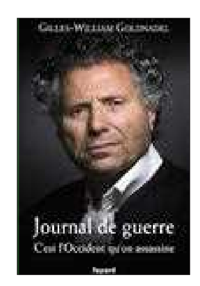
AP Photo/Michel Euler/Sipa

de la Shoah me hante, mais je le garde pour moi. Je me fous de l'antisémitisme de papa. Je me bats contre celui, islamiste, d'aujourd'hui. »

Le chroniqueur de CNews est aussi l'un des tout premiers à avoir compris que la menace principale viendrait désormais aussi d'une partie de la gauche, de cette extrême gauche qui, comme il l'a déjà écrit à de multiples reprises, voit dans chaque juif un « Blanc au carré », forcément complice d'une prétendue colonisation au Proche-Orient. Hostile à la politique d'implantations, Goldnadel voit pourtant rouge dès que le mot infamant colonisation est prononcé pour décrire la situation en Cisjordanie. Comment ose-t-on appeler « colons » ceux qui se trouvent, serait-ce à tort, sur une terre où ont vécu leurs ancêtres ?

Seulement, depuis le 7 octobre, cette affligeante inversion des valeurs est encore plus implacable. Elle est devenue le mot d'ordre des djihadistes et de leurs alliés, si prompts à crier leur joie mauvaise, à clamer que le peuple victime de la Shoah serait à présent coupable d'un génocide. De la blague douteuse de Guillaume Meurice à la procédure entamée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice de La Haye en passant par le négationnisme des crimes commis par le Hamas, les enjeux sont aussi évidents qu'effrayants : il faut que les juifs soient transformés en nazis, que Nétanyahou soit pire qu'Hitler.

Cette terrible injustice traverse ce journal de guerre comme elle transperce l'âme des millions des juifs partout dans le monde. Et là se trouve sans doute la plus grande valeur de ce texte, document truffé de morceaux de vie et de bravoure, d'esprit et de tendresse, sur un juif du quotidien en temps de guerre. •



Gilles-William Goldnadel, *Journal de guerre,* Fayard, 2024.

Gilles-William Goldnadel.

NOUS N'AVONS PAS LES MÊMES VALEURS

Par Georgia Ray



Gabrielle CEZARD/SIPA

Le collège Stanislas a été condamné par les médias et sermonné par l'inspection générale de l'Éducation pour une raison aussi simple que dérisoire : son instruction à l'ancienne. C'est pourtant ce modèle d'exigence, à l'opposé du progressisme égalitariste, qui défend le mieux nos fameuses valeurs républicaines.

Avec ce qu'il est convenu d'appeler l'« affaire Stanislas », les Français ont découvert, médusés, des faits étonnants : une école privée catholique donnant à ses élèves des cours de catéchèse en plus du programme de l'Éducation nationale, des garçons jouant au football à la pause méridienne, une majorité de filles discutant entre elles pendant les récréations, un règlement intérieur bannissant le *crop top*, exigeant que les cheveux (des filles) soient attachés, la barbe (des garçons) rasée de frais le matin ou bien encore que la tenue de sport soit tautologiquement réservée au cours d'éducation physique et sportive. Inattendu et préoccupant.

Personne, en effet,n'aurait pu imaginer autant de fantaisie de la part d'un établissement privé sous contrat. À la surprise générale, on a même appris que « Stan' », fondé au début de l'anthropocène par l'abbé Liautard et développé par la congrégation des pères marianistes, ne propose pas d'accompagnement spirituel bouddhiste ou animiste à ses élèves, se limitant benoîtement à la pastorale catholique, au grand mépris de la fluidité de croyances (*faith fluid*). Autres curiosités : le récent prix Nobel de littérature Annie Ernaux, auteur de *L'Événement* (2000) – récit de son avortement –, n'a pas été pressentie pour y assurer les séances d'« éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle » en lieu et place d'intervenants extérieurs parfois fantasques, ou que des associations *gender fluid friendly* n'ont pas eu l'opportunité de venir parler aux élèves des « *valeurs républicaines* », registre dans lequel elles se distinguent pourtant.

C'est en termes bien plus administratifs, mais non moins amusants, que le rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) dresse la liste des péchés de lèse-progressisme du collège Stanislas. Cette ultime affaire Stan' n'est pas une affaire de mœurs susceptible de briser la confiance en toute structure éducative, mais une histoire de cour de récréation injustement monopolisée par le foot des garçons, de dispositifs sportifs inégalement investis par les filles, de règles vestimentaires ou d'activités relevant de stéréotypes de genre et d'intervenants extérieurs confondant apparemment l'éducation à la sexualité avec la description du célèbre triptyque de Jérôme Bosch, *Le Jardin des délices* (fin du XVe siècle). Le talent du peintre en moins.

Soyons rassurés dans nos cheminements progressistes respectifs et réjouissons-nous d'abord avec l'inspection générale sur un point : le football féminin à Stanislas semble en passe d'arracher de haute lutte quelques mètres carrés de terrain aux garçons. Inquiétons-nous, en revanche, des dérives sexistes d'un rigorisme vestimentaire qu'on aurait tort de limiter à l'abaya. Chaussures de ville, chemise dans le pantalon, pas d'épaules dénudées, de poitrine ni de nombril à l'air : ce rigorisme désuet, ces tenues genrées à tendance fondamentaliste sont susceptibles de nuire à des « *valeurs républicaines* » désormais incarnées par le survêt' unisexe et polygenre, respectueux de l'égalité fille/garçon et de l'esthétique des fêtes d'Halloween. Indignons-nous, pour terminer, de l'inexpertise navrante de cette école en matière d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) dont l'intitulé, frappé au coin de la poétique administrative, résume pourtant si bien toute la philosophie et la littérature sur l'amitié, l'amour, soi-même et les autres que les différentes civilisations se sont échinées à produire au fil des siècles. Au-delà des dangers spécifiques liés à la sexualité, qui doivent faire l'objet de prévention en milieu scolaire (violences sexuelles, pédophilie, pornographie en ligne, maladies sexuellement transmissibles), il est tout de même assez simple de comprendre que l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle « *est une éducation à une citoyenneté complète promouvant des relations affectives saines, le consentement, la tolérance à l'égard des orientations sexuelles et minorités de genre et la lutte contre les inégalités* » (site du Conseil économique, social et environnemental, CESE).

Telles les universités américaines devenues des lieux de surenchère woke susceptible de les laver de tout soupçon de privilèges historiques, le collège Stanislas a donc été appelé à faire sa conversion progressiste : rendre obligatoire le caractère facultatif de l'instruction religieuse, indifférencier les tenues vestimentaires pour promouvoir le respect des différences, veiller à une stricte parité de ses effectifs pour ne pas sexuer ses élèves. Sophismes qui seraient hilarants s'ils étaient pris pour tels. De leur côté, sommés de s'intéresser à ce qui, de fil en aiguille, c'est-à-dire de jalousies en rancœurs, a fini par prendre des allures de scandale, les Français biberonnés à l'inclusivité et à la bienveillance ont été conviés à rejoindre la curée médiatique. Devant la faillite générale de l'instruction et la violence à l'école, à grand renfort de formules creuses commençant et terminant par « valeurs républicaines » – ces deux mots dont on a fini par oublier le sens exact tant ils servent de vitrines blindées aux nouveautés sociétales doctrinaires –, la France des professeurs assassinés et des élèves suicidés a ainsi été priée de s'exaspérer devant les aventures du petit Stanislas, avec ses histoires de terrains de foot, de pull LGBT ôté puis remis, de frange et de vernis à ongles.

La « *citoyenneté complète* » est, comme « *le vivre-ensemble* », une réalité de façade : une sorte d'expression Potemkine forgée à la hâte pour se substituer aux faits. Le « vivre-ensemble » est là pour conjurer la haine. La « citoyenneté complète » atteste de l'état moribond de la chose publique. L'affaire Stanislas ne pouvait avoir lieu que dans la France du vivre-ensemble et de la citoyenneté complète. La nôtre, malheureusement. •

LE PROPHÈTE DE LA RUE COPERNIC

Par Gil Mihaely

Charles Gave gagne sa vie en prédisant l'avenir. Et il entretient un certain art de surprendre – n'est-il pas un actionnaire de *Causeur* ? Son nouvel essai, numéro un des ventes dans la catégorie « Économie » depuis deux mois, met en garde contre le risque d'effondrement financier de l'État-providence européen. À bon entendeur.

Charles Gave, aux côtés d'Olivier Delamarche et Philippe Béchade, participe à une conférence sur « les risques de crise en Europe » à l'université d'Amiens, 15 novembre 2018.



Il ne vit pas dans une tour à Dubaï, ne passe pas ses journées à tester des produits cosmétiques. Et je crois pouvoir affirmer qu'il ne possède pas non plus une paire de seins tout neufs. Charles Gave n'en est pas moins l'un des influenceurs les plus populaires en France. Les vidéos où il partage son expertise économique et financière attirent des centaines de milliers, voire des millions d'internautes. Avant d'officier sur les réseaux sociaux, il a été un consultant recherché par des acteurs financiers tels que banquiers, assureurs et gérants de fonds. Un environnement très concurrentiel où le verdict tombe rapidement et sans équivoque. Soit vous avez raison et vos conseils font gagner de l'argent à vos clients, soit vous avez tort et ils changent vite de crèmerie. Le fait qu'il pratique de manière indépendante ce métier à haut risque depuis plus de quatre décennies incite à le créditer d'un certain art de la prédiction. De plus, dans un milieu passablement compassé, la gouaille de ce titi parisien des beaux quartiers a de quoi surprendre.

Le cas Gave

Si Charles Gave n'était pas actionnaire de *Causeur*, il aurait pu prétendre à toute la une de ce numéro. Le succès de son livre, *La vérité vous rendra libre*, comme celui de ses vidéos où il donne son analyse sur la marche du monde, est l'un de ces phénomènes à bas bruit qui dit peut-être quelque chose de l'époque. Nous avons hésité à lui accorder tout de même une place en une mais après tout, il aurait été injuste de le pénaliser pour la seule raison que, sans lui, *Causeur* n'existerait pas. Du reste, si Charles Gave finance *Causeur*, ce n'est pas pour gagner de l'argent (malheureusement) ni pour contrôler notre ligne éditoriale – avec laquelle il est souvent en désaccord. Mais pour la raison même qui fait son succès : il aime la liberté. •
EL

Ce fils d'officier et résistant gaulliste comprend mieux l'univers complexe de l'économie mondiale et les rapports de forces géopolitiques que certains universitaires, même célèbres, comme Thomas Piketty. Il ne se contente pas d'observer les marchés, il vit avec eux. Au début des années 1980, il s'est installé à Londres pour profiter de la montée en puissance de cette place financière, avant de se tourner vers l'Asie et notamment la Chine une vingtaine d'années plus tard, en ouvrant des bureaux à HongKong et Shanghai. De l'art d'être au bon endroit au bon moment. Tout en étant fort critique de la politique des États-Unis, il y compte nombre d'amis et de relations, dont beaucoup se pressaient à la soirée de ses 80 ans, où on célébrait aussi les vingt-cinq ans de sa société.

Certes, il arrive à notre homme de se tromper. Notamment sur l'euro, dont il a annoncé la faillite dans un précédent best-seller publié il y a vingt ans. « *J'avais sous-estimé la détermination des États-Unis à faire de grands sacrifices pour le maintien de la monnaie unique européenne,* reconnaît-il aujourd'hui. *Les Américains frémissaient à l'idée d'un retour aux devises nationales sur notre continent. Car un nouveau deutschemark pouvait faire concurrence au dollar comme monnaie de réserve internationale* », conclut-il.

C'est sans doute le premier atout de Gave. Il ne se dérobe pas, y compris face à ses erreurs. Il sait que son principal crédit, c'est de s'exposer personnellement. C'est peut-être ce qui lui vaut sa popularité auprès des lecteurs et des internautes.

J'ai rencontré Charles Gave il y a une dizaine d'années. Il venait de créer avec sa fille, l'avocate Emmanuelle Gave, l'Institut des libertés, un laboratoire d'idées qui prône, dans la lignée du philosophe anglais du XVIIe siècle John Locke, le droit inaliénable de chaque être humain à la liberté, la propriété et la sécurité. La ligne de ce think tank, installé rue Copernic, à Paris 16e, est que l'État doit se concentrer sur ses fonctions régaliennes tout en intervenant le moins possible dans les autres domaines. Gave s'emploie à réhabiliter cette doctrine et à montrer qu'elle a fait ses preuves.

Aujourd'hui, ce Cassandre aux airs bonhommes observe la crise de la dette sur notre continent, la dédollarisation de l'économie mondiale et la semi-victoire de Vladimir Poutine en Ukraine. Il annonce en conséquence « *l'effondrement du modèle social européen, devenu obèse et récessionniste, l'échec de la classe dirigeante actuelle aux USA et l'émergence de l'Inde comme puissance mondiale* ». Un tableau qui désole ce conservateur imprégné d'idées chrétiennes (il a publié en 2005 *Un libéral nommé Jésus*), éberlué par le wokisme qui sévit en Occident. Toutefois, il apprécie encore moins les régimes autoritaires. Il y a quelque chose d'émouvant dans le contraste entre le réalisme brutal qu'il manifeste publiquement et sa croyance dans un sursaut du monde libre. Avec, par exemple, cette remarque, qui fait penser à *La Grève* (1957), roman d'anticipation culte de l'Américaine Ayn Rand : « *Tout n'est pas écrit d'avance, quelqu'un comme Elon Musk, par exemple, peut rendre le pouvoir au peuple.* » Une fois émis les hoquets d'usage, on peut tenter de comprendre sa logique.

Pour Gave, le salut ne peut venir que des citoyens qui aspirent à s'affranchir de la mainmise de l'élite progressiste et d'un État qui les contrôle trop, les taxe trop. Pour lui, ce sont des créateurs de mondes et de richesses, dont le rêve n'est pas « d'être tranquille », ou respectueux des conventions. Sans doute pèche-t-il par optimisme, voire par populisme, dans sa tendance à opposer des citoyens parés de toutes les vertus à des élites malfaisantes. C'est oublier les mutations anthropologiques qui ont fait de nous des ayants droit. Cette révolution, prévient-il, ne se fera pas sans casse. Nos aspirations collectives, parfaitement légitimes, exigent des moyens, donc une mobilisation de chaque Français pour créer de la richesse. Or, nous sommes bien plus occupés à nous chamailler pour partager le gâteau qu'à nous mettre aux fourneaux pour le faire.

Charles Gave agace, déconcerte, choque parfois certains de ses amis. Par exemple, quand il s'affiche avec Nicolas Dupont-Aignan ou Éric Zemmour. Ce qui ne l'empêche pas de les critiquer sévèrement par la suite. Ce n'est pas seulement par plaisir aristocratique de déplaire. *La vérité vous rendra libre*, proclame le titre de son nouvel ouvrage, reprenant la maxime des Évangiles. Ce spécialiste du pied dans le plat est aussi convaincu que la liberté nous rendra vrais. •

« LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EUROPÉENNE VA DISPARAÎTRE »

Entretien avec Charles Gave
Propos recueillis par Jean-Baptiste Roques

Dans son dernier ouvrage (*La vérité vous rendra libre*, Éd. Pierre de Taillac), le président de l'Institut des libertés a réuni ses articles les plus incisifs de ces dernières années. Une lecture revigorante à l'heure où la plupart des économistes sont aussi plats et prévisibles que ChatGPT.

Ni les grands quotidiens ni les news magazines n'en ont signalé la sortie. Et rares sont les écoles de commerce qui recommandent sa lecture. Pourtant, le dernier livre de Charles Gave est sur la table de chevet de bon nombre de décideurs économiques en quête d'analyses non formatées et de prospectives à rebrousse-poil. Un ouvrage où l'auteur dénonce notamment les certitudes suicidaires de nos gouvernants, et prédit une grave crise en Europe. Une crise non seulement financière, mais aussi politique et militaire. Car pour le diplômé de l'université de Toulouse et de la Binghamton University (New York), une grande page de l'histoire du monde est en train de se tourner. Le bloc asiatique, en cours de réunification, pourrait bien prendre l'ascendant sur l'Occident. Un risque mortel pour nos États-providence.

***Causeur.* Première surprise à la lecture de votre livre : vous qui avez l'image d'un auteur iconoclaste aux opinions bien tranchées, vous reconnaissez volontiers qu'il vous arrive de vous tromper dans vos analyses…**

Charles Gave. Dans ma profession, qui est celle des marchés financiers, si vous avez raison 51 % du temps, vous êtes une superstar ! Mon métier est en réalité une immense école de modestie intellectuelle. Cela dit, je me suis peut-être un peu moins trompé que les autres. C'est sans doute pour ça que mes clients considèrent que je suis de bon conseil.

Venons-en à la thèse principale de votre ouvrage, qui est une charge violente contre les élites occidentales. Vous les accusez carrément de trahison. N'est-ce pas quelque peu complotiste ?

Je ne sais pas comment nommer le scandale que je dénonce dans mon livre. Est-ce un complot ? Je l'ignore. Ce que je décris, c'est le système antidémocratique qui a émergé dans les pays riches après la chute du mur de Berlin et dont une classe sociale bénéficie indûment en contrôlant les médias, l'économie et la finance sans jamais risquer de sanction, même quand elle prend de mauvaises décisions. Ce système promeut au contraire les pires d'entre eux.

Les pires… Vous y allez un peu fort, non ?

J'ai travaillé avec l'un d'eux, George Soros, et je peux vous dire que, quand il entrait dans une pièce, il faisait peur.

Est-il un agent de ce que d'aucuns appellent l'« État profond » ?

Pas exactement. Nous sommes plutôt confrontés à des gens qui veulent s'affranchir de l'État. La relation qui unissait traditionnellement les élites occidentales et leur nation a été rompue. Cette révolution n'est pas cachée, elle s'est faite au grand jour, sous les encouragements


Charles Gave.

des idéologues néoconservateurs américains, qui sont presque tous d'anciens trotskistes d'ailleurs.

Et en France ?

Quand j'étais jeune, notre pays était gouverné par des hauts fonctionnaires admirables, comme Paul Delouvrier et Pierre Guillaumat qui étaient des moines-soldats de l'économie. Ces gars avaient une puissance intellectuelle formidable et travaillaient littéralement pour le bien commun. Mais depuis Giscard et Mitterrand, leurs successeurs s'avèrent tous plus médiocres et corrompus les uns que les autres. Leurs actes de trahison sont innombrables, comme la vente de notre fleuron industriel Alstom à General Electric, décidée en 2015 par François Hollande, alors conseillé à l'Élysée par Emmanuel Macron. Mais le plus souvent, les membres de cette caste se complaisent plutôt dans le déni et la paresse. Et c'est ainsi qu'ils enfoncent le pays. Comme disait Albert Einstein, on ne peut pas demander à quelqu'un qui est à l'origine d'un problème de le régler. Pour endiguer cette catastrophe, il faudrait redonner la parole au peuple, à travers des référendums, comme en Suisse. Par exemple : « Est-ce que les femmes ont le droit de porter la burqa ? » 60 % des Helvètes ont répondu non. Fin de la discussion. Et il n'y a pas eu de juges pour s'y opposer. Le peuple souverain a parlé. Si on doit prendre des décisions extrêmement dures, le seul qui le peut, c'est le peuple souverain. →

Hannah Assouline

Marine Le Pen est-elle la candidate de ce peuple souverain ?

Je ne suis même pas certain qu'il y aura des élections présidentielles en 2027. Quand on regarde l'évolution de la dette publique en Europe, on voit que, depuis la crise mondiale des subprimes en 2008, la masse monétaire – la quantité de monnaie émise par la Banque centrale européenne – a été multipliée par cinq, tandis que la richesse créée sur le continent n'a augmenté que de 20 %. Avec cet argent, on a créé des actifs financiers à long terme, principalement des bons du Trésor, que les États européens ne pourront jamais rembourser. La dette, après tout, n'est que de l'impôt différé. C'est la même chose aux États-Unis. L'Occident va au-devant d'un énorme krach obligataire, qui a déjà commencé, d'une intensité telle que le fonctionnement des États et la paix civile pourraient être compromis. Or pour qu'il y ait des élections, il faut qu'il y ait un État en état de marche.

Les Américains sont-ils en si mauvaise posture ? Ne sont-ils pas en train de révolutionner l'économie de la connaissance en faisant des pas de géant avec l'intelligence artificielle ?

Je ne nie pas l'intérêt de l'intelligence artificielle, dont je me sers tous les jours pour analyser les marchés financiers. Mais, croyez-moi, la bêtise humaine n'a pas fini de mener le monde. Et surtout l'économie n'a pas fini d'être d'abord de l'énergie transformée, avant d'être de l'intelligence agrégée.

Mais l'économie fait-elle l'histoire ? La volonté politique ne prime-t-elle pas ?

Pas toujours. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie a réorienté ses exportations d'hydrocarbures vers les pays d'Asie, en particulier la Chine et l'Inde. Pour la première fois de son histoire, l'Inde va recevoir ses matières premières d'Asie centrale, qu'elle paiera dans sa propre monnaie. Il va donc y avoir un boom économique gigantesque dans la zone de l'océan Indien. À terme, les investisseurs préféreront placer leurs fonds dans cette zone en croissance, et ils n'auront aucune raison de venir à notre rescousse. La France, c'est 1 % du PIB mondial, mais 9 % des dépenses sociales de la planète. Cela ne peut pas durer éternellement. Ou, pour le dire en des termes plus triviaux, il n'y a pas assez d'argent sur terre pour continuer à payer la France à ne rien foutre. J'avais écrit au milieu des années 1980 que l'Union soviétique allait s'effondrer. Tout le monde me disait que j'étais fou. Aujourd'hui je dis que la social-démocratie européenne va disparaître, car elle n'est pas viable non plus.

Les États-Unis peuvent-ils laisser une telle crise se produire ? N'ont-ils pas intérêt à nous aider à sauver nos États-providence ?

Les Américains sont pragmatiques. Or ils ont à présent acquis l'autosuffisance énergétique grâce au gaz et au pétrole de schiste. Longtemps ils ont fait des guerres pour maintenir la suprématie du dollar. Seulement, ils n'ont plus les moyens de cette stratégie. Car ils sont arrivés, comme l'Europe, à une limite absolue en termes de dépenses et d'endettement public. Sachant qu'il y a trois gouffres dans le budget fédéral américain : la Sécurité sociale, le service de la dette et la défense. Il va donc leur falloir combler au moins un des trois gouffres. Vont-ils commencer par la Sécu ? Le président qui entreprendrait une chose pareille n'aurait aucune chance d'être réélu… Vont-ils couper dans le service de la dette ? Cela reviendrait à se déclarer en faillite ! Donc la seule économie drastique qu'ils peuvent faire, c'est dans la défense. Ce qui implique que l'armée américaine quitte l'Europe, comme elle a quitté l'Afghanistan. Avec deux candidats possibles pour la remplacer chez nous : l'armée turque ou l'armée russe. Faites votre choix.

Les Européens ne sont-ils pas capables d'assurer leur propre défense ?

Ils n'ont pas d'enfants ! Dans les familles italiennes aujourd'hui, on compte un petit-enfant pour quatre grands-parents et c'est le seul petit-enfant pour ces quatre personnes. Alors que les Turcs font plein de gosses. Ce que j'essaie de dire, c'est qu'on ne peut pas défendre un continent avec des avocats bruxellois et buveurs de bière de 50 ans. Donc nous sommes condamnés à être sous tutelle militaire. Il n'y a pas d'autre solution.

En quoi serait-il meilleur pour nous d'être dominés par les Russes ou les Turcs plutôt que d'être dominés par les Américains ?

Je ne dis pas que c'est meilleur ou moins bon, je dis que c'est inévitable.

Mais vous dites aussi qu'il faut que le peuple reprenne le pouvoir, vous avez peut-être des conseils à lui donner…

Je ne connais pas un homme politique ayant aujourd'hui la stature suffisante pour dire au peuple : « Voilà ce que l'on doit faire. » Sauf peut-être Jean Lassalle, qui représente tellement la France telle que je l'imagine. Ou bien éventuellement David Lisnard, qui m'a l'air courageux. La solution, ce serait de liquider la classe qui gouverne le pays, notamment l'Inspection des finances, dont Emmanuel Macron est l'un des pires représentants, avec son incapacité de penser la même chose deux jours de suite. Comme dans la plupart des grandes démocraties, les fonctionnaires devraient être élus, et ils devraient être obligés de donner leur démission définitive de la fonction publique quand ils partent faire autre chose dans les affaires ou la politique. En Suisse, ils se passent très bien de ce genre d'aristocratie. Conséquence, le poids de la puissance publique ne dépasse pas un tiers de leur économie, à l'instar de la France sous de Gaulle, avec des hôpitaux qui marchent mieux que les nôtres et une armée autrement redoutable. Pendant ce temps,

Recep Tayyip Erdogan rencontre Vladimir Poutine à Sotchi, en Russie, 4 septembre 2023.
« Les Européens sont condamnés à être sous tutelle militaire, qu'elle soit américaine, russe ou turque… »

Sergei Guneyev/Sputnik/AP/Sipa

nous avons de l'autre côté du lac Léman un État obèse, qui pompe 60 % de nos richesses !

Le nouveau gouvernement n'est-il pas de nature à vous rendre un peu optimiste ? Emmanuel Macron n'a-t-il pas indiqué son souhait que « la France reste la France » ?

Un changement de gouvernement n'est intéressant que si les nouveaux ministres ont la possibilité d'opérer dans des secteurs de la souveraineté de l'État. Or la France n'a plus aucune souveraineté. Ni sur sa monnaie, ni sur ses frontières, ni sur ses tribunaux, qui doivent respecter des lois et règlements émis par Bruxelles. Ni sur sa diplomatie, enchaînés que nous sommes à l'OTAN. Ni sur son budget, avec des déficits financés par l'étranger ou par de la création monétaire émanant d'une Banque centrale européenne que nous ne contrôlons pas et qui peut nous mettre à terre en cinq minutes en montant les taux d'intérêts. Ni sur le prix de l'énergie nucléaire, contrôlé de fait par Bruxelles. Ni sur le système d'éducation, contrôlé par les syndicats.

Plus de la moitié du gouvernement est composée d'anciens membres du parti gaulliste… N'est-ce pas un bon point ?

Le dernier gaulliste en France fut Philippe Seguin, que Jacques Chirac fit mourir de désespoir par ses trahisons. Depuis, l'espèce est éteinte, assassinée par la toujours efficace conjuration des lâches, des incompétents, des médiocres et des corrompus.

Si vous étiez Gabriel Attal, que feriez-vous ?

Comme je ne pourrais rien faire compte tenu des abandons que je viens d'énumérer, et comme le président ne cesse de parler de souveraineté européenne, qui est un oxymore, je saurais l'échec inévitable, j'aurais conscience qu'une très grave crise financière et budgétaire est devant nous, qui amènera à une très forte baisse du pouvoir d'achat, en particulier des plus pauvres. En conséquence, je donnerais ma démission instantanément pour ne pas avoir à porter le chapeau, comme Napoléon III en 1870.

Faut-il dès lors collaborer avec les pays asiatiques autoritaires ?

Je vais vous répondre comme on répond dans ma famille. En 1941, mon père était en Syrie. Quand les troupes anglaises sont entrées dans le pays, il a rejoint leurs rangs, avec d'autres officiers gaullistes, et un tribunal militaire français l'a condamné à mort par contumace en 1942. Il y a des moments où, dans une vie, ce n'est plus son avenir personnel qui domine, c'est l'honneur. Si j'avais 20 ans aujourd'hui, j'essaierais de rentrer à Saint-Cyr et de me hisser au niveau de ceux qui ont l'immense mérite de monter au front les premiers, voire d'accepter de prendre une balle entre les deux yeux si nécessaire.

Mais si on devait se battre maintenant, on se battrait contre qui ?

À votre avis ?

Mon avis, c'est que ce serait une guerre civile.

Ce ne sera pas une guerre civile, puisque, quelle que soit l'hypothèse, il s'agira bien de se battre contre un autre peuple. •



Charles Gave, *La Vérité vous rendra libre*, éd. Pierre de Taillac, 2023.



Xi Jinping et Vladimir Poutine lors de leur rencontre au Kremlin, Moscou, 21 mars 2023.

ÉTAT SOCIAL : CHRONIQUE D'UN SUICIDE

Par Stéphane Germain

La social-démocratie n'a plus la cote, à tel point que plusieurs auteurs en prédisent bientôt la fin. Sans doute subit-elle les assauts de ses ennemis intérieurs et extérieurs – Gafam ou États voyous – mais plus probablement se meurt-elle d'avoir organisé sa propre chute.

Lorsque Henry Ford monte les marches de l'Élysée en décembre 1964 pour y rencontrer le général de Gaulle, c'est bien sûr le roi de l'automobile qui se montre impressionné par son interlocuteur. Quand Elon Musk ou Mark Zuckerberg rendent visite à Emmanuel Macron, on les sent plus bravaches. En soixante ans, le rapport de forces entre l'élite économique mondiale et notre président social-démocrate, bien que maître du feu nucléaire, s'est inversé. Ainsi, en 1965, le chiffre d'affaires cumulé des cinq plus grandes sociétés de l'époque totalisait 102 milliards d'euros d'aujourd'hui. En comparaison, celui des cinq Gafam affiche 1 350 milliards, 13 fois plus – des montants comparables à ceux de pays développés. Ces 1 350 milliards représentent ainsi l'ensemble des recettes de l'État français – les Gafam et notre République bénéficient donc de revenus équivalents. La comparaison s'arrête malheureusement aux encaissements, car si l'on s'intéresse aux résultats, là où la France enregistre un déficit de 125 milliards, Bill Gates et ses homologues dégagent un excédent de… 800 milliards. Quand le Trésor public dispose à un instant t de 100 milliards, les Google et consorts peuvent signer immédiatement un chèque de 900 ! De quoi détendre Mark Zuckerberg à l'idée d'échanger avec notre sympathique président (dont l'assistante a dû sans doute lui rappeler le nom, avant son rendez-vous).

Cette incroyable puissance aux mains de quelques entrepreneurs non élus justifie, au demeurant pleinement les espoirs qui ont pu être mis dans l'Union européenne. Si la France ne fait pas le poids face à eux, l'Europe aurait dû redonner du pouvoir aux social-démocraties qu'elle était censée unir. Sans avoir eu besoin du traité de Lisbonne, l'Europe a su développer les programmes Ariane et Airbus. Depuis cette époque pionnière, particulièrement sur la thématique digitale, c'est le néant ou presque. Il n'existe pas de Google européen, mais Bruxelles s'entiche de la loi RGPD pour limiter le pillage de nos données. Fidèle à sa ligne courtelinesque, l'Union ne semble présente sur le champ de bataille de l'IA que pour en exiger la réglementation urgente – sans la maîtriser. Champion du monde de la bureaucratie, voilà l'avenir radieux que nous propose Thierry Breton – pas plus élu qu'Elon Musk. Xi Jinping, Joe Biden et Kim Jong-un ne doivent pas en dormir la nuit.

Non seulement, les Gafam disposent d'une puissance financière supérieure au PIB de 80 % des pays membres de l'ONU, mais les outils qu'ils ont développés sapent, en prime, la légitimité de gouvernants obsédés par les *likes* ou les *trending topics*. Le patron de Meta possède en effet, lui aussi, une arme de destruction massive : les réseaux sociaux. Le jeune Américain se trouve à la tête de Facebook, Instagram et, depuis peu, Threads, un concurrent de Twitter. Il a offert à l'humanité la possibilité de tout partager – l'information et le savoir en théorie mais, en pratique, souvent la bêtise la plus crasse. La Silicon Valley a également plongé *Homo sapiens* dans le règne de l'immédiateté – un présent permanent incompatible avec toute politique tournée vers le moyen ou long terme. Les réseaux sociaux exigent des dirigeants des démocraties des mesures et des succès à court terme irréalistes, du genre *stop oil now*. L'attraction des populismes est décuplée par Facebook ou Twitter, puisque ces outils leur permettent de diffuser un discours cohérent avec leur certitude de pouvoir agir vite et efficacement : Mélenchon souhaitait ainsi taxer à 90 % les revenus supérieurs à 400 000 euros pour régler tous →

Pavel Byrkin/Sputnik/Sipa

nos maux. Des messages simplistes qui s'épanouissent sur les fils ou les « reels » des simples d'esprit.

La social-démocratie a été conçue pour gérer les rapports de classes en assurant l'égalité des chances. Elle ne s'était pas fixé comme objectif la gestion d'un asile de dingues.

Ces technologies, inimaginables en 1965, offrent par ailleurs à tous les États voyous de la planète un accès direct aux populations occidentales. Jamais les Soviétiques n'auraient imaginé inonder l'Occident, en temps réel, de fausses informations. C'est un peu comme si on leur avait confié à l'époque, de temps à autre, les manettes de l'ORTF afin que le camarade Brejnev remplace Pierre Desgraupes.

Mais Poutine, son lointain successeur, n'est pas le seul à se régaler de notre naïveté numérique. La théocratie iranienne, ses séides islamistes, ou la folle dynastie communiste nord-coréenne s'en donnent à cœur joie pour menacer les croisés capitalistes. Et encore ceux-là se sont-ils privés des moyens de la mondialisation – initiée par l'Occident honni. Le total-capitalisme chinois n'a pas commis cette erreur, ni celle de dépendre des Gafam. Il a, au contraire, banni ou censuré les réseaux sociaux américains après avoir fait émerger leurs équivalents connus désormais sous l'acronyme de Batke (ex-BATX). Ils sont à pied d'œuvre pour entamer le match Chine-États-Unis visant le contrôle de l'IA ; l'Europe, bien au chaud, assiste à la rencontre en tribune VIP, avant de reprendre le car pour l'Ehpad.

Et l'Europe, c'est la social-démocratie, avec bien sûr des différences notables entre les quatre points cardinaux du continent. Mais tous partagent l'idée d'un État-providence généreux, grand ordonnateur d'une cohabitation apaisée entre une sphère publique puissante et un marché plus réglementé qu'ailleurs dans le monde. Plus notamment qu'aux États-Unis, où l'égalitarisme et un État omnipotent n'ont jamais été des aspirations collectives légitimes. L'État français, comme ses voisins pourtant mieux gérés, se trouve ainsi engagé dans une opération de sauvetage désespérée de son modèle social. Maintenu en survie artificielle par des taux d'intérêt négligeables, mais menacé par leur remontée et une démographie déclinante, l'État-providence (dense) danse sur un volcan.

Washington peut donc envisager avec plus de sérénité que nous les défis géopolitiques à venir ou la concurrence des Gafam – auxiliaires par essence du FBI ou de la CIA. En revanche, les États-Unis partagent avec les social-démocraties européennes la menace d'une tyrannie des minorités et, singulièrement, cette fois en Europe, celles issues de l'immigration musulmane. Les diasporas chrétiennes sud-américaines qui franchissent le rio Grande prient le même dieu que le locataire de la Maison-Blanche et ils sont majoritairement descendants de colons et non de colonisés. Qui plus est, ils savent qu'ils n'auront droit sur place à aucune allocation, aucun logement, aucun soin s'ils ne trouvent pas un boulot dans les heures qui suivent leur passage de la frontière. Nous ne bénéficions malheureusement pas de ces multiples bénédictions. Aucun de nos vaillants progressistes ne semble en avoir conscience : nos concitoyens noirs sont devenus à leurs yeux des « Blacks » descendants de chimériques esclaves ; les Maghrébins, des Mexicains mangeant moins épicés. Mais tous méritent l'*open bar* de la protection sociale française, financée par ces (racistes) Français. *Beati paupere spiritu*.

Sur les deux rives de l'Atlantique, l'équilibre entre intérêt général et droits individuels a été rompu quelque part entre 1970 et 1980. Arbitrer entre droits et devoirs, c'était jadis la définition de la politique, jusqu'à ce que cette dernière perde de vue le bien commun pour ne proposer que l'ajout de nouveaux « droits à » *ad nauseam*. Cette hypertrophie, déjà problématique en soi, pouvait sans doute s'entendre dans un contexte d'homogénéité culturelle et d'implicite intérêt collectif. En toile de fond de la social-démocratie, le judéo-christianisme et le message laïcisé du Christ, les droits de l'homme, dont on ne trouve nul baptiste dans l'arc arabo-musulman. Mais l'émergence du concept de communautés victimes de stigmatisation ou de racisme a introduit un niveau intermédiaire entre l'individu et le peuple, ce dernier s'effaçant progressivement au profit de l'archipel de communautés décrit par Jérôme Fourquet. Selon Bard, l'IA de Google (et faute d'équivalent européen), *« l'occurrence des mots rattachables à l'islam dans les médias français a augmenté de 20 000 % entre 1965 et 2023 »*. Difficile d'imaginer que cette archipélisation soit sans conséquence sur les relations entre des îlots hostiles et l'île principale, alias la majorité, le peuple historique, les Français de souche, si l'on est de droite ; la France rance, les beaufs, les racistes, les gilets jaunes si l'on est de gauche ou bobo. Ce communautarisme a rompu le contrat social.

Or, la social-démocratie a été conçue pour gérer les rapports de classes en assurant l'égalité des chances et la redistribution entre des individus disposant d'une vision de la famille ou de la nation en maints points comparables. Elle ne s'était pas fixé comme objectif la gestion d'un asile de dingues où un barbu peut prétendre


Elon Musk reçu par Emmanuel Macron à l'Élysée, en marge du sommet « Choose France », Paris, 15 mai 2023.

STEPHANE LEMOUTON-POOL/SIPA

être une femme, pas plus qu'elle n'était prédisposée à chasser les crèches de Noël ou à déboulonner des statues offensantes. Les nations occidentales ont depuis dix ans, au moins, des allures d'unités psychiatriques où l'on peut traiter Churchill ou de Gaulle de « fasciste » et considérer Finkielkraut, Zemmour ou Nétanyahou comme « nazis ». Cette social-démocratie déboussolée exige à présent de la majorité une solidarité sans faille, quoique toujours plus coûteuse, avec des communautés qui la détestent ouvertement, voire aspirent à la réduire à la minorité. Un statut auquel certains souchiens ne verraient aucun inconvénient : le sort actuel des juifs en Occident, ces haïssables « super Blancs », devrait modérer leur enthousiasme.

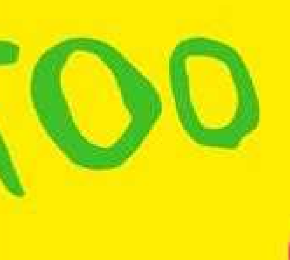
Défendre l'intérêt général impose désormais de défendre la majorité blanche et hétérosexuelle de ce pays – un crime raciste et stigmatisant. Comble de la perversion du système, le fumeux « État de droit » s'oppose sans complexe au bien commun. Il conviendrait en réalité de le requalifier d'État sans droit. Sans celui d'exécuter les OQTF ; de contrôler ses frontières ; de construire des prisons ; d'assurer le maintien de l'ordre ou d'exiger de ses magistrats qu'ils y concourent. Son seul droit est un devoir : fermer les yeux (sa gueule aussi) et payer.

Michel Wieviorka nous l'avait bien dit en 2009, à l'occasion du (honteux, bien sûr) débat sur l'identité française : « *L'identité nationale, c'est la Sécurité sociale.* » Néanmoins, la promettre à toute l'Afrique, c'est en réalité la condamner à la faillite, donc mentir aux Africains et accessoirement trahir les Français qui la financent. C'est ce qu'ont compris les Danois : entre immigration et solidarité, il faudra choisir. Ils ont commencé à prendre de fermes mesures pour décourager les immigrés, entraînant une chute spectaculaire de 50 % des demandes d'asile entre 2021 et 2022. En France, le think tank Contribuables associés estime à 54 milliards le coût annuel de l'immigration, sans que personne ne soit capable de chiffrer celui de la fracture culturelle. Contrairement aux autres allocations et dépenses publiques, dont les réductions seront politiquement douloureuses, voilà une source d'économie consensuelle. L'adhésion des Français aux mesurettes de la dernière loi anti-immigration (70 % y sont favorables) tend à valider cette hypothèse. La social-démocratie danoise nous montre donc le premier obstacle à franchir pour espérer sauver une organisation sociale à la disparition de laquelle seuls les sots applaudiront. L'Europe de l'Ouest et du Nord a offert pendant une quarantaine d'années un havre enviable – ils ne sont pas nombreux, ici, à lorgner sur le modèle social américain, au demeurant paradisiaque si l'on est riche et bien portant. Jusqu'à ce que cette Europe décide, en se passant de toute onction du suffrage universel, de devenir une démocratie théorique, soucieuse de complaire en priorité aux minorités allogènes et à leurs défenseurs. Une social-allocratie[1] à l'avenir sombre, si elle persiste à s'autodétruire avec la même application. •

1. Copyright notre ami Jean-Baptiste Roques.

#ME TOO

SEXE
LE RETOUR DE BÂTON











Sipa (montage photo)


#ME TOO

LES AILES COUPÉES DU DÉSIR

Par Élisabeth Lévy



Miou-Miou, Gérard Depardieu et Patrick Dewaere dans le film culte de Bertrand Blier, *Les Valseuses* (1974).

Collection Christophel/AFP

L'ordre puritain est en marche. Au nom de l'égalité et de la justice, les progressistes et les néoféministes traquent le moindre écart, la transgression, l'expression du fantasme. La sexualité doit répondre à l'impératif de transparence, et les rapports homme/femme à une charte aseptisée. C'est la rééducation à l'ère MeToo.

Pour leurs 50 ans, *Les Valseuses* sont privées de sortie. Le film autrefois culte est déprogrammé par M6. À vrai dire ce qui est étonnant, c'est qu'une chaîne de télé ait envisagé de le diffuser. Et pas seulement parce qu'il est habité par un Depardieu (magnétique) que la bonne société a mis au ban. L'errance amicale, délinquante et sexuelle de deux voyous sexy est une insulte à notre époque. Dans *Les Valseuses*, les viols sont requalifiés en romances (avec la complicité des victimes) ; aujourd'hui, des romances sont requalifiées en viol. La relation consentie, puis regrettée est en effet un classique des prétoires – j'étais sous emprise. Avant, on appelait ça le désir. On dira, comme Zemmour, que *Les Valseuses* fait l'apologie de l'individualisme triomphant et conquérant (je veux, je prends). Dans le climat actuel, il rappelle surtout que la sexualité, autrefois, pouvait être transgressive, tragique, joyeuse – et impérieuse. Comme l'observait Sade, « *il n'est point d'homme qui ne veuille être despote quand il bande* ». Dans le fond, les féministes d'aujourd'hui ne disent pas autre chose. Sauf qu'elles ont ce despotisme en horreur. Au cas où ce texte serait lu par des mal-comprenants, ce despotisme qui se joue dans l'ordre symbolique ne signifie en rien qu'il faille tolérer la moindre violence, mais que le fantasme n'est pas soumis à l'impératif démocratique.

En tout cas, aucun ado de 1974 n'aurait pu prédire qu'un demi-siècle plus tard, on ferait dans la presse comme il faut l'apologie de la sexualité sans pénétration, celle-ci étant réduite à une technique de domination, voire aux prémices du viol. Ni que de jeunes adultes se glorifieraient de n'avoir aucune sexualité. Beaucoup revendiquent bruyamment leur abstinence, et pas parce que « *le désir s'accroît quand l'effet se recule* » (Racine). Pour Thelma, interrogée par *Libération* en 2020, c'est « *une construction sociale* » qui doit lui éviter de céder à « *la possibilité de désirer, de fantasmer et d'avoir un rapport sexuel* ». Thelma est à l'avant-garde. Un monde sans fantasme, voilà l'utopie du XXIe siècle. Il s'agit bien, sous couvert d'égalité et de justice, de domestiquer la sexualité, c'est-à-dire d'en finir avec elle. Il n'est pas question de réprimer les instincts, rôle dévolu à la civilisation, mais d'effacer jusqu'à leur souvenir, d'où la rage mise à nier toute spécificité du désir masculin. Comme le montre Muray, légiste sourcilleux de l'humanité historique et ennemi irréconciliable du nouvel homme (qui est une femme comme les autres), la sexualité est le plus grand obstacle à l'utopie d'un monde délivré du mal, l'ultime refuge de la négativité et des séparations qui, écrit-il dans un texte comme toujours visionnaire, « *animèrent pendant des siècles la merveilleuse confrontation comique et dialectique entre Éros et Thanatos*[1] ». Il n'y a pas de sexualité sans altérité (y compris entre personnes du même sexe), et l'altérité fondamentale reste malgré tout la division sexuée de l'espèce. Aussi le catéchisme contemporain interdit-il d'y faire référence. Comme le souligne Mathieu Bock-Côté (pages 50-53), dans *1984*, des adultes sont obligés de dire que deux et deux font cinq. Aujourd'hui, il leur est interdit de dire qu'il y a des hommes et des femmes.

Cette entreprise de normalisation de l'intime vient de loin. Muray en détecte les prémices au XIXe siècle : « *L'état de catastrophe dans lequel se trouve désormais la vie sexuelle est le résultat de la victoire du romantisme, c'est-à-dire de la religion de l'authenticité sur l'art tortueux et sophistiqué du libertinage.* » La religion de l'authenticité, c'est l'exacte définition du puritanisme.

La ruse de ce puritanisme est de s'acoquiner avec une apparence de permissivité maximale. Comment peut-on parler de puritanisme quand le sexe est partout, s'indignent les progressistes. « *L'évocation sexuelle est devenue la métaphore générale de la satisfaction,* écrivait Paul Yonnet en 2000 dans le numéro du 40e anniversaire du *Débat*[2]. *Personne ne s'en étonne, personne ne s'en offusque.* » Un quart de siècle plus tard, ça offusque pas mal de monde au point que la publicité s'est rangée des bagnoles : plus personne n'oserait vendre une voiture en promettant la femme[3]. Les temps ont changé… et c'est très bien, faut-il s'empresser d'ajouter si on veut vivre tranquille.

Il est vrai cependant que la détestation du sexe va de pair avec l'omniprésence du porno. Certes, celui-ci représentait 14 % des entrées en 1974, l'année de sortie d'Emmanuelle, et 25 % en 1975. Déjà, Yonnet constatait que cette avalanche de sons, images et mots n'avait aucune influence sur la vie amoureuse : « *On aurait pu s'attendre à une société dionysiaque, un bond en avant de la libido et des expériences amoureuses, bref une atmosphère d'érotisation compulsive des* →

mœurs. » Il n'en a rien été. Les mœurs sexuelles des Français sont restées passablement stables et conjugales. Le porno, en revanche, a beaucoup changé. En plus d'être de plus en plus violent, il est, pour nombre d'adolescents (et sans doute des adultes), une véritable addiction. Justement : le porno n'est plus un adjuvant, un excitant, mais un substitut au sexe charnel.

Dans les milieux conservateurs, le point de vue courant sur le nouveau puritanisme est qu'il serait un *backlash*, un retour de bâton, par rapport aux excès de la libération sexuelle. La satiété aurait tué le désir. Il y a du vrai à l'échelle d'individus, comme ces enfants de soixante-huitards devenus intraitables sur les bonnes mœurs[4]. Mais peut-être que la libération sexuelle a été une étape dans l'étouffement de la sexualité par positivité. « *Si la libido est descendue dans la rue en mai 68,* résume lumineusement Muray, *c'est qu'elle n'avait plus rien à cacher. Et seuls les morts n'ont rien à cacher.* »

Ce qui tue la sexualité, ce n'est pas la répression, c'est la lumière. « *La volupté unique et suprême de l'amour gît dans la certitude de faire le mal* », écrit Baudelaire. On ne fait pas le mal en public. Soumise à l'impératif sacré de transparence, la libido doit signer des engagements, expier ses péchés, obéir à un code de bonne conduite, partager les tâches domestiques. La terreur sociale, confortée par le droit, s'invite « *jusque sous nos draps* », pour reprendre l'expression de Noémie Halioua (voir l'article sur son livre page 69). Pas étonnant que nos imaginaires soient tentés d'aller voir ailleurs.

Notre époque, qui croit être passée de l'ombre à la lumière avec MeToo, ne tolère plus sur la sexualité qu'un discours clinique ou apocalyptique. La vie sexuelle doit se conformer à la grammaire de la démocratie et de la bonne foi. Répétons encore pour les malentendants que le déplorer, ce n'est pas accepter que l'homme propose et dispose mais penser que, s'il plaît aux humains de jouer avec les anciens rôles sexués, c'est leur liberté. Cela fait longtemps que les femmes ne sont plus assignées à l'intérieur – même si certaines choisissent ce rôle, ce qui est aussi leur liberté. Ainsi, observe Muray, nous voyons disparaître parce que frappées d'opprobre, voire d'illégalité « *des choses devenues impensables comme la division des sexes, le corps différencié, le plaisir égoïste, le secret, les interdits, la conquête, l'immoralité, la trahison, l'obscénité, la complicité, l'opacité, la duplicité, la culpabilité, la lascivité et tant d'autres choses encore qui se nourrissaient non seulement de l'opposition entre hommes et femmes, mais aussi de la division entre public et privé* ».

Cette conception hygiéniste se double d'un discours apocalyptique qui confond la norme avec sa transgression, et ne dépeint la sexualité et singulièrement l'hétérosexualité que sous les auspices de la violence et de la domination. Comme le Blanc du discours décolonial, l'homme du discours féministe est structurellement coupable.

Une relation clairement consentie peut être qualifiée de viol, en particulier quand la femme est mineure – nonobstant le fait que la majorité sexuelle est à 15 ans. La zone trouble des amours interdites n'appelle que des condamnations dépourvues de toute compréhension.

Campé sur son statut victimaire et sur la créance que cela lui donne sur la gent masculine, le féminisme post-MeToo fait tomber des têtes. Pour de vrai. Tout homme célèbre n'ayant pas une vie sexuelle irréprochable est menacé. Sur les plateaux de cinéma, on ne parle que de ça. Les proscrits se passent des textes et des références sur le maccarthysme. C'est qu'acteurs et réalisateurs sont à la merci d'une dénonciation suivie d'une mise au ban, s'appuyant ou pas sur une blague déplacée, un regard en coin, voire, cela arrive, un comportement réellement répréhensible. La meilleure preuve que ça marche, c'est que, sans n'avoir jamais rien fait d'illégal, des hommes autrefois coureurs de jupons se rangent. Au rythme où nous « avançons », le vagabondage sexuel sera bientôt puni par la loi. En attendant, l'inquisition s'en charge. Les producteurs de cinéma ont été sommés par le CNC d'assister à un stage de rééducation, comme ils fleurissent désormais dans de nombreuses institutions.

Certes, les tribunaux résistent, comme le montre la liste des acquittés célèbres, étable par Jean-Baptiste Roques (page 60). Ils ne condamnent pas le dragueur lourd, l'inquisition s'en charge. Pour combien de temps ? Une magistrate qui a assisté au séminaire de l'École nationale de la magistrature sur les « violences sexistes et sexuelles », résume ainsi les travaux : « *Jour 1 : l'homme est ontologiquement violent. Jour 2: une femme qui se plaint a nécessairement une vérité à dire, même si elle ment sur les détails.* »

Freud l'annonçait : « *Celui qui promettrait à l'humanité de la délivrer de la sujétion sexuelle, quelque sottise qu'il dise, serait considéré comme un héros.* » Nous y sommes. Tout cela, répétons-le, n'a pas commencé avec MeToo. Mais pourrait bien finir avec MeToo. Si aucun régime communiste n'est parvenu à faire dépérir l'État, le dépérissement de la sexualité est en bonne voie. Le féminisme sera peut-être, pour notre malheur à tous, la seule révolution de l'histoire qui réalisera son programme. •

1. « Sortie de la libido, entrée des artistes », *Critique*, juin-juil. 2000 (repris dans *Essais*, Les Belles-Lettres, 2010).

2. Paul Yonnet, « Libérer le sexe pour se libérer du sexe », *Le Débat*, nº 112(5), nov.-déc. 2000.

3. « Il a la voiture, il aura la femme », promettait je ne sais plus quelle marque automobile dans les années 1990.

4. Raison pour laquelle, outre l'envie de faire une petite blague, nous avons choisi ce titre de une.

NOLI ME TANGERE

Par Jean-Marie Besset

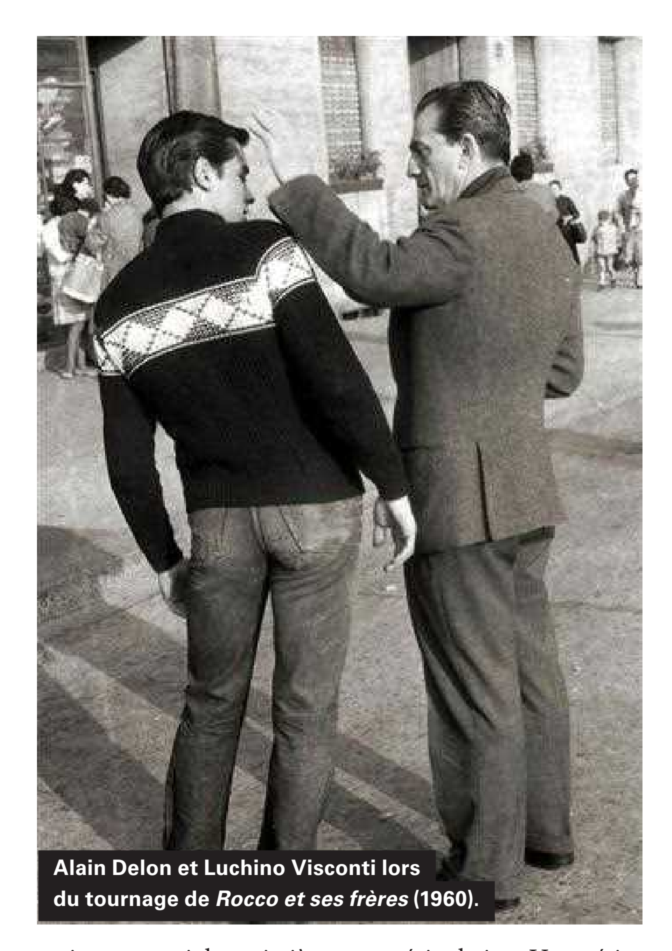
N'en déplaise aux nouvelles ligues de vertu, acteur n'est pas un métier comme un autre. Pour être magnifiés par un metteur en scène, les comédiens doivent accepter d'incarner un troublant objet du désir.

Le cinéma capte et restitue la lumière de la beauté.
La lumière du regard divin et diabolique de l'acteur, où brille le feu du sacré et du sacrilège.
Le cinéma exacerbe le désir de s'approcher du feu, de le posséder, de le « mettre en boîte ».
Dans la *Laterna magica*, disait Bergman.
Dans le cercle de lumière, répète Blanche DuBois[1].
En bravant l'interdit et risquant la brûlure.
De cette quête, on ne sort pas indemne.
Il s'agit d'un pacte faustien.
Non M[lle] Gardin. Être acteur, actrice ou metteur en scène, ce n'est pas comme d'être boulanger[2].
Au boulanger, on ne demande pas de mimer pour la caméra un baiser sur la bouche, de feindre une étreinte sexuelle, de se mettre nu, de se livrer à des ébats avec un ou plusieurs partenaires, de pleurer désespérément, de simuler un coït, d'éprouver du plaisir.

Non M[lles] Haenel et Godrèche, vous n'empêcherez pas le metteur en scène qui vous sublime et vous magnifie en vous confiant un premier rôle au cinéma de s'approcher de vous, de tomber amoureux de vous. Demandez à Marlene Dietrich, elle vous parlera de von Sternberg.

Oui, acteur est une activité à part. Que les philosophes grecs déploraient. Que l'Église condamnait à l'excommunication. Que les femmes n'eurent pas le droit de pratiquer pendant vingt siècles. Et lorsqu'elles eurent ce droit, elles furent regardées longtemps à l'égal des courtisanes. Aujourd'hui, acteur est une activité qui conduit nombre d'hommes et de femmes au désespoir, à la délinquance, à la drogue, à l'alcool, aux conduites extrêmes, à la folie et à la mort.

Cocteau disait plaisamment qu'acteur et prostitué sont les deux métiers où le marchand est également la marchandise. On a l'air d'exiger qu'actrice soit un job comme assistante sociale, caissière ou puéricultrice. Un métier comme un autre, où celle, celui qui l'exerce pour subsister en n'ayant pas le choix est protégé de toute violence sociale par des lois et un syndicat. C'est pourquoi on ne se revendique pas « artiste interprète » mais « intermittent du spectacle ». C'est un faux-semblant. Acteur est un métier parfaitement inutile. Un art indispensable, fascinant et merveilleux.
MeToo passera, comme avant lui le scandale « Fatty » Arbuckle et le code Hays qui en résulta. Cela fit les gros titres des journaux de l'entre-deux-guerres, et occupa Hollywood pendant vingt ans. Qui s'en souvient ?



Alain Delon et Luchino Visconti lors du tournage de *Rocco et ses frères* (1960).

D.R.

Ne me touche pas, dit Delon à Visconti.
Or, l'ayant touché, il en fit un mythe. •

1. Personnage de la pièce de Tennessee Williams *Un tramway nommé désir*.
2. Lors de la cérémonie télévisée des Molière 2017, Blanche Gardin avait accablé Polanski en soulignant que son métier de réalisateur n'était en rien une excuse : *« On ne dit pas, par exemple, d'un boulanger : "oui d'accord c'est vrai, il viole un peu des gosses dans le fournil, mais bon il fait une baguette extraordinaire" »*, avait lancé l'humoriste aux défenseurs du célèbre réalisateur.

« ON NOUS CONDAMNE À UN MONDE DÉSEXUALISÉ, PURITAIN ET INSULTANT »

Entretien avec Mathieu Bock-Côté
Propos recueillis par Élisabeth Lévy

Selon l'essayiste québécois, les néoféministes ne cherchent pas simplement à bannir le sexisme. Elles rêvent de proscrire la sexualité, voire d'abolir la différence des sexes. C'est aussi ça, *Le Totalitarisme sans le goulag*.

***Causeur.* Le titre de votre livre appelle une question évidente : le totalitarisme sans le goulag, c'est mieux qu'avec, non ?**

Mathieu Bock-Côté. Naturellement, cela va de soi, mais c'est du totalitarisme quand même, pour peu qu'on comprenne que ce dernier est inscrit dans la matrice de la modernité et en représente une tentation insurmontable. La modernité génère la tentation totalitaire et la tentation totalitaire génère l'esprit de procès. Nous pensions le totalitarisme intrinsèquement dépendant des techniques de domination monstrueuse propres au XXe siècle. Aujourd'hui, il n'a pas besoin de tuer, il lui suffit d'imposer comme un Bien ultime la transparence sociale intégrale, qui légitime le contrôle des pensées, des arrière-pensées, des discours, des comportements au quotidien, en plus de transformer la société en camp de rééducation à ciel ouvert. Cela donne une conception standardisée, interchangeable, ennuyeuse de l'existence.

En vous lisant, j'ai été frappée par les similitudes entre le régime diversitaire et l'un de ses alliés, qu'on peut appeler le « régime féminitaire », ainsi que par les similitudes entre eux et leur ancêtre soviétique. Mais vous traitez plus longuement le militantisme trans…

Ce qui m'intéresse, ce sont les zones de friction, où l'idéologie dominante se révèle dans sa radicalité violente. Le néoféminisme est omniprésent, avec le soupçon généralisé jeté sur le désir entre les sexes – et je l'aborde dans mon livre. Toutefois, là où le régime veut nous forcer à franchir les barrières de la logique, c'est sur la question du genre. Nous obliger à dire qu'un homme peut être enceint revient, comme le disait Orwell, à nous imposer de croire que « *deux plus deux égale cinq* ».

En tout cas, ces luttes convergent dans la haine du même ennemi : l'extrême droite, incarnée par l'homme blanc.

Dans mon précédent livre, *La Révolution racialiste*, je citais Pauline Harmange, auteur de *Moi les hommes, je le déteste*, pour qui la détestation des hommes est une condition essentielle de l'émancipation. En effet, l'immigrationnisme et le néoféminisme maudissent la même figure : l'homme blanc de plus de 50 ans qui ne cherche pas à devenir un allié. D'ailleurs, même le repenti/converti qui veut devenir l'allié des minorités – c'est un titre à part entière – est à jamais marqué par une tache indélébile, sa couleur de peau et son sexe biologique. Et le couperet peut s'abattre sur des hommes de gauche. Je n'ai pas une sympathie exagérée pour Julien Bayou, mais il a été la proie d'un comité de la terreur militante…

D'un club d'ex qui se montaient le bourrichon.

On oublie, dans ces affaires, que l'être humain est fondamentalement vengeur, mesquin, capable du pire. La présomption d'innocence est au contraire fondée sur une connaissance intime du cœur humain. Si les militants veulent la faire tomber, c'est parce qu'elle est le dernier pilier libéral de notre système juridique auquel ils veulent substituer quelque chose ressemblant terriblement à la justice révolutionnaire. À la limite,


Mathieu Bock-Côté.

ils admettent la présomption d'innocence devant les tribunaux, mais cela ne vaut pas pour la société. Voyez l'enthousiasme qu'ils mettent à faire tomber des têtes, surtout quand il s'agit de gloires déclinantes.

L'étendard des femmes masque évidemment une haine du désir masculin – pas seulement hétérosexuel d'ailleurs.

Sur le plan symbolique, le désir masculin hétérosexuel est tout de même spécifiquement ciblé, frappé d'illégitimité constitutive. La logique coloniale est appliquée aux rapports entre hommes et femmes. Les femmes doivent se décoloniser. Le désir est l'amorce du viol. Je me souviens d'un article dans *Libé* où une jeune fille célébrait la sexualité sans pénétration, ce que son copain disait respecter, et qui s'en faisait même une fierté. Ils appelaient ça, si je me souviens bien, une sexualité n'étant plus phallocentrée. Je leur souhaite bien de la joie.

Des Blancs qui font repentance restent assez rares chez nous où la vision raciale du monde peine à s'implanter. En revanche, les hommes qui clament leur adoration pour MeToo sont légion.

Parce que c'est une condition de survie en société. De plus, chacun se demande s'il n'a pas un vague crime sur la conscience dans une société qui a inventé le retrait de consentement a posteriori. Le périmètre de la liberté d'expression se réfracte. Dans l'espace public qui est le nôtre, un homme peut à la limite dénoncer les dérives de MeToo, mais seules les femmes peuvent en critiquer le principe. Ce mouvement nous oblige à dire ce qui va de soi, alors je le dirai aussi : je condamne, →

Hannah Assouline

comme tous les êtres civilisés du monde, les agressions, le non-respect du consentement. Et ainsi de suite.

Mais vous savez qu'il ne s'agit pas de ça ! Diriez-vous que MeToo est un bloc ?

Dès l'origine, le cri de ralliement de Metoo a été « on vous croit », qui abolit les règles élémentaires de la société libérale. Dans la foulée, on a confondu dans le même opprobre le dragueur lourd, aussi peu recommandable soit-il, et Weinstein. Enfin, d'un point de vue anthropologique et philosophique, ce mouvement veut en finir avec la part sombre et inavouable du désir et de l'amour. Les nouveaux chiens de garde rêvent d'une humanité programmable, délivrée des passions. En effet, les passions sont dangereuses. Et excitantes. J'ajoute que je ne suis toujours pas parvenu à comprendre le concept d'emprise. Je le croyais indissociable de l'amour. Mais dans un monde qui rêve de rapports transparents, aseptisés et hygiéniques entre les sexes, ce n'est plus le cas.

Dans votre précédent livre, vous considériez qu'avec l'affaire George Floyd, le régime diversitaire connaissait son *« moment 1793 »*. La guillotine féministe n'est pas en reste.

Et elle n'est pas sans efficacité. La figure inaugurale des guillotinés, le « porc zéro », c'est Éric Brion. Il a évidemment été grossier et ses remarques à Sandra Muller étaient plus que déplacées. Cela dit, il a été rayé de la société pour cela – pour grossièreté. À ceux qui disent qu'il n'y a pas de révolution sans victimes collatérales, je réponds qu'il n'est pas anecdotique que dès l'origine de cette révolution, on trouve une confusion entre la grossièreté et l'agression.

Aujourd'hui, vous pouvez être excommunié pour une pétition. Raison pour laquelle les signataires de la tribune Depardieu se sont débinés en bande organisée.

Quand Emmanuel Macron a pris la défense de Depardieu, le récit public a tangué. D'autant qu'avec raison, ils furent nombreux, car c'était là l'essentiel, à se porter à la défense de la filmographie de Depardieu, contre ceux qui rêvaient de l'effacer de la grande histoire du cinéma. Pour ce qui est des signataires de la tribune à laquelle vous faites référence, ils ont oublié que la morale d'hier, leur morale, n'avait plus cours. C'est le drame de beaucoup d'hommes de gauche. S'ils restent fidèles à leurs valeurs les plus essentielles, ils sont expulsés de la gauche – la gauche est une purge permanente. Alors pour demeurer à gauche, beaucoup adoptent la nouvelle religion avec un fanatisme redoublé. Après un « dérapage » raciste ou sexiste, le rituel de réintroduction dans la cité exige que le repenti soit plus virulent que ses dénonciateurs. En Amérique du Nord, c'est un classique. J'ai déjà évoqué ce chanteur qui avait dit : *« Je me contrefiche de la parité, je veux les meilleurs musiciens. »* Il a dû s'excuser. D'abord, *« je suis un homme blanc »*, ensuite *« mes amies féministes m'ont fait prendre conscience de mes privilèges, mais c'est déjà difficile d'être une femme aujourd'hui donc je vais me rééduquer moi-même et devenir un allié »*.

Toutes les nuances de la droite sont hostiles au régime diversitaire, alors qu'elles sont divisées sur les enjeux de MeToo. Mes amis de la droite catho se méfient de la liberté des mœurs.

Vous êtes un peu sévère, la droite catho a une connaissance intime de la bête humaine, et si elle croit à la vertu civilisatrice des mœurs, elle ne se fait pas trop d'illusion non plus sur la bête humaine – j'ajouterais que sachant l'homme habité par le péché, elle n'est pas surprise de le voir pécheur. Nous avons, je crois, les mêmes amis dans la droite catho, mais ils me semblent bien plus conscients de la complexité humaine que vous ne le suggérez. J'ajoute qu'ils ne sont pas hostiles aux blagues grivoises, ce qui tombe bien, car je les aime bien aussi !

Parallèlement à l'extension continue du domaine du racisme, on assiste à l'extension continue du domaine du viol.

Nous avons perdu le sens du « pas d'amalgame » : nous entrons dans la même catégorie le regard insistant, la drague, la drague lourde, l'agression et le viol. Donc si je vous ai regardée quinze secondes de trop, et que vous y avez détecté la possibilité d'un désir, nous sommes déjà engagés dans un processus de viol. Surtout en milieu professionnel, où c'est assimilable à une tentative d'intimidation et d'asservissement. Ces gens-là nous condamnent à un monde désexualisé, puritain, désagréable et insultant.

Comme dans les pays communistes ou islamistes, on se cachera pour vivre normalement.

Impossible quand l'intime est considéré comme du public occulté. Cela dit, permettez-moi de vous raconter un souvenir : dans les suites du mouvement MeToo, je me souviens d'une jeune femme expliquant qu'un homme s'engageant dans une histoire avec une femme sans lui dire qu'il était déjà en couple pouvait être accusé d'avoir falsifié les règles du consentement, car il n'avait pas été parfaitement clair sur sa situation – il y aurait, dans cette histoire, un vice de consentement.

Cela fait des siècles que les hommes mentent pour avoir du sexe.

C'est fini ! Nous vivons sous le règne de la transparence intégrale.

La vraie vie va continuer comme avant.

Non, cette révolution emporte tout, la jeune génération a basculé dans un néopuritanisme véritable. Vous me direz que le sens commun suffit à déconstruire ces âneries, mais quand le sens commun n'est pas soutenu par un discours philosophique ou idéologique, il finit par s'effriter.



Journée Internationale des droits des Femmes, Paris, 8 mars 2021.
L'extension continue du domaine du viol nous condamne à un monde désexualisé, puritain, désagréable.

Fournir une armature intellectuelle à la résistance naturelle de la vie concrète, vous vous y employez. Mais pourquoi la société s'écrase-t-elle devant des minorités militantes ?

Ce sont les minorités fanatiques qui font les révolutions. La radicalisation féministe et la radicalisation diversitaire sont l'œuvre d'avant-gardes. Quand je parle de totalitarisme, ce n'est pas une métaphore : des dissidents, nous en avons, nous aurons des enfants qui dénonceront leurs parents. Et déjà, les journalistes qui se vouent à traquer le surgissement, dans le vocabulaire, des termes non autorisés font office de commissaires politiques.

Les révolutions précédentes avaient des moyens de coercition.

En une journée, on peut perdre sa vie, sa carrière, sa femme, ses enfants, ses amis, son emploi, ce n'est pas rien comme répression. Cela peut conduire au suicide.

Tous les totalitarismes ont fini par s'écrouler. Que faire ? comme disait Lénine…

Je crois à la politique et à la dissidence. La contre-société qui s'organise sous le signe de l'amitié a créé les premiers espaces de liberté véritables. Des gens peuvent se rassembler et vivre dans les interstices de la société. Et il suffit par ailleurs de quelques médias libres pour redonner une impulsion démocratique à une société.

La société française semble avoir un peu plus d'anticorps que les sociétés nord-américaines.

La société québécoise n'a pas du tout le même rapport au désir : il ne circule pas aussi librement dans la société qu'en France. C'est le drame d'une société sans État indépendant, la fonction verticale régalienne a été occupée par des Anglais, leurs serviles serviteurs locaux ou des prêtres en robe. Résultat, la virilité ne s'est jamais particulièrement développée au Québec, sauf à travers la figure du bûcheron taiseux. Ici, des femmes partagent votre manière de voir le monde, la vie et les hommes : au Québec, celles qui pensent comme vous sont condamnées au chuchotement. Cela dit, on voit aussi monter une droite masculiniste affligeante. Sans virilité, il ne reste que la masculinité primitive. Comme idiots utiles, on ne fait pas mieux.

Une société délivrée de la sexualité, cela me paraissait impossible, mais Muray avait raison. Le féminisme pudibond veut sortir de l'histoire et revenir à l'humanité d'avant la Chute – d'où son acharnement à nier la différence des sexes.

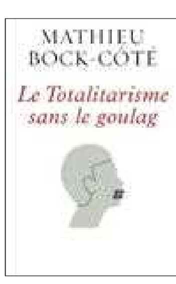
En effet, il n'y a plus ni hommes ni bêtes mais un magma de vivant indifférencié, l'être humain étant le plus toxique des êtres vivants. L'humanité délivrée de la fracture inaugurale entre sexes, entre civilisations, entre peuples, entre nations, c'est le fantasme de toutes les révolutions, et elles sont prêtes à aller très loin pour l'imposer.

Que répondez-vous à ceux qui disent que ça passera ?

Que ça ne passe pas du tout. Alors peut-être que, dans un siècle, ce sera passé, mais pour les générations actuelles, cette norme sociale est étouffante.

Tout de même, on ne risque pas la mort physique. Avons-nous perdu l'amour de la liberté ?

Dans tous mes livres depuis 2007, ma grande question est celle de l'identité. Dans celui-là, pour la première fois, la grande question est celle de la liberté. Car c'est elle qui est aujourd'hui piétinée. •



Mathieu Bock-Côté, *Le Totalitarisme sans le goulag*, Stock, 2023.

Louise MERESSE/SIPA

LE VIOL VERBAL

Par Sabine Prokhoris*



MEttimi un dito in cul caro uecchione
E ſpingi dentro il cazzo a poco a poco
Alza ben queſta gamba, e fa buon gioco
Poi mena ſenza far reputatione;
Che per mia fe qdeſto è, miglior boccone
Che mangiar il pan unto appreſſo il foco
E s'in potta ti ſpiace, muta loco
C'huomo non è, chi non è bugerone;
In potta io ue'l farò queſta fiata,
E, in cul queſt'altra, e'n potta, e'n culo il cazzo
Me fara lieto, e uoi lieta, e beata;
E chi uol eſſer gran maeſtro è pazzo
Che proprio è un uccel perde giornata
Che d'altro, che di fotter ha ſolazzo,
E crepi nel palazzo
Ser cortigiano, & aſpetti, che'l tal moya,
Ch'io per me penſo ſol trarmi la foia

QVeſto cazzo uoglio io, non un theſoro
Queſt, è colui, che puo far felice
Queſt'è un cazzo proprio da Imperatrice
Queſta gemma ual piu, ch'un pozzo d'oro,
Ohime cazzo aiutami ch'io moro
E troua ben la foia in la matrice
In fine un cazzo piccol ſi disdice
S'in la potta oſſeruar uuole il decoro,
Patrona mia uoi dite ben il uero
Che chi ha picciol cazzo & in potta fotte
Meriteria d'aqua fredda un criſtero,
Chi n'ha poco in cul fotta di, e not e
Ma chi l'ha, com'io ſpietato e fiere
Sbizzariſcaſi ſempre nelle potte
Glie uer, ma noi ſiam ghiotte
Del cazzo tanto, e tanto ci par lieto
Che terremmo la guglia innanzi e drite

Édition originale des *Sonnets luxurieux* du poète toscan Pierre l'Arétin, illustrée par Giulio Romano et publiée à Venise vers 1527.

Christie's Images/Bridgeman Images

Poètes et blagueurs grivois ont toujours été inspirés par les femmes. Intolérable pour les néofeministes qui traquent le « patriarcat systémique ». Au mépris de la langue et du sexe, ces pauvres Amazones sont en croisade contre toute connotation sexuelle. Cette surveillance de la langue est l'apanage des régimes totalitaires.

Je vous le dis, « *les femmes flairent un phallus en l'air à plus de dix kilomètres, et se demandent, Comment a-t-il pu me voir celui-là ?* ». Encore une insanité de Gérard Depardieu ? Raté ! Le délinquant est Samuel Beckett, prix Nobel de littérature. Mais que font les préposés à la traque de l'« *outrage aux mœurs* », « *personnes convenables et correctes* » dévouées, pour la rééducation des foules, à la mission sacrée qui consiste à purifier la langue des « *mots de gueule* », comme disait ce saligaud de François Rabelais, et à

cette fin de « *couper en quatre les cheveux – ou les poils pubiens* » ! Ouh là là ! Les « *poils pubiens* »… (Beckett, encore, merde alors !) Avez-vous bien lu (avant de vous évanouir) ? Enfer et damnation !

« *Je te salue ô vermeillette fente, / Qui vivement entre tes flancs reluis :* […] *Ô petit trou, trou mignard, trou velu, / D'un poil folet mollement crespelu, / Qui à ton gré dompte les plus rebelles, / Tous verts galants devoient pour t'honorer / A beaux genoux te venir adorer, /Tenans au poin leurs flambantes chandelles.* »

Et Ronsard, maintenant ! Les ligues de vertu d'agrégatives soucieuses du *safe space* des âmes pures nous avaient pourtant avertis : un suppôt de la « culture du viol ». Ne parlons pas de Mozart, et de ses plaisanteries sexo-scatologiques, démontrant sans équivoque que le compositeur de *Cosi fan tutte* était en réalité une sorte de « monstre » aux pieds de bouc.

En prose ou en vers, en argot qui fait pincer le nez, le sexe dans la langue, exit ! Délit de gros mot – c'est-à-dire de mot sexuel : c'est la nouvelle tendance du moment « féministe ». Avec bien sûr de subtils distinguos établis soigneusement par les services compétents de la plateforme YouTube. Ainsi a-t-on récemment appris, le 8 mars (!) 2023, que les mots « *modérément* » grossiers « *tels que "salope", "con", "connard" et "merde"* », et en anglais « *"bitch", "asshole", "shit"*, et même *"fuck"* », ainsi que « *la plupart des termes vulgaires utilisés dans du contenu vidéo musical ou une séquence de stand-up peuvent générer des revenus publicitaires* ». *Business is business.* Ainsi quelques… « accommodements raisonnables » ne sont pas à bouder… Sont en revanche proscrits les mots « *très grossiers* », comme « *putain* » (en anglais, bizarrement, l'équivalent est permis, un haut gradé de la police de la langue pourrait, on l'espère, éclaircir ce mystère), « *dans les sept premières secondes de la vidéo, dans le titre, dans l'image de couverture de la vidéo ou trop fréquemment, sous peine de ne pouvoir tirer aucun revenu de son contenu* ».

Tout cela pourrait n'être que risible. C'est en réalité profondément sinistre. À plus d'un titre. Seuls les régimes totalitaires ont instauré pareille surveillance de l'usage de la langue. « *L'esprit sain pue la connerie* » : pour ce fragment d'une plaisanterie, le héros du roman de Milan Kundera du même titre se verra précipité dans la fosse aux ennemis du peuple. S'agissant des milices du MeToo-féminisme (dont la conception de l'obscénité peut laisser songeur, l'une des générales de l'armée en marche contre le « *patriarcat systémique* » n'ayant pas rechigné, par exemple, dans un ouvrage de référence de la campagne en cours depuis quelques années, à fournir les mensurations de la bite de son « violeur », détail indispensable et tout à fait passionnant pour les lecteurs bien sûr ; et toutes jouissent sans entraves des lapidations vertueuses qu'elles orchestrent sur les plateaux télé), cette croisade contre le langage prend avant tout pour cible les mots ou blagues « *à connotation sexuelle* » selon les termes du catéchisme en vigueur. C'est que dans le dogme du « continuum des violences sexistes et sexuelles », ce registre verbal est nécessairement l'antichambre du viol. Voire l'équivalent d'une preuve, si une accusation vise le coupable de mots cochons. Un langage peu châtié (pas bien châtré) est la signature du « porc » – du « prédateur ». Peu importe qu'il ne soit nullement rare d'entendre des gamines s'exclamer : « je m'en bats les couilles ! » (mais oui !), ou que bien des conversations entre filles sur les garçons soient d'une crudité à faire rougir un corps de garde. Officiellement, ça n'existe pas. Ou alors ce n'est rien. Ce qui, soit dit en passant, est profondément sexiste : désactivés, les mots grossiers proférés par des filles, ou des femmes – sauf s'il s'agit d'accuser ? Quand voudra-t-on enfin comprendre que ce féminisme victimaire foncièrement éradicateur témoigne en réalité d'un immense mépris pour les femmes ?

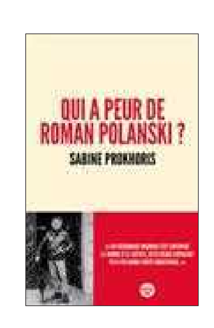
En prononçant des gros mots, les oppresseurs de genre (comprendre : les hommes) violenteraient les proies systémiques (les femmes, « *silenciées* » bien sûr), les traumatisant gravement. Vraiment ? Et démontreraient par là même leur nature violeuse. Étrange conception de la preuve en matière d'infraction sexuelle, fondée sur une figure de l'aveu que ne renieraient pas les tribunaux de l'Inquisition. Le « blasphème » (ou ce qui est pris pour tel) vous signale d'office comme suppôt de Satan.

En tout état de cause, cette triste détestation de la langue et du sexe, particulièrement lorsqu'il est question du plaisir – les propos donnés pour horrifiques de Gérard Depardieu n'évoquent rien d'autre, l'a-t-on remarqué ? cela sans l'ombre d'un fantasme de cruauté ou d'humiliation envers les femmes –, s'accompagne d'une certaine inaptitude à user de la langue.

Ainsi un tag récent est-il ainsi rédigé : « *Darmanin une pipe contre un service* ». Il n'est pas écrit : « Darmanin une pipe pour un service », ou « Darmanin un service contre une pipe ».

Petit exercice de lecture : la formulation du tag induit un rapport prostitutionnel : « Je te fais une pipe, en échange tu me rends service. » Pourquoi pas (même s'il est vrai qu'aujourd'hui, les clients sont pénalisés) ? Les formulations alternatives, au contraire, signaleraient un abus de pouvoir – éventuel, car nulle n'est obligée d'accepter pareil *deal* : « Je te rends service, mais en échange tu me fais une pipe. »

Quel dommage de ne pas aimer la langue, dans tous ses états… •



À lire
Sabine Prokhoris, *Qui a peur de Roman Polanski ?,* Le Cherche Midi, 2024.

* Philosophe et psychanalyste.

NI PURE NI SOUMISE

Entretien avec Brigitte Lahaie
Propos recueillis par Jean-Baptiste Roques

Pour Brigitte Lahaie, ancienne star du X, à présent animatrice sur Sud Radio, le mouvement MeToo, loin de libérer la parole, a imposé de nouveaux tabous sexuels à la société.

Et si c'était elle la véritable icône de la révolution sexuelle française ? Davantage que Brigitte Bardot, qui a certes libéré les femmes, mais trop tôt pour que les lois Neuwirth et Veil leur permettent de l'imiter dans l'alcôve. Davantage aussi que la géniale Jane Birkin, pas exactement un symbole absolu de la liberté, car à jamais muse d'un pygmalion mal rasé. Et ne parlons pas de toutes celles qui, hélas, ne sont pas sorties indemnes de leur statut d'émancipatrices des mœurs, les Maria Schneider, les Sylvia Kristel, les Jean Seberg. Ni de toutes les actrices qui regrettent à présent d'avoir joué à poil dans les années post-68. Brigitte Lahaie ne regrette rien. Jeune, elle a tourné dans des dizaines de films interdits aux moins de 18 ans, et elle en est fière. Mieux encore, elle en a fait une force pour devenir, depuis près de trois décennies, la sexologue la plus célèbre des ondes françaises. Au micro de Sud Radio, elle reçoit chaque jour les confidences d'anonymes, hommes et femmes, qui lui parlent de leurs frustrations, leurs peurs, leur difficulté à communiquer. Un poste d'observation unique sur la vie intime de nos contemporains. C'était elle, forcément elle, qu'il fallait rencontrer pour faire le point sur la sexualité des Français à l'heure de l'affaire Depardieu.

***Causeur.* Le phénomène MeToo a-t-il une répercussion dans la vie de vos auditeurs ?**

Brigitte Lahaie. Malheureusement oui. À l'antenne de mon émission, j'ai reçu plusieurs témoignages d'hommes vraiment désespérés. Je pense en particulier à ce mari soudain accusé par sa femme, sous l'effet de la mode MeToo, de l'avoir violée. Je ne nie pas l'existence de viols conjugaux, mais en l'espèce je vous parle d'une épouse qui en réalité ne sait pas dire « non » à son époux, lui laissant donc croire qu'elle consent à une relation sexuelle même quand elle ne le veut pas. Des histoires comme celle-là, j'en ai entendu énormément depuis cinq ans. Elles font reculer la cause. Car elles consacrent une vision essentiellement victimaire de la femme, donc infantilisante. Je trouve cela du reste extrêmement dommageable vis-à-vis de celles – et de ceux – qui ont subi de véritables viols, et dont on risque, à force, de banaliser le calvaire.

Le retour au puritanisme est-il massif ?

Je ne peux pas vous répondre de façon scientifique. Je ne suis pas sociologue. Mon métier, c'est le récit singulier. Cela dit, j'écoute chaque jour des témoignages différents, non seulement d'auditeurs, mais aussi de psychiatres, psychologues, sexologues. Et cela me donne à penser que les effets de MeToo sont bien là. Pour résumer les choses, je citerai cette dame passée récemment dans mon émission : « *Ils font chier avec MeToo parce que maintenant, il n'y a plus que les connards qui osent nous draguer.* » C'est très drôle, très vrai et en même temps très inquiétant. Notamment chez les jeunes garçons, qui sont de plus en plus nombreux à se sentir coupables de leurs pulsions. Certains se réfugient dans un statut « non binaire » comme ils disent, manière de se mettre en retrait de la sexualité, ce qui peut parfois confiner à la psychose d'ailleurs. J'ajoute que beaucoup de réprouvés du sexe sombrent dans l'addiction au porno.


Brigitte Lahaie.

Hannah Assouline

Vous, la plus grande actrice X française de tous les temps, seriez-vous devenue anti-porno ?
J'ai toujours été résolument contre le porno quand il est regardé par les mineurs. Je ne compte plus les auditeurs, hommes et femmes, m'ayant raconté avoir vu trop tôt des films X, qui les ont excités bien sûr, mais aussi traumatisés, avec des effets à long terme sur leur sexualité.

Vous voulez dire que, des années après, ils sont pour ainsi dire formatés par les scènes qu'ils ont vues pendant l'enfance ?
Pas forcément. Ça peut être l'inverse. Il y a par exemple des femmes adultes qui privilégient la sodomie parce que, petites filles, elles ont été choquées par des images de pénétration vaginale.

Avez-vous les mêmes préventions vis-à-vis de la pornographie pour les adultes ?
Je n'ai aucun problème avec les scènes, même très violentes, que l'on peut voir sur YouPorn. Je suis en revanche assez triste que ce soit devenu une →

industrie de consommation. De mon temps – je me suis « rhabillée » en 1980 –, c'était un art, et j'assume pleinement d'y avoir contribué. D'ailleurs la plupart de mes scénarios étaient assez féministes. J'ai joué beaucoup de rôles de femmes qui, délaissées par leur mari, s'épanouissent en prenant des amants.

Le porno, c'était mieux avant ?
Je ne peux pas juger, car je n'en regarde pas, ce n'est pas mon support excitatoire. Ce que je peux vous dire en revanche, c'est que quand j'étais actrice X, j'étais persuadée que j'allais changer le monde, que j'étais à l'avant-garde d'un mouvement et que l'on se dirigeait vers un âge sexuel radieux. Aujourd'hui, je n'y crois plus, du moins à l'échelle du grand nombre. Les religions et le wokisme sont plus forts.

La bataille est donc perdue ?
Collectivement, oui elle est perdue. Même si, individuellement, il n'a sans doute jamais été aussi facile qu'aujourd'hui d'être heureux dans sa sexualité. Et puis vous avez des femmes qui continuent le combat. Comme Zahia Dehar qui parle avec beaucoup d'intelligence de son passé de prostituée de luxe auprès notamment de footballeurs célèbres. Virginie Despentes aussi, qui a été *escort girl* quand elle était jeune, dit des choses intéressantes à ce sujet dans son essai *King Kong Theory*. Ou bien Emma Becker dont le roman *La Maison* raconte de façon crue et touchante les deux ans qu'elle a passés dans un bordel berlinois. En levant certains tabous, en montrant l'ambivalence de certaines situations sexuelles, ces femmes nous permettent de mieux nous comprendre nous-mêmes, avec nos fantasmes et nos paradoxes.

Comme vous du reste…
Effectivement, je me compte aussi parmi les voix qui peuvent allumer des petites lumières. Si vous saviez le nombre de femmes qui me remercient de les avoir aidées à avoir une vie amoureuse plus accomplie. Sincèrement je crois faire plus de bien que les néoféministes !

Ce doit justement être plus difficile qu'avant, avec la pression de ces dames patronnesses…
Cela fait vingt-cinq ans que je présente des programmes sur la sexualité, sans n'avoir jamais fait l'objet du moindre signalement du CSA. Mais vous avez raison, je dois faire davantage attention à mes paroles maintenant. Je vais vous donner un exemple récent : j'animais l'autre jour une émission sur les trans, une thématique à laquelle je m'intéresse depuis au moins trente ans. C'était un échange de haute tenue, l'invité ayant fait une thèse à ce sujet. À un moment donné, nous parlons d'un homme « normal », au sens statistique du terme : né garçon et doté d'un appareil reproducteur masculin fonctionnel. Bref, pour me faire comprendre, je dis que c'est « un homme, un vrai ». Évidemment dans ma bouche, cette expression n'est pas un jugement de valeur. Mais en y repensant, je me dis que j'ai pu blesser des gens. Je crois que je ne l'emploierai plus à l'avenir.

Comment supportez-vous la réprobation des bonnes âmes ?
Quand j'ai arrêté le porno, dans les premières années, ça a été difficile. Les insultes, les regards de travers, les refus de me serrer la main. Mais aujourd'hui, je m'en moque. Je me suis rendu compte que j'étais mieux dans ma peau que la plupart de ceux qui me critiquent. J'ai eu une enfance heureuse, j'ai appris à dire non, en commençant à dire non à ma mère, et j'assume depuis lors chaque seconde de ma vie sexuelle. Je crois que ceux qui m'attaquent sont souvent à l'inverse de grands blessés de la vie.

Si vous saviez le nombre de femmes qui me remercient de les avoir aidées à avoir une vie amoureuse plus accomplie. Je crois faire plus de bien que les néoféministes !

Face à l'hostilité des ligues de vertu, vous avez en somme été dans la peau de Gérard Depardieu avant l'heure…
N'exagérons pas. Je ne suis pas exposée si violemment à cette terrifiante justice populaire des réseaux sociaux. Même si j'ai été assassinée par des milliers d'internautes quand j'ai osé dire à Caroline De Haas, en 2018 sur BFM TV, que certaines femmes pouvaient jouir pendant un viol. Ce que tous les médecins savent. J'aurais même pu rajouter qu'il arrive aussi que des garçons soient agressés sexuellement par des personnes qui leur font une fellation et leur procurent ce faisant une érection et un orgasme. Je ne dis pas cela pour excuser les criminels sexuels. Mais pour faire comprendre le sentiment de culpabilité de certaines victimes.

Avez-vous un avis sur l'affaire Depardieu ? Avez-vous vu la vidéo volée, diffusée sur France 2, dans laquelle on le voit tenir des propos choquants ?
Oui, c'est sûr qu'il ne dit pas des choses très intelligentes. Mais rien, absolument rien dans cet extrait n'indique qu'il soit un violeur. •

LA GUERRE DES FEMMES

Par Frédéric Magellan



Hannah Assouline

Dans *La Terreur jusque sous nos draps*, la journaliste Noémie Halioua propose une histoire critique de la guerre des sexes déclenchée par la vague MeToo. Un mouvement qui se retourne contre les femmes.

Noémie Halioua n'aime pas les chemisiers qui grattent les avant-bras. Elles lui rappellent l'école juive située au cœur du quartier de la Petite Jérusalem, à Sarcelles (93), qu'elle fréquentait enfant. *Dress code* : jupes bien en dessous des genoux et blouses à manches longues de rigueur, avec interdiction de dévoiler ses coudes, même par jour de grosse chaleur. Autant dire qu'une fois sortie des murs épais de l'établissement, la jeune fille n'hésitait pas à profiter de la liberté promise par la société civile laïque en réduisant considérablement la longueur de ses tenues.

Autant dire aussi qu'elle ne s'attendait pas à ce que, devenue reporter à Paris – elle a officié sur I24News avant de rejoindre il y a un an le média en ligne Factuel, dont elle dirige le service international –, elle se retrouve à nouveau confrontée à l'ordre moral. Mais cette fois, le carcan n'est pas religieux, il est imposé à tout l'Occident depuis plus de cinq ans par de redoutables « *staliniennes à jupons* », ainsi qu'elle les appelle. En postant, le 13 octobre 2017, le message « *If you've been sexually harassed or assaulted write "me too" as a reply to this tweet* » (« si vous avez été agressée ou harcelée sexuellement, écrivez "moi aussi" en réponse à ce tweet »), l'actrice américaine Alyssa Milano n'avait peut-être pas conscience de la révolution qu'elle lançait. Pour une minorité de messieurs qui méritaient certainement un coup de genou dans les parties intimes, la grande distanciation sexuelle pouvait commencer.

Depuis, comme le décrit Halioua avec beaucoup de courage et un sens de l'observation réjouissant, femmes et hommes se regardent en chien de faïence, se tiennent à carreau pour se « préserver émotionnellement ». Dans ce climat de méfiance généralisée, on apprenait ainsi que 43 % des jeunes Français âgés de 18 à 25 ans déclaraient n'avoir eu aucun rapport charnel au cours de le l'année 2021. C'est 18 points de plus qu'en 2015. Les Occidentaux, imitateurs des pays d'Extrême-Orient, sont en train de devenir des poussahs pantouflards. Pour décrire le phénomène, Halioua reprend à Pascal Bruckner l'idée d'« oblomovisation » des êtres, en hommage au personnage d'Oblomov, l'aristocrate russe paresseux inventé par le romancier Ivan Gontcharov au XIX[e] siècle. De nos jours, la libido s'est ainsi déplacée sur le *binge-watching* de séries TV. Puisque le président Macron a parlé dernièrement de réarmement démographique, il faudrait peut-être d'ailleurs songer à interdire Netflix.

Surtout, la journaliste montre que le néoféminisme est une arme braquée sur les femmes elles-mêmes. Elle se penche notamment sur le phénomène de la *dark romance*, ce sous-genre littéraire imaginé par des auteurs femmes avec des histoires où des nanas se font cravacher le postérieur par des milliardaires tordus. Pourquoi pas. Noémie Halioua revient longuement sur les polémiques qui ont accueilli les adaptations au cinéma de ces romans de gare. « *Chaque sortie est un nouveau scandale, une nouvelle guerre non entre les sexes, mais entre les femmes elles-mêmes. Une guerre des femmes entre celles qui prennent du plaisir à s'émoustiller pendant deux heures sur écran géant et celles qui veulent domestiquer et culpabiliser les premières, les jugeant soumises et dominées, incapables de reconnaître la voix de la Vérité.* » Et si le néoféminisme n'était finalement qu'une vaste crise de jalousie ? •



Noémie Halioua, *La Terreur jusque sous nos draps*, Plon, 2024.

VOUS AVEZ DIT COUPABLES ?

Par Jean-Baptiste Roques


Kevin Spacey, déclaré innocent par un jury londonien, 26 juillet 2023.

L'année 2023 a été riche en non-lieux et en acquittements dans diverses affaires sexuelles visant des people. Les prédateurs ne sont pas forcément ceux qu'on accuse.

Six ans après le début de l'affaire Weinstein, le néoféminisme a du plomb dans l'aile. En 2023, plusieurs décisions judiciaires ont été prononcées en faveur de célébrités mises en cause dans le climat hystérique du mouvement MeToo. Précision importante : nous ne mentionnons ci-dessous que des affaires « recevables », ce qui écarte les dossiers classés sans suite pour cause de prescription (Berry, Hulot, Lévêque, Louvain, Matzneff, PPDA…). Bien sûr, ces heureux dénouements privés n'ont qu'une seule vertu publique, celle de nous rappeler combien la présomption d'innocence doit être chérie dans un État de droit. On aurait tort en revanche de conclure que la criminalité sexuelle est un phénomène marginal dans nos sociétés. Sans avoir attendu MeToo, pas moins de 20 condamnations pour viol sont prononcées chaque jour dans les tribunaux français. Dans les deux tiers des affaires jugées, les coupables écopent d'au moins dix ans de prison ferme.

24 janvier 2023 : Gérald Darmanin acquitté en appel

La cour d'appel de Paris a confirmé le non-lieu rendu en juillet 2022 à l'issue du procès opposant l'ex-maire de Tourcoing à l'une de ses anciennes administrées, Sophie Patterson-Spatz, qui l'accusait de l'avoir violée en 2009. La jeune femme, dont la première plainte remonte à 2017, a annoncé qu'elle se pourvoyait en cassation.

21 juin 2023 : L'innocence de Luc Besson confirmée définitivement en cassation

La plus haute juridiction de l'ordre judiciaire a rejeté le pourvoi formé par l'actrice Sand Van Roy, qui accusait le cinéaste de viol. La décision met un terme définitif à la procédure, initiée en 2018. Du moins en France, car la plaignante a fait savoir qu'elle saisirait la justice européenne.

14 juillet 2023 : Benjamin Mendy jugé non coupable au Royaume-Uni

Déjà acquitté en janvier dans une première affaire (où il était poursuivi pour six viols présumés), le footballeur faisait l'objet de deux autres accusations, pour lesquelles le tribunal de Chester, au nord-ouest de l'Angleterre, a prononcé un non-lieu. Il était soupçonné du viol d'une femme de 24 ans en 2020 et de tentative de viol sur une femme de 29 ans en 2018.

19 juillet 2023 : Ary Abittan placé sous simple statut de témoin assisté

L'acteur était mis en examen depuis novembre 2021 à la suite d'une plainte pour viol déposée par une femme de 23 ans avec qui il venait de passer la nuit. Mais des « éléments » du dossier ont conduit les juges d'instruction à réviser son statut judiciaire, laissant présager un abandon des charges.

26 juillet 2023 : Kevin Spacey déclaré innocent au Royaume-Uni

L'acteur a été acquitté par un tribunal de Londres, après avoir été inculpé en octobre 2022 pour des agressions sexuelles prétendument commises entre 2005 et 2013 contre trois hommes au Royaume-Uni. En mai 2022, il avait obtenu une décision favorable dans un autre dossier : l'acteur Anthony Rapp, qui l'accusait d'attouchements sexuels durant son adolescence, a été débouté par un tribunal civil de New York. •

Shutterstock/Sipa

Date limite
31 DÉCEMBRE 2024
pour une déduction de
vos impôts 2024

CAUSEUR

A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Faites un don...

À quoi ressemblerait un paysage médiatique dans lequel il serait impossible de débattre de certains sujets ou avec certaines personnalités ?

Causeur s'efforce de porter une parole vive, éventuellement polémique, mais toujours constructive. Pour poursuivre notre croissance et développer notre notoriété, nous avons besoin de votre soutien financier.

À quoi vont servir les dons ?

- Recruter de nouveaux journalistes
- Améliorer le site internet et l'application mobile
- Développer la notoriété du magazine
- Promouvoir les ventes en kiosque

Comment ça marche ?

Pour faire un don par internet

Rendez-vous sur
www.donorbox.org/causeur

Exemple pour un particulier

Montant du don	Coût réel après déduction d'impôt
50 €	17 €
100 €	34 €
200 €	68 €
500 €	170 €

Causeur est adhérent de l'association *« j'aime l'info »* qui permet aux médias de recueillir des dons.

Ce don est déductible de votre impôt sur le revenu à hauteur de 66% si vous êtes un particulier et 60% si vous êtes une entreprise.
Pour votre déclaration d'impôt, une attestation de dons vous sera adressée par l'association *« j'aime l'info »*

Merci de votre soutien.

Les frais de gestion prélevés par l'association «j'aime l'info» étant moins importants pour un don par internet (5%) que pour un don par chèque (8 % + 10 €), merci de privilégier le don par internet.

Don par chèque

Montant de mon don : .... €

1. Chèque à libeller à l'ordre de : J'aime l'info/ causeur

2. Remplissez le coupon ci-contre et envoyez-le avec votre chèque à causeur, 32 rue du Fbg Poissonnière 75010 Paris

Nom : .... Prénom ....

Adresse : ....

Code Postal : I__I__I__I__I__I   Ville :..

Courriel : ....@ ....

Tél. : ....

Les données recueillies sont nécessaires au traitement de votre don et à l'émission de votre reçu fiscal.

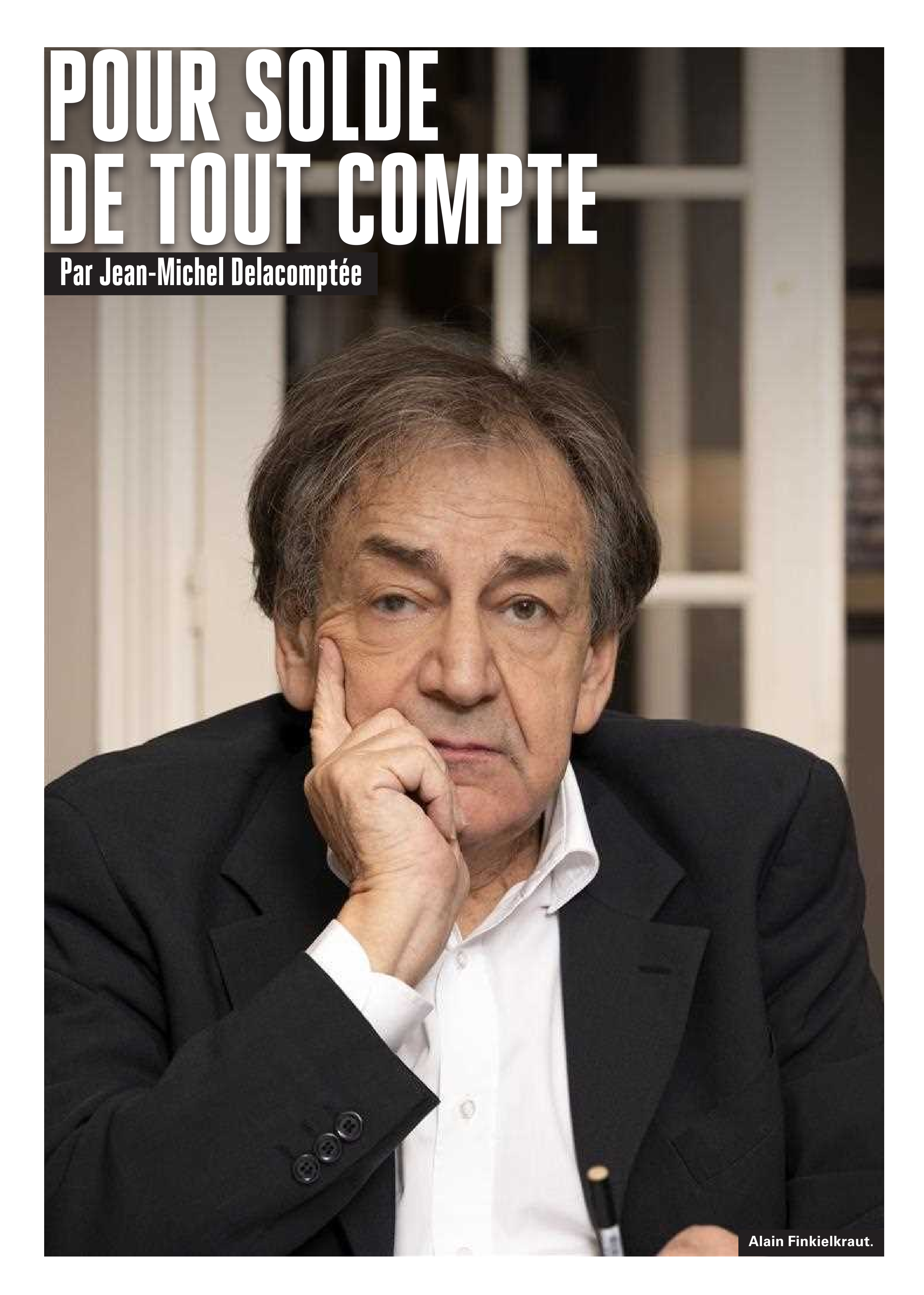
CULTURE & HUMEURS

***Éruption du Vésuve arrivée le 24 août 79 de J.-C. sous le règne de Titus*, Pierre-Henri de Valenciennes, 1813.**



POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

Par Jean-Michel Delacomptée



Alain Finkielkraut.

Hannah Assouline

Alain Finkielkraut est un collectionneur de citations, un *Pêcheur de perles*. Arendt, Kundera, Levinas ou Valéry alimentent sa réflexion et nourrissent son œuvre. Son nouvel ouvrage, exercice d'admiration et de gratitude, est un pied de nez à l'arasement contemporain. Une démonstration de lucidité qui se double d'une élégante preuve d'amour.

Alain Finkielkraut possède une vertu rare : c'est un penseur qui, dans ses livres comme dans les médias, parle dru, clair, carré. Cet amoureux du silence impose sa voix sans se soucier des oreilles bouchées. Une voix très particulière, au ton et au rythme tels qu'à le lire on a l'impression de l'écouter, et qu'à l'écouter on a l'impression de le lire. On entend dans cette voix quelque chose d'oraculaire qui enflamme les approbations ou échauffe les biles. Rien ne le distrait de ses convictions. S'élever au-dessus des marigots expose aux crachats, il n'en a cure. Affaire de carapace acquise par quarante ans de « Répliques » au compteur.

Le voilà maintenant à l'heure du bilan. Dans *Pêcheur de perles*, dernier-né de ses livres, il se montre soucieux de boucler ses valises « *avant le grand saut dans l'éternel nulle part* », belle formule qu'on peut rapprocher du cadavre selon Bossuet, ce « *je ne sais quoi qui n'a plus de nom dans aucune langue* ». Le crêpe noir se découpe déjà au revers des vestons. Mais l'encre du testament a bien le temps de sécher. À preuve, règnent dans l'ouvrage une avenante gaieté, un réel bonheur d'exister, l'énergie d'un combat qui se poursuit. Et puis, dans un prologue, tout franc joueur abat ses cartes. Voilà donc Finkielkraut avec son collier de perles, autrement dit de citations magistrales. L'une d'elles rend hommage à Hannah Arendt et, par ce biais, à Walter Benjamin, auteur notamment des *Lettres sur la littérature*. De la forme épistolaire à l'essai, la distance se franchit d'un saut. Finkielkraut est un essayiste. Vous savez, un de ces pseudo-intellectuels que dédaignent, du haut de leur chaire auguste, certains pontes de l'*Alma mater*. Essayiste, c'est-à-dire spécialiste de rien, esprit curieux de tout. Sans qu'il s'en réclame, l'aile de Montaigne plane au-dessus de lui. Même démarche contraire à l'édifice d'une thèse ou d'une démonstration au cordeau, même recours à l'expérience sensible, même liberté d'allure qu'exprime ici une plongée vagabonde dans les carnets de phrases accumulées « *pieusement depuis des décennies* ». Des citations qui n'ornent pas : elles valent offrandes.

Elles nourrissent un exercice d'admiration et de gratitude. Pas surprenant chez Finkielkraut. Ces deux mots le distinguent des zélotes du progrès que révolte son attachement aux jours anciens. Quelle impudence ! Mais son deuil du passé s'affiche sans larmes ni mouchoir, sans fierté non plus, sous la plume toujours verte – costume d'académicien oblige – du témoin mélancolique qui le définit. Qu'est-ce qu'un témoin ? Un individu qui a vu, voit et se souvient. Le passé n'est pas, chez Finkielkraut, objet d'adoration, mais de comparaison. C'est un excellent moyen de souligner les tares d'aujourd'hui. Dans ce constat, le destin de l'enseignement prédomine. Les sociologues militants subissent la grêle, Bourdieu au premier chef, fossoyeur malgré lui de l'école républicaine. Les progressistes ont pour vice majeur de foncer dans le brouillard en se prenant pour des phares. Culpabilisée par Bourdieu et ses béni-oui-oui au nom du peuple, l'École « *n'agit pour l'élévation de personne mais, consciencieusement, réforme après réforme, pour l'abaissement de tous* ». S'ensuit cette évidence : regarder lucidement en arrière ouvre sinon à la sagesse, du moins au bon sens. À l'humour aussi, aux pointes d'ironie, autodérision incluse, dont Finkielkraut est friand. Pas l'humour prétendu des histrions des plateaux, mais les coups de patte dont il griffe les idolâtres du présent.

C'est toujours la même histoire, celle que déplorait déjà *L'après littérature* : la prétention de notre supériorité morale sur le monde qui nous a précédés. Enfermé en lui-même, le temps présent se goberge, ébloui par la démolition des temples et le vernis des tables rases. D'où la condamnation des nouvelles Lumières qui « *désacralisent le grand art, combattent la piété envers les chefs-d'œuvre comme l'ultime avatar de la religion et enseignent* […] *la méfiance a priori envers tout ce qui fait autorité* ». Le nivellement, morne plaine, signe la défaite de la beauté. Finkielkraut ronchonne ? On opine.

Ruine de l'école, vénération du loisir, clips, mangas, jeux vidéo, abolition de l'excellence, relativisme général. « *Après la sortie de la religion, voici venu le temps de la sortie de la culture.* » Arasement de toute grandeur, de toute majesté spirituelle. Le ras du sol comme nouveau royaume. La sortie de la culture accompagne celle de l'amour. Finkielkraut est un philosophe sentimental. Gravée au fronton du premier chapitre, la citation de Paul Valéry, « *Le cœur consiste à déprendre* », ne tient pas au hasard. Le cœur pense. Finkielkraut récuse donc les préjugés de la doxa en vigueur. Il se permet d'écrire ceci : « *Jankélévitch a raison : l'amour relève de l'emprise et cette emprise est une bénédiction.* » Glorifier l'emprise dans une époque qui l'abomine appelle une exécution immédiate. Bravant les exécuteurs, il énonce sa vérité : « *Aimer, c'est être dépendant, dominé, subjugué, assujetti. Aimer, c'est passer après. Aimer, c'est faire l'expérience inouïe d'une aliénation meilleure* →

que la liberté. » Il confie alors comment, quitté au début de leur relation par celle qui deviendra sa femme, il l'a reconquise. Accoudé à ce qu'il a vécu, le philosophe sentimental est un conteur. Il donne vie à son discours, le nourrit de chair, de souvenirs, de railleries, de courroux, d'inquiétudes, d'émotions à vif.

Acharné à criminaliser l'histoire occidentale, le devoir de mémoire a pour principe de flatter le narcissisme du présent qu'obsède la promotion de l'Autre

Alain Finkielkraut est un familier de la douleur. Celle notamment dont l'accable la politique israélienne actuelle, soumise aux représentants du sionisme religieux. Pas seulement la douleur, mais la honte. Le dégoût. Comme tout juif conscient de son être, il prend pleinement part au drame des deux peuples en conflit, des deux légitimités face à face. Le rapport à l'histoire est toujours une affaire de corps, une inscription dans les fibres les plus intimes, une urgence de la filiation qui ressurgit dans les moments tragiques. Il faut ne rien comprendre à l'humain pour ignorer nos héritages. La loyauté guide Finkielkraut où qu'il aille. « *Le détachement critique m'est interdit, je ne connaîtrai jamais le confort de l'extériorité. Ces voyous messianiques et moi, c'est la même généalogie, la même histoire, le même peuple.* » Il n'aime pas Israël en amant inconditionnel, il l'aime d'un « *amour tourmenté* ». Et un abîme se creuse, irrémédiable, avec les progressistes qui « *ne partagent ni cet amour ni ce tourment. Pour eux, Israël n'est pas un État périssable et critiquable, c'est un État malfaisant.* » Le renversement des statuts fait son œuvre. L'ancien peuple martyr transformé en bourreau, le keffieh sanglant substitué au pyjama rayé, l'étoile jaune remplacée par la croix gammée. Une fois le juif nazifié, la haine ancestrale peut jouir de son triomphe. L'esprit de justice dévoyé s'autorise à voir dans le musulman l'opprimé archétypal, tandis que la victime du génocide est convertie en monstre génocidaire. Est-il utile d'insister sur ce renversement frontal exploité jusqu'à la corde par l'engagement partisan ? Évidemment : l'antisémite est partout.

Le devoir de mémoire, qui mène à cette bascule où la figure du martyr change de propriétaire, compte parmi les pages les plus incisives. Acharné à criminaliser l'histoire occidentale, le devoir de mémoire a pour principe de flatter le narcissisme du présent qu'obsède la promotion de l'Autre. Fruit de la repentance post-hitlérienne, il veut briser toute forme de fidélité au terreau dont il procède. S'ensuit, de la part de Finkielkraut, une défense et illustration de l'identité nationale. Se dresse aussitôt le bûcher chargé de réduire en cendres le réactionnaire pris en flagrant délit de pensées nauséabondes. Feu sur le quartier général du Blanc hétérosexuel, colonialiste, raciste systémique, sur l'Européen attaché à son pays, ses traditions, ses ancêtres, sa langue, sur le salaud hostile à l'égalité inclusive brandie par les minorités intersectionnelles. Le caractère bouffi et bouffon de leur activisme s'étend au mouvement MeToo. Toutefois, plutôt que s'attarder sur cette agitation badigeonnée de wokisme, Finkielkraut se tourne vers Renaud Camus, à qui l'on doit la notion de « Grand Remplacement ». Renaud Camus, excommunié en châtiment de ladite notion reçue pour abominable, autrement dit néonazie. De ce cas singulier, Finkielkraut tire trois conséquences.

Il vitupère « *l'ostracisme démocratique* » appliqué à l'écrivain coupable d'avoir violé la loi morale qui interdit de nier l'apport salutaire de l'Autre à la communauté d'accueil, transformée dans ses tréfonds par l'immigration massive. Dans la foulée, il cite deux romancières bien en cour, quintessences de la belle âme, l'une affirmant que « *l'humain du futur sera beige foncé avec des cheveux bruns* », l'autre annonçant aux habitants du Vieux Monde qu'ils deviendront culturellement minoritaires, et qu'ils doivent s'y résoudre. Personne ne s'est ému de ces prédictions délicieusement douces aux oreilles des gens de bien. Cherchez l'erreur : aux romancières qui vont dans le sens du vent, les honneurs littéraires, à Renaud Camus l'enfer de la relégation. Preuve, s'insurge Finkielkraut, que « *ce n'est pas l'énonciation du Grand Remplacement qui fait de vous un galeux et qui vous condamne à la mort lente, c'est sa dénonciation* ».

D'une main ferme, Finkielkraut clarifie sa position personnelle. D'accord avec Renaud Camus sur la dépossession de leur identité qu'éprouvent les Français de souche, mais en désaccord sur le diagnostic lui-même. Argument justifié par les récentes émeutes, il observe « *que la nouveauté de notre temps consiste non dans le remplacement du peuple, mais dans le morcellement de la nation.* […] *La France ne s'efface pas, elle se fragmente.* » Impossible de nier l'évidence, à condition de voir ce qu'on voit. Lui continuera à écrire ce qu'il voit. « *Et je ne me cacherai pas de lire, pour penser avec et contre lui, Renaud Camus.* »

La fécondité des perles de ce pêcheur inspiré excède les limites d'une recension courante. Difficile néanmoins de ne pas sourire du pied de nez balancé en fin de vagabondage, cette liste des choses qui étaient « mieux avant », dont le témoin mélancolique se souvient. La voix singulière résonne alors chez qui lui prête attention en penchant la tête vers ce qui s'est perdu, inquiet du monde d'aujourd'hui qui ne sait où il va, ni pourquoi, et qui s'éloigne du monde d'hier à la vitesse d'un cheval fou. •

LA BOÎTE DU BOUQUINISTE

Par Didier Desrimais

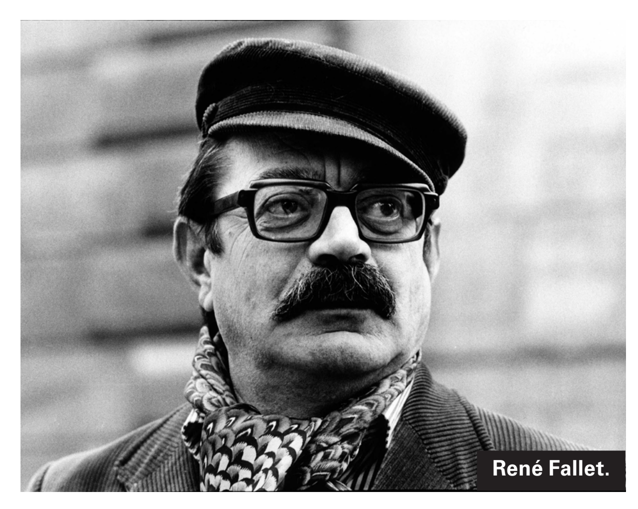
Les bouquinistes virés des quais de Seine par la Ville de Paris ont trouvé refuge à *Causeur*. Jusqu'à la fin des JO, la rédaction vous ouvre leur boîte à vieux livres.

Ersatz, de René Fallet

René Fallet a vu presque la moitié de ses romans adaptés au cinéma. Si *Les Vieux de la vieille*, *Un idiot à Paris* et *La Soupe aux choux* ont été des succès de librairie et du grand écran, c'est que l'aspect drolatique de ces œuvres enrobait d'une crème apaisante l'affliction de l'auteur devant la disparition annoncée d'un monde, celui des banlieusards et des paysans, des halles de Paris et des bistrots. Fallet préférait le mot « populaire » à celui de « populiste » pour qualifier une œuvre qu'il disait inspirée par « *le vélo, la pétanque, la pêche, la fidélité en amitié* » – et par un certain penchant pour l'alcool, la poésie et le Tour de France.

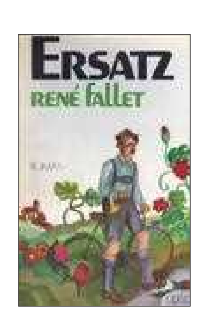
Ersatz, édité par Denoël en 1974 et reparu pour la dernière fois en 1993, est le plus méconnu des livres de Fallet. Il faut dire que cette uchronie ironique est audacieuse. Elle débute par un épisode baroque : nous sommes en 1973, un autocar rempli de retraités allemands longe la Tamise. Herr Müller considère « *placidement l'Angleterre, Londres derrière la vitre* », tandis que Herr Hassenstein, alias « *Wehrmacht* », se remémore avec nostalgie les exploits de la Luftwaffe sur la cité londonienne. Frau Kolledehof, elle, est en extase : « *Nous sommes en Angleterre ! Mon Dieu si le Führer pouvait voir ça, ce qu'il serait heureux !* » Ce qu'elle ignore, c'est que le Führer voit *ça*. En effet, Herr Gottfried Müller n'est autre que… Adolf Hitler.

On subodore le frétillement des moustaches du facétieux Fallet en train de concocter cette farce *kolossale* : Hitler n'est pas mort dans son bunker en 1945. Après avoir été remplacé par un « ersatz » prêt à mourir pour son Führer, le dictateur s'est retrouvé garde champêtre dans un charmant petit village, puis pensionnaire d'un asile de vieillards sis à… Nuremberg. En 1973, Adolf Hitler devenu Gottfried Müller fête ses 84 ans. Il s'aperçoit qu'il aime « *décidément la vie* ». Il s'agace d'entendre Wehrmacht parler avec regret de l'Allemagne nazie et déplorer d'être encore en vie. Herr Müller, lui, savoure les jours qui passent, s'extasie devant les papillons et les coccinelles, et écrit en cachette les *Mémoires d'Adolf Hitler* : « *En ce tendre mois de mai 1973, le docteur Depp est venu m'ausculter. Il m'a dit, n'en déplaise à ceux qui m'ont traité, me traitent encore de monstre, que j'avais au contraire un bon cœur.* » Un jour, un nouveau pensionnaire arrive. Gunther Held devient rapidement très proche de Herr Müller et « *rompt en sa compagnie un pain dont l'ex-garde champêtre n'avait jamais connu le goût, puisqu'il ressemblait à celui de l'amitié* ». La vie de Müller-Hitler va en être bouleversée.


René Fallet.

Sipa

Derrière cette situation tragi-comique, décrite dans les tons ironiques, truculents et poétiques qui ont fait son succès, René Fallet renoue avec un de ses thèmes de prédilection, l'amitié. Pour cela, l'auteur, « *anarchiste de gauche à droite, tendance essuie-glaces* », choisit comme héros un personnage douteux qui lui permet toutefois d'exposer une philosophie rieuse et faussement désinvolte de la vie, celle d'un écrivain qui osa répondre malicieusement à un journaliste que son occupation favorite était… l'occupation allemande – tout en gardant un silence pudique sur son engagement dans l'armée, en 1944, à l'âge de 16 ans. •



René Fallet, *Ersatz*, Denoël, 1993.

CHANTS DE RUINES

Par Georgia Ray

L'exposition « Formes de la ruine », au musée des Beaux-Arts de Lyon, alimente une réflexion sur le témoignage de la trace, sur notre rapport aux vestiges. Cette réunion d'œuvres anciennes et contemporaines prouve que, de la Renaissance à nos jours, le regard que nous portons sur notre propre finitude ne cesse d'évoluer.



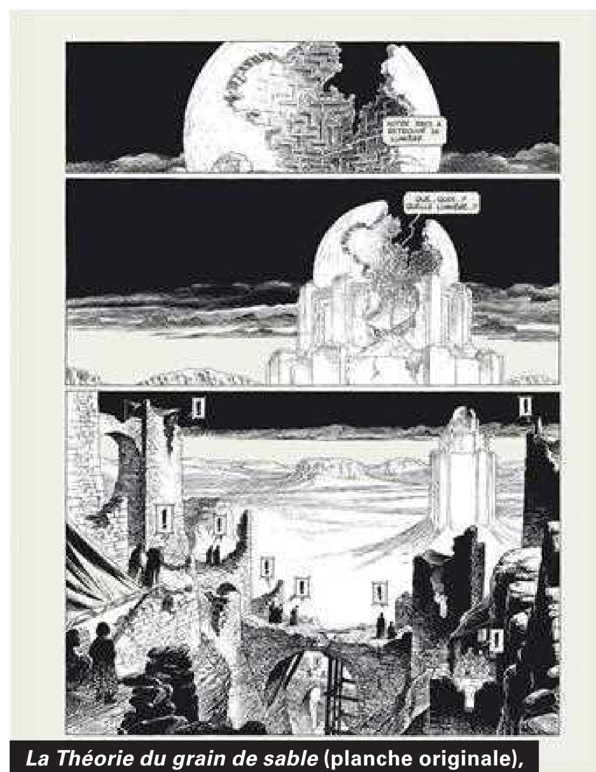
Théâtre d'optique de Martin Engelbrecht, 1760.

Centre national du cinéma et de l'image animée

À l'heure de la ville « zéro déchet », de la plage « zéro poubelle », de la mer « zéro plastique », du véhicule « zéro émission », de l'architecture « durable », de l'homme « déconstruit » et de la « co-construction citoyenne », l'exposition « Formes de la ruine » au musée des Beaux-Arts de Lyon nous invite à réfléchir sur la représentation des ruines dans l'art, sur les vestiges et les traces que nous laissons, celles dont nous héritons, et sur le sort que nous réservons à ces fragments déchus de l'architecture humaine qui supposent, dans le lien fluctuant qu'ils entretiennent avec la construction et la destruction, un certain rapport au temps, à l'histoire, aux autres et à soi.

Variation inspirée de l'ouvrage de l'archéologue Alain Schnapp, *Une histoire universelle des ruines* (2020), l'exposition lyonnaise nous emmène (un peu) à l'écart de l'obsession du tout-renouvelable-recyclable-rechargeable, en mettant les ruines à l'honneur. Restes de colonnades antiques, fantômes de villes ensevelies, édifices gothiques écroulés, bâtiments dévastés, immeubles bombardés, murs éboulés, les ruines (du latin *ruere* : « tomber en se désagrégeant ») ne sont pas les scories insignifiantes de nos talents de bâtisseurs. Les hommes, au fil des siècles, ont vu dans la disparition brutale (guerres, catastrophes naturelles) ou progressive (érosion du temps) de ce qu'ils édifient, des souvenirs à vénérer ou à haïr. Structurée autour de quatre thèmes, « Mémoire et Oubli », « Nature et Culture », « Matériel et Immatériel », « Présent et Futur », l'exposition montre que les ruines, à la croisée de l'espace, du temps et des sensibilités, ne sont jamais neutres : on peut y lire ce qu'elles disaient à l'époque où elles n'étaient pas encore des vestiges, et elles nous renvoient, dans leur évanouissement présent, à ce que nous sommes nous-mêmes devenus. Des tablettes mésopotamiennes couvertes de l'écriture des scribes, déposées dans les fondations des temples pour transmettre aux générations suivantes la connaissance du passé, aux dentelles de ruines mi-antiques mi-futuristes d'Eva Jospin, sculptées dans la fragile matière du carton avec une minutie défiant l'avenir, les ruines nous parlent de l'érosion du temps, de la décrépitude des êtres, de l'impitoyable retour de la culture à l'état de nature, mais aussi de l'oubli vaincu par l'observation des traces et le récit du passé : tel le poème dans le monde grec antique, conçu pour résister au temps davantage que n'importe quelle autre construction humaine, le langage résiste – en nommant et en racontant – à l'amnésie des pierres et au naufrage des civilisations.

Homs (Syrie), photographie de Mathieu Pernot, 2020.



La Théorie du grain de sable (planche originale), François Schuiten et Benoît Peeters, 2009.



Les Découvreurs d'antiques, Hubert Robert, vers 1765.

L'exposition « Formes de la ruine » n'est pas, à proprement parler, une histoire de la représentation des ruines dans l'art, mais un parcours confrontant nos sensibilités actuelles à celles d'hier, ici et ailleurs. On passe du chant érotique de l'amant en quête des traces du campement où il a aperçu la femme aimée dans le désert (monde préislamique) à la poétique des ruines théorisée par Denis Diderot dans son *Salon* de 1767 à partir des œuvres du peintre Hubert Robert – « [...] *les idées que les ruines réveillent en moi sont grandes. Tout s'anéantit, tout périt, tout passe. De quelque part que je jette les yeux, les objets qui m'entourent m'annoncent une fin et me résignent à celle qui m'attend* ». Les ruines naissent de la rencontre des vestiges et des imaginations (Georg Simmel, *Réflexions suggérées par l'aspect des ruines*, 1907). →

À quelles ruines sommes-nous sensibles, à celles antiques de Giovanni Servandoni ou aux déchets modernes de Daniel Spoerri ? Quelles sensations ou idées ces œuvres réveillent-elles en nous : la nostalgie, le rêve, le dégoût, l'effroi ? Resterons-nous davantage devant la *Vue imaginaire de la Grande Galerie du Louvre en ruines* (1796) d'Hubert Robert, avec sa trouée céleste de nuages plus blancs que le marbre et ses arcs de verdure triomphant sur les pierres, ou devant cette photographie d'Éric Poitevin de la forêt domaniale de Verdun devenue, avec le temps, si peu encline à suggérer la boucherie de la Grande Guerre ? Devant les ruines abstraites de *La Fuite en Égypte* de Nicolas Poussin (1657) ou la juxtaposition d'une briqueterie et de colonnades antiques d'Anselm Kieffer (*The Shape of Ancien Thought*, 1996-2012) ?

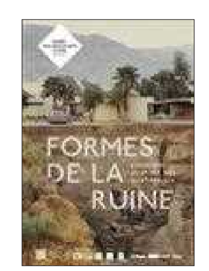
Comme la plupart des manifestations culturelles contemporaines, l'exposition paie son obole au camp du *kaloskagathos* postmoderne – camp artistique du bien. Pas grand-chose sur la romaine, hellénisante, et byzantine cité de Palmyre (Syrie), dévastée par les terroristes de Daesh le 22 mai 2015 ; beaucoup, en revanche, sur la série de photographies de Taysir Batniji intitulée *Gaza Houses 2008-2009* – maisons détruites dans la bande de Gaza ironiquement présentées sous forme d'annonces immobilières. Façon de dire que toutes les ruines se valent. Anéantir des ruines n'est pas une nouveauté dans l'histoire, mais le récent saccage de Palmyre, dont l'historien Paul Veyne a voulu, par le récit, « *faire parler une fois encore les pierres pulvérisées* » a montré « *l'abîme qui sépare les djihadistes des Occidentaux* [...] *qui ont une sorte de culte respectueux pour les restes du passé* » (*Palmyre, l'irremplaçable trésor*, 2016). Le concept de « la ruine des ruines » et de l'anéantissement orchestré des restes a une bien sinistre longévité. Il permet de comprendre pourquoi les civilisations sont fragiles : si la vie perd toujours contre la mort, la mémoire n'est pas toujours victorieuse contre le néant (Tzvetan Todorov).

En marge de l'exposition, qui s'achève bien entendu par la sempiternelle injonction à « prendre soin du monde pour y vivre encore », l'excellent ouvrage de Michel Makarius, *Ruines, représentations dans l'art de la Renaissance à nos jours*, apporte du fond aux « Formes de la ruine », dont nous prive, y compris sur un si beau sujet, l'approche désormais décentrée, fragmentée et achronique de la culture.

C'est que, de la Renaissance à nos jours, notre conception des ruines a évolué, témoignant au fil des siècles d'une vision spécifique du temps, de l'histoire et de l'existence. La Renaissance fut marquée par le retour à l'Antique et par la réappropriation fascinée de la culture pré-chrétienne, celle de la beauté et de la sagesse jointes. Le classicisme a vu dans les ruines antiques la possibilité d'intégrer au paysage les lois de l'harmonie et de la raison humaine, corrigeant le désordre de la nature par l'idéale sérénité des pierres. Équilibre harmonieux rompu, au XVIII[e] siècle, par la tumultueuse idée de sublime, portée aux méditations agitées sur le passé, le présent et l'avenir au milieu de ruines démesurées, jusqu'à venir troquer, avec le romantisme, la trop lumineuse antiquité gréco-romaine contre l'atmosphère inquiétante du Moyen Âge gothique dont les encres hugoliennes, sombres hésitations liquides tracées au gré des circonvolutions de l'âme, sont les parfaites illustrations. Perdant peu à peu leur pouvoir de fascination avec la photographie et la naissance du tourisme dont Flaubert se faisait déjà l'écho dans son *Voyage en* Égypte (« [...] *les temples égyptiens m'embêtent profondément. Est-ce que ça va devenir comme les églises en Bretagne, comme les cascades dans les Pyrénées ? Ô la nécessité ! Faire ce qu'il faut faire* »), les ruines changent de statut au XX[e] siècle : de vestiges du passé, elles deviennent les débris d'un présent tragiquement encombrant, capable d'atomiser l'humanité. Dévasté par le national-socialisme, le communisme et les crimes de masses, l'homme, ruiné dans son existence et ses rêves de bonheur terrestre, menace de devenir son unique ruine. Chateaubriand l'écrivait déjà : « *L'homme n'est lui-même qu'un édifice tombé.* »

Qu'en est-il aujourd'hui, à l'heure d'un tourisme culturel devenu pléthorique, des reconstitutions 3D de sites archéologiques antiques, de la muséification du moindre pan de mur semi-érodé ou de la prolifération d'écomusées transformant « *n'importe quel vestige d'un métier disparu en relique d'un autrefois mythique* » (Michel Makarius) ? Les vraies ruines existent-elles encore, fragiles apparitions d'époques naufragées, fugaces présences d'absences sans retour, dans cette obsession de tout restaurer au moment où notre connaissance de l'histoire n'a d'ailleurs jamais été aussi lacunaire ? Ont-elles encore quelque chose à nous dire qui nous fasse rêver, alors que les éléments du passé ne cessent d'être recyclés en stimulis mémoriels et que la grande déchetterie du présent menace, paraît-il, l'avenir des générations montantes ? Devant ces incertitudes, cultivons discrètement nos ruines personnelles, paysages évanouis des petites joies fugaces, et rêvons, pourquoi pas, à la chambre du château de Lourps (« *ce relent* [d'éther] *l'attendrit presque car il suscitait en lui les dorlotantes visions d'un passé défait* », J-K Huysmans, *En rade, 1887*) ou aux *Ruines du ciel* (2009) de Christian Bobin : « *Maintenant que tout est détruit, nous pouvons commencer à penser et à rêver.* »

Oui, commençons à penser et à rêver. •



À voir :
« Formes de la ruine », musée des Beaux-Arts de Lyon, jusqu'au 3 mars.

À lire

Alain Schnapp, *Une Histoire universelle des ruines*, Seuil, 2020.

Paul Veyne, *Palmyre, l'irremplaçable trésor*, Points, 2016.

Michel Makarius, *Ruines, représentations dans l'art de la Renaissance à nos jours*, Flammarion, 2024.

Christian Bobin, *Ruines du ciel*, Gallimard, 2009.

PETIT PRÉCIS DE BONHEUR

Par Jonathan Siksou


Vincent Roy.

***Retour à Kensington* est un retour aux sources pour tout écrivain digne de ce nom. Avec humour et élégance, Vincent Roy croque notre monde à la dérive sans vouloir trop y toucher. Il a bien raison.**

Qu'y a-t-il de plus transgressif de nos jours que de se dire heureux, comblé, en paix et amoureux ? Qui peut tourner le dos à une société qui n'en finit pas de générer ses victimes – réelles et fantasmées –, se tenir à l'écart de « l'actu » des journaux et de la télé, afin de travailler à son rythme et en toute sérénité, connaître le bonheur plein et entier ? Un écrivain.

Vincent Roy est-il cet homme qui tient une sorte de journal, tel un carnet de croquis littéraire, dans lequel la beauté du quotidien semble survoler la tristesse du monde ? On veut le croire ; on le lui souhaite. Le narrateur n'est pas perdu parmi ses semblables, il est largué, comme on largue les amarres pour gagner le large ou prendre de la hauteur. Et, de son ballon, il essaie de comprendre, non sans humour, ce qui cloche en bas. Sainte-Beuve affine son constat : « *De nos jours le bas-fond remonte sans cesse, et devient vite le niveau commun, le reste s'écroulant ou s'abaissant. Le mal sans doute ne date pas d'aujourd'hui ; mais tout est dans la mesure, et aujourd'hui on la comble.* »

Il s'interroge aussi sur la littérature : « *Le rêve, c'est d'écrire une fugue avec les mots. Plusieurs voix, un même thème, un sujet constitué d'une tête et d'un corps, sa réponse, son exposition. Des effets : strettes, renversements. Puis contre-sujet apparaissant dans une autre voix. Trouver la bonne cadence, voilà tout.* » Oui, mais pas évident pour plaire au public. Il le sait : « *Qu'est-ce qu'un roman français "vendeur" aujourd'hui ? Surtout pas de vice sérieux. Un héros d'origine modeste (très important), en province, erre dans un centre commercial à la recherche de chaleur humaine. Il est obèse, il "sue", il "doit" tout avaler jusqu'à l'excès, jusqu'au "dégoût". Heureusement, depuis qu'il va à la piscine, il a trouvé un sens à sa vie : Myriam est à l'accueil et c'est un ange. Il veut la conquérir mais pour cela, il va devoir renoncer à ses démons.* » Mieux vaut rester au large… et amoureux dans son coin. Cet amour se prénomme Alice. Elle est brune, élégante, courtière en œuvres d'art, elle habite Londres et voyage pour ses affaires. L'écrivain a emménagé chez elle et l'accompagne à Lisbonne ou à Montreux Et, chose invraisemblable, ils n'ont rien à se reprocher l'un l'autre, ils aiment *tout* de l'autre : une histoire d'amour monstrueusement anachronique. « *C'est la vie pour* rien *avec Alice, la vie donnée, sans pourquoi,* facile. […] *Le miracle, c'est que rien ne passe, tout demeure en rappel et s'ajoute. Une seconde est un vœu exaucé, une minute une promesse accomplie, une heure un désir assouvi.* »

En contrepoint de cette passion pure, le narrateur se plaît à relater, par petites touches, le séjour londonien de Casanova. Sur les rives de la Tamise, il vit un enfer. Le coureur le plus célèbre d'Europe est sous l'emprise de La Charpillon, une manipulatrice toxique (dirait-on d'un homme aujourd'hui), qu'il entretient à grands frais et sans obtenir les faveurs.

À l'instar de Londres, *Retour à Kensington* est densément peuplé. On y croise Freud et Ronsard, Gauguin et Buffon, Rimbaud et Haydn, Balzac et le prince de Ligne, Mirabeau, des renards… En fait, un écrivain n'est jamais seul. •



Vincent Roy, *Retour à Kensington*, Le Cherche Midi, 2024.

D.R.

JEAN DUTOURD, L'ESPRIT CANIN

Par Alain Paucard

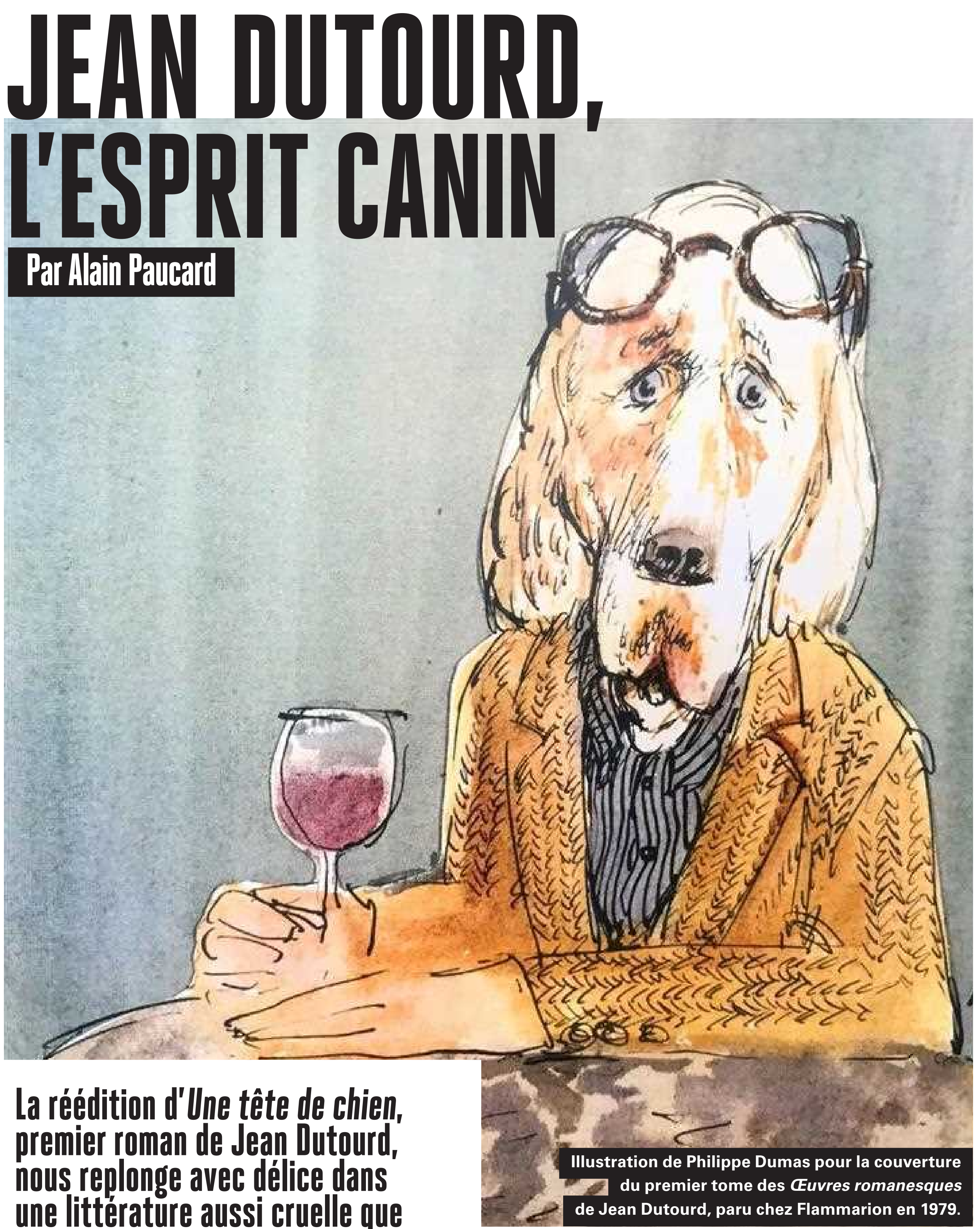


Illustration de Philippe Dumas pour la couverture du premier tome des *Œuvres romanesques* de Jean Dutourd, paru chez Flammarion en 1979.

Avec la courtoisie de Philippe Dumas

La réédition d'*Une tête de chien*, premier roman de Jean Dutourd, nous replonge avec délice dans une littérature aussi cruelle que comique. L'histoire de cet homme né avec une tête d'épagneul n'est pas de la science-fiction mais un conte philosophique. Alain Paucard, vieil ami de Dutourd, partage sa lecture.

Jean Dutourd publie son premier livre en 1946, à l'âge de 26 ans : *Le Complexe de César*. En 1950, c'est au tour de son premier roman : *Une tête de chien*. L'argument est simple : un enfant, Edmond du Chaillu, parfaitement constitué, naît avec une tête de chien, une tête d'épa-

gneul. On croit d'abord que le fantastique pointe son museau, mais c'est avant tout un conte philosophique qui se construit progressivement, avec de plus en plus de noirceur dans le trait : « *Les condisciples d'Edmond ne tardèrent pas à se partager en trois clans : les indifférents, les charitables et les cruels. Il professait la plus grande admiration pour ces derniers, bien entendu, tentait d'entrer dans leur intimité, de se mêler à leurs jeux, auxquels ils ne l'admettaient qu'en qualité de souffre-douleur.* » Dutourd, qui a connu la « drôle de guerre » (*Les Taxis de la Marne*), la Résistance, l'arrestation par la Milice, puis son évasion (« *indispensable car il paraît que je devais être fusillé le lendemain* »), la libération de Paris (*Le Demi-Solde*) n'a plus guère d'illusions sur la nature humaine, et Edmond du Chaillu devient rapidement le prototype de l'individu qui, luttant pour sa survie, ne voit que la singularité comme planche de salut. Ses parents et lui se séparent « à l'amiable » : « *C'est ainsi qu'on se sépare définitivement des gens qu'on aime le mieux, sans une explication, sans une tentative.* »

La vie d'Edmond n'est pas facile, mais il se sort plutôt bien du service militaire, passé à Brioude (en fait la ville où le père de Dutourd, veuf quand Jean avait 7 ans, l'emmenait en vacances). Cela se complique quand il s'agit de travailler : « *Il donnait des leçons de latin qu'on lui payait moitié prix à cause de sa tête.* » Désespérant de ses diplômes, il se rabattit sur des emplois moins relevés : « *Infirmier, commis d'épicerie, manœuvre. À l'hôpital, on lui dit qu'il donnerait des chocs nerveux aux malades ; à l'usine que sa présence déclencherait des grèves ; à l'épicerie qu'il ferait fuir les clients.* » Il refuse d'être veilleur de nuit pour ne pas être « *chien de garde* ».

Le moyen le plus courant « d'échapper à sa condition », c'est de gagner de l'argent. Edmond joue en Bourse : « *Rien de plus simple. Il suffit d'acheter à la baisse et de vendre à la hausse. Petite vérité qu'aucun agent de change ni aucun spéculateur n'a comprise.* » Il gagne donc beaucoup d'argent, s'installe dans une superbe demeure à Louveciennes et, surtout, il rencontre Anne, qui est son « destin ». En une dizaine de pages, Dutourd montre la « cristallisation », chère à Stendhal, autre personnalité à laquelle il consacrera un essai (*L'Âme sensible*), et *Une tête de chien* annonce son chef-d'œuvre : *Les Horreurs de l'amour*, deux termes antagoniques, mais révélateurs des rapports humains.

La fin est bouleversante, mais je ne la relate pas. *Une tête de chien* est avant tout une métaphore. Dans son poème *Les Philistins*, mis en musique par Brassens, Jean Richepin avertit les « *Philistins, épiciers* […] *notaires* » : « *Mais pour mieux vous punir / Un jour vous voyez venir / Au monde / Des enfants chevelus / Poètes* ». Tout poète, tout artiste, toute personnalité exceptionnelle a une tête de chien. Et Dutourd assume la sienne. Il fréquentera et admirera d'autres têtes de chien, dont une des plus belles du XXe siècle : de Gaulle (*Conversation avec le Général*).

Dès la sortie d'*Une tête de chien*, on traça un parallèle avec l'univers de Marcel Aymé. Dans les deux cas, le fantastique n'est pas le but, mais le prétexte. Chez Marcel Aymé, pas de vampires ni de loups-garous, mais des hommes qui changent de visage (*La Belle Image*), qui traversent les murs (*Le Passe-Muraille*) sans autre but que de révéler des complexités humaines. Dutourd ne touchera que de loin aux « genres ». *2024* n'est pas un roman de science-fiction. *Mémoires de Mary Watson* et *L'Assassin* ne sont que des polars effleurés. De Marcel Aymé, Dutourd écrit : « *Quand je publiai mon roman* Au bon beurre, *plusieurs critiques m'apparentèrent à Marcel Aymé. J'étais jeune : j'en fus vexé. Je ne voyais pas qu'on me faisait une immense louange* » (*La Chose écrite*). Dutourd renchérit pour expliquer pourquoi Aymé ne fut pas toujours considéré comme un grand écrivain : « *Il était plutôt de droite, n'avait pas de biographie, vivait bourgeoisement à Montmartre.* » Vivre bourgeoisement, ce n'est pas être un bourgeois. Aymé, Dutourd ou l'immense Guitry vivaient en bourgeois, c'est-à-dire avec tout le confort possible, mais ils étaient profondément anarchistes, ils fichaient la paix à l'État afin que l'État leur fichât la paix, ils se méfiaient des idées, quelles qu'elles fussent : « *Lorsque le monde disait noir, je devais automatiquement, sans réfléchir, dire blanc, car une idée cesse d'être vraie quand elle est partagée par le plus grand nombre* […] *qu'elle se schématise, qu'elle se simplifie, qu'elle devient une caricature, et surtout un instrument d'intolérance.* » (*Loin d'Édimbourg*)

Il arrive souvent, tout au plaisir de (re)découvrir un texte, que nous ignorions les préfaces et les notes. Dans ce cas-ci, ce serait pire qu'une erreur, une bêtise. Max Bergez se bat comme un lion pour, déjà, trois rééditions de Dutourd : *Les Dupes* et *Les Horreurs de l'amour* au Dilettante et *Une tête de chien* chez Gallimard, en attendant *Le Déjeuner du lundi*. Bergez reproduit notamment une lettre insolente de Dutourd à Robert Laffont qui rechigne à le publier : « *Ma confiance en moi est une affaire personnelle et je ne peux raisonnablement demander à aucun éditeur de la partager.* » Gaston Gallimard se révélera plus « partageur ».

Dutourd reçut, le 20 juin 1951, le prix Courteline, dont des têtes de linotte pensent encore qu'il fut un auteur charmant, amusant. Courteline est cruel avec le sens du comique. C'est une marque de grand écrivain. Dutourd fut cruel et comique avec beaucoup de bonhomie pour ses semblables. Y aura-t-il un prix Dutourd ? •



À lire
Jean Dutourd, *Une tête de chien* (éd. et préface de Max Bergez), Gallimard, 2023.

RICARDO BOFILL, NOS ANNÉES BÉTON

Par Julien San Frax

Adulé et détesté, l'architecte catalan a marqué de son empreinte les années 1980. De la banlieue parisienne à Montpellier en passant par le Maroc, l'Inde et la Russie, ses villes nouvelles sont reconnaissables au premier coup d'œil. Son style : un néoclassicisme en béton armé, monumental et symétrique.

Faut-il démolir Bofill ? Le béton fut son rêve de pierre, la symétrie, sa marotte, le classicisme glacé, son utopie, la grandiloquence, son cachet, et la démesure son orgueil. Dans la France des années 1980, cet ambitieux, immodeste et fringant condottiere a marqué la ville de son empreinte indélébile. Car Ricardo Bofill, c'est d'abord une « signature » qui se reconnaît au premier coup d'œil. L'art de bâtir y a-t-il gagné ? Voyez le quartier « Antigone », à Montpellier : flétri, déjà. Et déjà tellement daté.

L'architecte catalan s'est éteint il y a un an.Ses « années françaises »sont célébrées dans un ouvrage orchestré par Dominique Serrell, l'ancienne directrice de la branche parisienne de son agence de Barcelone, Ricardo Bofill Taller de Arquitectura. Cette somme richement illustrée s'accompagne de nombreux témoignages posthumes ou contemporains – de Paul Chemetov à Roland Castro, de feu Jacques Chirac à l'immarcescible Jack Lang, de la journaliste Michèle Champenois àl'ancien ministre de la Culture Jean-Jacques Aillagon. Le livre ne fait cependant pas l'impasse sur les prémices ibériques de l'architecte : « Barrio Gaudí », dans la ville de Reus ; « Muralla Roja », près d'Alicante ; « Castillo de Kafka », à Sitges ; sans compter les 430 appartements de « Walden 7 », non loin de Barcelone : leurs chromatismes audacieux, leurs agencements enchevêtrés, leurs allures de casbah imprenable en font sans aucun doute son œuvre la plus intéressante.

Bofill arrive à Paris dans les années 1970. Il porte beau la trentaine et les costards cintrés, est épris de Loulou de la Falaise, la muse d'Yves Saint Laurent, et prend ses aises boulevard Saint-Germain, entre la place Furstemberg, le Flore et la brasserie Lipp. Mais son entrée en scène se solde par un double échec. La « Petite Cathédrale », projet de logements sociaux pour Cergy-Pontoise, est bloquée par Michel Poniatowski, alors député du Val-d'Oise. Quant à son « Jardin des Halles », inspiré de l'ordonnancement du Palais-Royal, il fait les frais de la rivalité entre Giscard et Chirac. D'intemporelles aquarelles et maquettes témoignent de cette utopie urbaine : des théâtres de verdure bordés d'immeubles aux façades néoclassiques rythmées par des colonnes et des pilastres. Les travaux sont déjà entamés lorsque Giscard inaugure, en janvier 1977, le Centre Pompidou signé Piano & Rogers : une tout autre esthétique ! Le nouveau maire de Paris se lance alors dans une surenchère architecturale. En octobre 1978, Chirac fait irruption dans le baraquement de chantier de Bofill et claironne : « *À partir de maintenant, l'architecte des Halles, c'est moi.* » Convoqué, Ricardo s'entend dire : « *Je veux un Paris qui sente la frite !* » Au même moment, l'architecte est appelé à Alger par le président Boumédiène pour un programme de villes nouvelles et de « villages populaires » agricoles. Il n'hésite pas une seconde. Ce qui a été construit aux Halles est démoli. On connaît la suite. Le « trou » est coiffé des « pavillons Willerval » de triste mémoire, eux-mêmes désormais remplacés par la pisseuse résille comiquement appelée « Canopée », béant sur le plus piteux jardin public de Paris.

En guise de lot de consolation, la Ville commande à Bofill l'érection de 200 logements place de Catalogne, à Montparnasse – emplacement « *jugé unanimement ingrat* », dixit Dominique Serrell[1]. Et un protocole de confidentialité lui impose, en plus, de taire sa défaite des Halles. De fait, dans la rétrospective organisée en 1982 par Jean-Jacques Aillagon, à Beaubourg, pas un dessin n'illustre l'aventure avortée. Interrogé en 2022, Jack Lang – qui s'y

Les Échelles de la Ville (quartier Antigone, Montpellier), œuvre de Ricardo Bofill : détail de l'escalier urbain en béton architectonique teinté dans la masse.

connaît en grands projets – commente : « *Les projets réalisés à la fois sous Chirac et Delanoë sont un exemple de vulgarité et de la nullité de certains hommes politiques qui ont permis la réalisation d'une telle laideur et un gaspillage énorme d'argent public. Je regrette que le projet dans le 14e arrondissement, en échange des Halles, soit inadapté à son architecture.* »

Sa revanche, Bofill la prend hors de la capitale. D'abord avec les « Espaces d'Abraxas », à Marne-la-Vallée : 600 logements sociaux à dix kilomètres de Paris. En 1985, Terry Gillian tourne *Brazil* dans cette forteresse affublée d'aimables sobriquets : « Alcatraz », « Gotham City »… Le « Palacio », 19 étages, une muraille de béton teinté dans la masse, un « théâtre » en demi-cercle et un « arc de triomphe » parachèvent l'effet monumental de cet ensemble où la symétrie règne sans partage. Dans les années 1980, une cité-jardin vient clôturer l'« axe majeur » de Cergy-Pontoise, en perspective sur la vallée. Mais c'est avec « Antigone », à Montpellier, commande du maire socialiste Georges Frêche, que Bofill s'impose comme le pontife d'un postmodernisme hyperbolique. Autour d'une « place du Nombre d'Or », il implante, sur 25 hectares, une ville nouvelle en marge de l'antique cité ; un hôtel de région mégalo, tout de verre et de béton, y trône en majesté. « *"Antigone" est devenue ma vitrine à l'international* », déclare-t-il : de New York à Shanghai, de Moscou à Tokyo en passant par l'Inde, le Maroc, l'Irak et l'Arabie saoudite, son style séduit sur tous les continents. Signature du Taller de Arquitectura à l'heure de la préfabrication industrielle, son langage visuel historicisant, enté sur une grammaire néoclassique simplifiée à l'extrême, assure sa promotion planétaire. Convertie au verre et au métal, l'agence Bofill gratifie encore Paris du marché Saint-Honoré, de quelques sièges sociaux (Cartier, Jean-Claude Decaux) et de l'hôtel Peninsula, un cinq étoiles du 16e arrondissement. Des miettes.

Et si Bofill avait remporté le concours de l'Arche de la Défense ? Et celui de la BnF-François Mitterrand ? Les modénatures de l'architecture classique tracées à gros coup de crayon sont très belles… sur le papier. Mais transposées en dur ? Le pire étant l'ennemi du mal, il n'est pas sûr que, contre Spreckelsen et Dominique Perrault, Paris aurait gagné au change. •

1. Cette place s'apprête à devenir la première des « *forêts urbaines* » voulues par Anne Hidalgo pour « *embellir* » notre capitale.



À lire
Dominique Serrell, *Bofill : les années françaises*, Norma Éditions, 2023.

Serena Vergano

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

Par Jean Chauvet

Côté cinéma, février s'annonce comme un mois frileux, encombré notamment de vrais faux biopics français. Quoi de vraiment neuf alors ? Les deux premiers polars de Claude Sautet, deux bijoux qui ressortent en version restaurée.

Noir, c'est noir

***Classe tous risques* et *L'Arme à gauche*,**
de Claude Sautet
Sortie le 28 février

Si on excepte un court-métrage, *Nous n'irons plus au bois*, et un long-métrage à la paternité discutée, *Bonjour Sourire*, la carrière de cinéaste de Claude Sautet a véritablement commencé avec deux polars très noirs, *Classe tous risques* en 1960 et, cinq ans plus tard, *L'Arme à gauche*. Il faudra attendre cinq années de plus pour voir naître *Les Choses de la vie* et l'affirmation de l'importance du cinéma de Sautet dans le paysage. Même si l'étiquette réductrice et parfaitement injuste de chroniqueur de la bourgeoisie pompidolienne lui collera beaucoup trop longtemps à la peau. On comprend aujourd'hui que les films de Sautet vont bien au-delà de cette caricature étriquée.

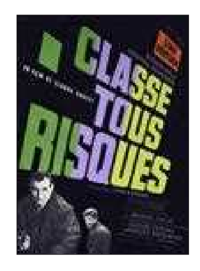
En parallèle de la réalisation, il a d'ailleurs eu une riche carrière de scénariste qui lui a valu dans le milieu le surnom de « ressemeleur de scénario ». C'est ainsi que Sautet a notamment travaillé avec Georges Franju, Jacques Deray, Jean-Paul Le Chanois, Jean-Paul Rappeneau, Alain Cavalier, Philippe de Broca… Sans oublier les nombreux films dont il a annoté les scénarios sans être crédité à leur générique pour autant. Si ses deux premiers films en tant que réalisateur tranchent quelque peu avec les suivants, ils s'avèrent être deux exercices de style parfaits pour entrer dans la carrière. *Classe tous risques* et *L'Arme à gauche* ont d'abord en commun d'être des adaptations de polars. Le premier s'inspire d'un roman de l'ex-malfrat et taulard José Giovanni reconverti en écrivain. Il participa d'ailleurs à l'écriture du scénario aux côtés de Claude Sautet et de Pascal Jardin, autre grande pointure littéraire et scénaristique du paysage cinématographique de l'époque. Ensemble, ils portent à l'écran l'histoire (inspirée de faits réels) d'Abel Danos (dit « Le Mammouth », dans la vraie vie), bon père de famille mais activement traqué par la police sans que l'on en sache les raisons. En réalité, mais il semble que, contrairement à Giovanni, Sautet l'ignorait alors, Danos fut l'un des bourreaux de la Gestapo française durant l'Occupation, au sein de la Carlingue, le tristement célèbre gang de Bonny et Lafont. C'est Ventura qui incarne Danos, tandis qu'Éric Stark, son unique soutien dans le film, est joué par un certain Jean-Paul Belmondo, à l'époque parfait inconnu que Sautet avait repéré dans *Les Tricheurs* de Marcel Carné et qu'il dut imposer à la production, avec l'aide active de Ventura.

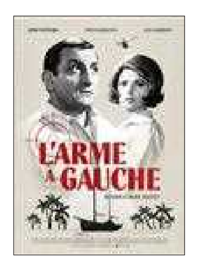


On retrouve ce dernier au casting de *L'Arme à gauche*, cette fois dans le rôle de Jacques Cournot, un honnête navigateur des Caraïbes qui découvre un trafic d'armes. À nouveau, Sautet adapte un polar, signé en l'occurrence par Charles Williams, auteur américain, habitué de la « Série noire » de Gallimard, dont les livres ont souvent été portés à l'écran. D'ailleurs, Sautet avait déjà participé à l'écriture d'une autre adaptation d'un roman de Williams : *Peau de banane*, de Marcel Ophüls.

Toutefois, les deux films divergent sur bien des points. En premier lieu, leur carrière commerciale fut à l'opposé : plein succès pour *Classe tous risques*, échec cuisant pour *L'Arme à gauche*, dont le tournage fut déjà un véritable désastre, entre la destruction des décors lors d'une tempête, des tensions au sein de l'équipe technique et, in fine, un dépassement de budget conséquent. Si le premier trouve pleinement sa place dans le paysage, pourtant déjà très encombré, du polar à la française, le second, malgré d'indéniables qualités et l'interprétation évidemment impeccable de Ventura, peine à trouver ses marques et son genre véritable entre huis clos maritime et film d'aventures.

Restent deux œuvres absolument singulières auxquelles Sautet a su imprimer sa rigueur et sa précision. Directeur d'acteurs hors pair comme toute sa filmographie le démontre, il est aussi, dès ses premiers films, un raconteur d'histoires et de destins, attentif comme personne à la caractérisation de ses personnages, principaux et secondaires. Il faut donc voir ou revoir ces deux films sur grand écran. •





Dali, c'est raté

Daaaaaalí ! de Quentin Dupieux
Sortie le 7 février



La tendance de ce début d'année, c'est biopics tous azimuts : de Florence Arthaud à Pierre Bonnard, en passant par Priscilla Presley et Bob Marley, personne ne semble pouvoir échapper à cette mode généralement désastreuse. Le *Daaaaaalí !* de Quentin Dupieux n'échappe hélas pas à la règle. Certes, le cinéaste se moque (très gentiment) du personnage médiatique composé par l'artiste, mais l'ensemble reste à ce premier degré. Seule originalité (toute relative), le peintre espagnol est incarné à l'écran par plusieurs acteurs successifs, entre autres Jonathan Cohen, Édouard Baer et Gilles Lellouche : plusieurs cabots sont nécessaires pour interpréter le cabot Dalí. On est en droit de trouver l'argument un peu court. Le film l'est aussi (78 minutes), ce qui s'avère être sa principale qualité. •



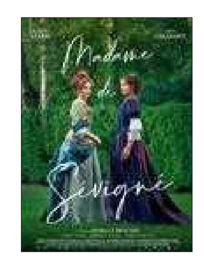
FRANCE 3 CINEMA – Julien Panié

Sévigné, c'est loupé

Madame de Sévigné, d'Isabelle Brocard
Sortie le 28 février



Autre illustration navrante de la mode actuelle des biopics, ce *Madame de Sévigné* d'Isabelle Brocard. On se demande bien d'abord ce qui peut pousser une réalisatrice française et son producteur à imaginer cette reconstitution tout droit sortie du musée Grévin avec un passage par le château de Grignan. La réponse ne se fait pas attendre et ce, dès les premières images du film : il s'agit tout simplement de faire de ladite marquise une pionnière du féminisme hexagonal ! Caricature et révisionnisme sont dès lors au programme. •



UNE CUISINE QUI NE MENT PAS

Par Emmanuel Tresmontant



Ravioles au foie gras, dans un bouillon de crevettes grises parfumé au gingembre et à la citronnelle.



Frédéric Simonin.

Hannah Assouline

Frédéric Simonin est l'un des derniers chefs-patrons de Paris, un vrai Parigot-tête de veau qui, avant de faire ses classes auprès de Joël Robuchon, a connu l'école de la rue, en banlieue. Aussi attentif envers son personnel qu'il l'est à l'origine de ses produits, c'est en poète qu'il décline les terroirs de France.

Les Jeux olympiques attendus par tous comme le Messie auront au moins eu le mérite de nous révéler le vide intergalactique qui habite le cerveau de nos dirigeants et l'idée au fond très pessimiste qu'ils se font de notre pays : comme si, pour exister, Paris avait besoin de ces bacchanales païennes vues et revues à satiété. Outre que tout le monde a eu, ou aura, un jour, les JO (d'où le côté vulgaire de la chose), rappelons à nos Machiavel de pacotille que Paris rayonnait autrefois, telle une étoile transformant sa propre substance en lumière. Quelle était donc la substance de Paris ? C'était une ville vivante et amusante où le

petit peuple côtoyait la bourgeoisie et l'aristocratie, parfois au sein d'un même immeuble (ce que raconte très bien Hemingway dans son plus beau livre : *Paris est une fête*). Les petits commerces à la façade élégante pullulaient dans tous les quartiers, ainsi que les bals musette, les foires au jambon et les matchs de boxe… Les plus grands peintres et les meilleurs écrivains y avaient élu domicile, jouissant de cette liberté de créer et d'aimer qui n'existait nulle part ailleurs. Dans *Le Monde d'hier*, Stefan Zweig note ainsi sa stupéfaction lorsqu'il voit qu'ici des femmes blanches sortent avec des militaires noirs américains, chose inimaginable dans la Vienne et le Berlin des années 1930 !

Le plus comique dans cette affaire est que tous les Parisiens qui le peuvent ont d'ores et déjà décidé de fuir, du 24 juillet au 11 août, laissant sous les yeux des caméras du monde un village Potemkine vidé de ses habitants… Belle publicité.

On aurait très bien pu à la place célébrer l'invention du restaurant ! Celui-ci, en effet, fut créé à Paris, en 1765, rue des Poulies, près du Louvre, par un certain Boulanger, qui proposait des bouillons de poule et autres petits plats destinés à restaurer (requinquer) les passants. Avant la Révolution, on en comptait déjà une centaine. 1 000 en 1825. Plus de 2 000 en 1834. Sous Napoléon III, sur 1 million de Parisiens, 200 000 allaient y manger tous les jours. En 1903, on recense 2 000 cafés et brasseries, 1 500 restaurants et 12 000 marchands de vin où l'on peut casser la croûte (la consommation est alors d'un litre de vin par jour et par personne !) : autant de lieux de rencontre conçus pour supporter la tension et les cruautés de la vie.

Dans le fil de cette histoire, nous aimerions ici rendre hommage à l'un des derniers chefs-patrons de Paris, un vrai Parigot-tête de veau au grand cœur dont le restaurant (situé dans le quartier des Ternes) s'inscrit dans cette tradition sans laquelle nous ne serions plus que des zombies. Au début des années 2000, Frédéric Simonin fut, aux côtés de son mentor Joël Robuchon, l'un des premiers chefs à célébrer le terroir oublié de Paris, avec ses maraîchers d'Île-de-France, ses champignonnières et ses recettes traditionnelles comme les pommes Pont-Neuf (ancêtres de la frite), le bœuf miroton (connu depuis le XVIIe siècle), le homard Thermidor, le potage au cresson, les petits pois à la parisienne, la tarte Bourdaloue et le fontainebleau aux cerises aigres-douces de Montmorency…

Né en 1975, Frédéric Simonin aurait pu très mal tourner : « *J'ai passé mon enfance à Aubervilliers. Mon père militaire était toujours absent et ma mère tenait des bars de nuit : j'ai ainsi côtoyé des voyous, des maquereaux et des gangsters… J'étais en échec scolaire, très perturbé, un enfant débordant d'énergie dans un corps d'homme. À 13 ans, mes parents m'ont mis dans un internat militaire à La Roche-Guyon où j'ai découvert la rigueur et la camaraderie avec d'autres enfants de militaires, aussi paumés que moi. Mon rêve, c'était d'intégrer la Légion étrangère qui est l'élite de l'armée. Avec le recul, je pense que la disparition du service militaire a été une catastrophe sociale pour la France, car c'était une machine à intégrer. Deux ans après, j'ai commencé mon apprentissage en cuisine dans un joli restaurant situé au bord de la Seine et la première chose que j'ai faite a été d'envoyer mon plateau dans la gueule d'un client qui m'avait manqué de respect…* »

Envoyé à Saint-Brieuc, en Bretagne, Frédéric tombe sur un chef bienveillant, Roland Pariset, qui va prendre le temps de le former et de lui apprendre à canaliser son énergie, un nouveau père, un vrai Jean Valjean !

De retour à Paris, il prend le bottin et écrit des lettres de candidature à tous les grands restaurants qui le font rêver : « *À l'époque, on écrivait à la main et on recevait des réponses somptueuses avec le tampon de l'établissement ! C'était émouvant. Aujourd'hui, on communique sur Instagram.* »

Ledoyen, Taillevent, l'hôtel Meurice, le George V, la Table de Joël Robuchon… Pendant des années, Simonin apprend le métier à la dure, comme un soldat, en se frottant aux plus grands chefs. En 2006, il gagne deux étoiles Michelin au service de l'ancien séminariste qui voulait devenir prêtre, Joël Robuchon, puis devient Meilleur Ouvrier de France, un concours qu'il remporte brillamment, mais qui le laisse sur le carreau : « *J'en ai pleuré. Et après ? me suis-je dit, ça ne change rien de ce que je suis… On est ici de passage.* »

À la tête de son propre restaurant depuis 2010, Simonin s'efforce d'être bon et juste avec son personnel et cela se sent : « *Je leur apprends à être en éveil et à utiliser tous leurs sens. Je veux qu'ils soient autonomes et capables de réaliser un plat de A à Z : quand on le goûte, on sent qu'il y a une unité, un geste, une énergie.* »

Très technique, sa cuisine paraît fluide et naturelle et privilégie des produits d'exception comme la rare truffe du Périgord Louis Pradel, qui embaume sa poitrine fondante de cochon au jus de civet…

Tous ses plats expriment un imaginaire poétique qui nous fait voyager, à l'image de ses exquises ravioles de foie gras servies dans un consommé de crevettes grises parfumé au gingembre. « *Aujourd'hui, la concurrence est rude : il y a des tas de bons restaurants dans le monde qui ont plus de moyens que nous, plus de personnel, plus de design, moins de taxes… Nous, nous devons survivre !* » Alors, Monsieur Macron, les JO, c'est bien, mais l'avenir de notre gastronomie, c'est mieux ! •

Frédéric Simonin Restaurant
Menu déjeuner à 55 euros.
25, rue Bayen, 75017 Paris
01 45 74 74 74
www.fredericsimonin.com



LES CARNETS D'IVAN RIOUFOL

Ce n'est pas avec un *« plan de lutte contre l'infertilité »* que le chef de l'État pourra stopper la chute de la natalité française. Le choix d'Emmanuel Macron de résister au RN par une *« lutte contre l'immigration clandestine »* avalise l'immigration légale, avec le soutien du Conseil constitutionnel. Tout reste en place pour achever la dilution du pays.




AP Photo/Christophe Ena/Sipa

L'effacement : à son tour, Emmanuel Macron a évoqué ce risque suicidaire lors de sa conférence de presse du 16 janvier. Mais il s'est arrêté en chemin, excluant la France d'une possible disparition. Le président ne craint que pour l'Europe, bousculée par le chamboulement planétaire qui déboulonne l'hégémonie occidentale et invite l'UE à en rabattre. Pourtant, c'est plus dramatiquement la nation épuisée qui se vide de son peuple, comme un corps perd son sang. La révolte paysanne est celle de ce monde qui ne veut pas mourir. Or l'hémorragie, causée par une baisse des naissances des autochtones qu'une démographie musulmane prolifique est appelée à compenser, satisfait les immigrationnistes au pouvoir, pour qui un homme en vaut un autre. En 2022, un tiers des bébés avait au moins un parent né hors de l'Union européenne. Entre 2000 et 2022, les naissances issues de deux parents nés à l'étranger ont augmenté de 72 %. Si la femme française ne fait plus que 1,68 enfant, l'immigrée algérienne, avec 3,69 enfants, est plus féconde que l'Algérienne (3 enfants), selon Nicolas Pouvreau-Monti, cofondateur de l'Observatoire

de l'immigration et de la démographie (*Le Figaro*, 15 janvier). À ce rythme, trois ou quatre générations devraient suffire pour qu'il ne reste plus que des traces éparses de la France française, réduite à être visitée par des Franciens venus d'ailleurs, dans ses « réserves » exotiques.

Le grand effacement fait partie des mots interdits que Macron s'exerce désormais à prononcer, comme il reprendrait un refrain paillard. La transgression est son frisson. Son Premier ministre, Gabriel Attal, promet pareillement de « *garder notre identité française* ». Mais tous deux évitent d'évoquer la substitution, sous leurs yeux clos, d'un peuple par un autre, d'une civilisation par une autre. Or ce qui s'observe est non seulement une libanisation de la nation jadis homogène, mais un remplacement ethnique et culturel. Il n'est d'ailleurs permis que de s'en réjouir, au risque d'être accusé de racisme et de xénophobie. À la crise de la natalité (baisse de près de 7 % en 2023) s'ajoutent la pression migratoire (depuis 1999, augmentation de 153 % des titres de séjour et de 227 % des demandes d'asile, soit près de 500 000 arrivées par an), une émigration des plus jeunes (54 % des 18-25 ans seraient prêts à quitter la France), un exode de ceux qui fuient l'antisémitisme coranique et un islam laissé en paix dans ses colonisations qui s'étendent. Ce n'est pas en lançant un « *plan de lutte contre l'infertilité* » et un « *congé de naissance* » ouvert aux parents des deux sexes que le chef de l'État peut espérer faire obstacle à cette disparition de l'esprit français, chassé par la technique et ses robots. Le choix de Macron de résister au RN par une « *lutte contre l'immigration clandestine* » avalise l'immigration légale, avec le soutien du Conseil constitutionnel. Tout reste en place pour achever la dilution du pays.

L'urgence est de stopper la liquidation de la France, promue par l'idéologie mondialiste qui continue d'imprégner le sommet de l'État. Le temps presse. Mais il est encore possible, à condition d'un sursaut politique, d'endiguer la conquête démographique du pays et de résister à son asphyxie. Même si le Français, sous couvert « *d'affrication linguistique* » (*Libération*), a déjà pris l'accent arabe des cités auprès d'une jeunesse mimétique, je ne me résous pas à la prophétie de Chateaubriand (*Mémoires d'outre-tombe*) : « *Des peuplades de l'Orénoque n'existent plus ; il n'est resté de leur dialecte qu'une douzaine de mots prononcés dans la cime des arbres par des perroquets redevenus libres, comme la grive d'Agrippine gazouillait des mots grecs sur les balustrades des palais romains. Tel sera tôt ou tard le sort de nos jargons modernes, débris du grec et du latin. Quelque corbeau, envolé de la cage du dernier curé franco-gaulois, dira, du haut d'un clocher en ruine, à des peuples étrangers nos successeurs : "Agréez les accents d'une voix qui vous fut connue ; vous mettrez fin à tous ces discours."* » Majoritaires restent encore les Français qui ne veulent pas connaître le sort du dernier des Mohicans. Doivent-ils au moins croire Macron quand il assure aussi, mimant Éric Ciotti et Éric Zemmour, vouloir se battre « *pour que la France reste la France* » ? Pas davantage. Son déni des faits reste plus fort que son engagement à « *continuer à présider au réel* ».

Pour le chef de l'État, « *le réel est reporté à une date ultérieure* » (copyright Philippe Muray). Récuser, comme l'a fait le président le 16 janvier, le lien entre l'immigration et les émeutes urbaines de juillet aura suffi en effet à disqualifier sa tentative d'approche réaliste et son apparent virage conservateur dans la composition de son gouvernement, rejoint par Rachida Dati (ex-LR). Les réseaux sociaux et l'oisiveté des jeunes, ces raisons par lui invoquées, ne peuvent occulter ce que fut l'insurrection d'une population issue du Maghreb et de l'Afrique noire, et ses cibles qui symbolisaient la France (écoles, bibliothèques, mairies, etc.). Dès lors, qualifier le RN de « *parti du mensonge* » relève chez Macron d'un procédé puéril et réversible. Ce procès signe son renoncement à affronter le terrain. « *Une idéologie s'achève quand elle n'a plus de mots pour décrire le réel* », a noté Michel Maffesoli. La Macronie est dans cette faillite qu'elle partage avec tout un monde qui « marche sur la tête », pour reprendre le slogan de la colère agricole. La grande disparition leur est promise.

Le naufrage du camp du Bien, décrédibilisé par ses contre-vérités sur un irénique « vivre-ensemble », porte la promesse d'une libération des indignations. Les agriculteurs en colère ouvrent la voie. Observer ces « progressistes » qui fuient l'école publique au profit du privé dit leur tartufferie. Le wokisme est désormais contesté aux États-Unis, y compris dans le temple de l'université d'Harvard. L'Allemagne s'affole de constater que, sous la pression islamiste, « *les juifs n'ont jamais été autant en danger depuis l'Holocauste* » (*Le Figaro*, 23 décembre). La révolution du Réel est le meilleur allié de ceux qui, derrière les paysans, refusent la tyrannie des idéologues. Il leur reste à reprendre le pouvoir. •

SOUDAIN, JE ME SUIS FAIT SOUDANAIS

Par Gilles-William Goldnadel

Le président d'Avocats sans frontières a fait un rêve.

Je rentre de Khartoum. Je me suis fait soudainement soudanais. Ça m'a coûté ce que ça m'a coûté, mais les fonctionnaires n'ont pas trop fait de difficultés, en dépit d'un dossier politique et religieux un peu compliqué. Vous me demanderez probablement pourquoi j'ai embrassé cette nationalité, alors que j'en possédais déjà deux. C'est une pure question d'opportunité ou plus exactement d'impunité. Au départ, cette nationalité ne me disait pas grand-chose. J'aurais préféré me faire italien ou brésilien, mais je choisis de le confesser, mon but était clairement intéressé.

C'est que je suis doublement échaudé. En tant que Français, mon président m'a expliqué que mon pays avait commis des crimes contre l'humanité en Algérie. Il paraît que les policiers français sont racistes. À Nantes, on était esclavagiste. Sans parler des partis d'extrême droite pétainistes qui se refusent à accueillir les étrangers les bras ouverts.

En tant qu'Israélien, c'est encore pire. Le soldat hébreu en Judée serait un authentique Juda, qui trahit une seconde fois l'idéal de paix christique. Il crucifierait le peuple palestinien comme ses ancêtres auraient crucifié Jésus. Comment ce peuple qui a, à ce qu'il paraît, connu le génocide ose-t-il perpétrer en Palestine un nouvel Holocauste, sous prétexte qu'il aurait subi quelques justes tracas exécutés par un groupe de résistants un peu énervés ?

Bref, j'étais un peu las lorsque je me promenais près des universités de Nanterre ou de Yale ou dans les rues de Manhattan, près de l'immeuble de l'ONU, de parler en français ou en hébreu et de me faire cracher dessus. Las d'être un Occidental cossu, un mâle blanc privilégié ne pouvant même hasarder un regard appuyé sur un membre du sexe opposé, si vous m'autorisez cette expression genrée autant que stéréotypée.

C'est alors que j'ai opté pour la filière soudanaise. Je vous la recommande discrètement. Un brevet d'impunité permanent. Un passe-droit pour la transgression. Je conseille aux incrédules la lecture enrichissante d'un article du *Monde* daté du 26 janvier et intitulé : « Au Soudan, la ville d'Al-Geneina théâtre de massacres à grande échelle : “Ce qui s'est passé est un génocide” ». Le correspondant évoque des massacres de masse de milliers de Noirs par des milices arabes, des viols, des exactions innombrables et 7 millions de déplacés !

L'article en question a suscité à peine trois ou quatre malheureux commentaires de ces lecteurs qui incendient Israël en permanence. J'estime que les massacres au Soudan ont suscité un millionième de la médiatisation qu'a suscitée Gaza. Et je suis bon. Voilà pourquoi c'est désormais un Soudanais qui vous écrit. Je peux tuer impunément tous les Noirs que je veux, dès l'instant où je ne suis plus un Blanc. Je peux violer les juives blanches des kibboutz, ou même les vieilles dames de 75 ans dans les provinces françaises. Aucune féministe d'extrême gauche ne m'en demandera raison.

Même sur la question esclavagiste, les associations sont super cool avec moi. Autant, s'agissant de la traite transatlantique, les Américains et les Africains sont d'une intransigeante rigueur, autant ils se font plus coulants concernant la traite arabique, plus ancienne et plus cruelle, qui perdure encore un chouya, ici ou là. Écoutez-moi, les amis un peu vifs, les copains un peu coléreux, j'ai trouvé la bonne planque : l'an prochain à Khartoum ! •

Découvrez le N°19 de la revue TRANSITIONS & ÉNERGIES

On ne pourra pas se passer des pompes à chaleur



N°19 – Hiver 2023-2024
www.transitionsenergies.com

« Il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé. » A. Einstein

L'indispensable capture du carbone

- Une technologie « inévitable » selon le GIEC
- Le seul moyen de décarboner l'industrie lourde
- Pas de carburants synthétiques sans capture
- L'Europe et la France dans le déni

LES IMMENSES BESOINS DE L'AFRIQUE

Chez votre marchand de journaux ou sur le site
www.transitionsenergies.com